

Distrisoft Maroc S.A.



Mise à Jour 2008 du Dossier d'Information

PROGRAMME D'ÉMISSION DE BILLETS DE TRÉSORERIE

PLAFOND DU PROGRAMME D'ÉMISSION : MAD 100 000 000

VALEUR NOMINALE : MAD 100 000

ORGANISME CONSEIL



ORGANISME PLACEUR

BMCE Capital Placement

Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi N° 35-94 relative à certains titres de créances négociables, l'original du présent dossier d'information a été soumis à l'appréciation du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières qui l'a visé le 29 octobre 2009 sous la référence VI/EM/034/2009.

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs

ABRÉVIATIONS & DÉFINITIONS

APEBI	Association des Professionnels des Technologies de l'Information
Backlog	Arriéré de commandes
BHCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BT	Billets de Trésorerie
BVQI	Bureau Veritas Quality International
CA	Chiffre d'affaires
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CIN	Carte d'Identité Nationale
CMUP	Coût Moyen Unitaire Pondéré.
CRM	Customer Relationship Management : Ensemble des processus visant à gérer les activités d'avant et d'après vente au client. Le CRM couvre notamment la vente, le marketing et le support aux clients de l'entreprise ou de l'organisation.
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EMEA	Europe, Moyen-Orient et Afrique
ERP	Enterprise Ressource Planning ou PGI Progiciel de Gestion Intégré Outil fédérateur du système d'information intégrant les fonctions de l'entreprise comme la comptabilité, la gestion des ressources humaines, la gestion de production, la gestion financière.
EULER HERMES ACMAR	Assurance Crédit Marocain
EUR	EURO
Fracture numérique	La fracture numérique désigne le plus souvent l'inégalité d'accès aux technologies numériques
Hardware	Matériel informatique « physique » tels que les PCs, les serveurs, les disques durs, le matériel réseau, les imprimantes et les accessoires
HT	Hors Taxes
IBM	International Business Machine
IDATE	Principal cabinet européen, spécialisé dans l'analyse de l'information et des secteurs des technologies de communication
IDC	International Data Corporation
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
ISO	International Organization for Standardization
K	Millier
LP	Limited Partnership
M MAD	Million de dirhams marocain
m²	Mètre carré
MAD	Dirham marocain
Md Eur	Milliard d'euros
Md MAD	Milliard de dirhams marocain

Norton antivirus	Norton Antivirus est un programme antivirus pour les systèmes d'exploitation Microsoft Windows et Apple Macintosh édité par la société américaine Symantec
NS	Non significatif
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OEM	Original Equipement Manufacturer
Pare-feu	Dispositif reliant deux réseaux et filtrant toutes les données échangées par ceux-ci pour assurer leur sécurité.
PC	Personal Computer
PFI	Prélèvement Fiscal d'Importation
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SBLC	Standby Letter of Credit / Lettre de Crédit Stand-by
SCI	Société Civile Immobilière
Software	Logiciels informatiques, permettant d'assurer une tâche ou une fonction sur un ordinateur
Spam ou pourriel	Courrier électronique non sollicité, généralement à caractère publicitaire.
SSII	Société de Services et d'Ingénierie en Informatique
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
USA	Etats-Unis d'Amérique
USD	Dollar Américain
WiFi	Wireless Fidelity
Wimax	Wimax - Worldwide interoperability for Microwave Access, norme technique basée sur le standard de transmission radio.

SOMMAIRE

ABRÉVIATIONS & DÉFINITIONS	2
SOMMAIRE.....	4
AVERTISSEMENT	6
PRÉAMBULE	7
SECTION I - ATTESTATIONS ET COORDONNÉES	8
I.1 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
I.2 - LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	10
I.3 - L'ORGANISME CONSEIL	11
I.4 - LE CONSEILLER JURIDIQUE	15
I.5 - LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE	16
SECTION II - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION	17
II.1 - CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION	18
II.2 - CARACTÉRISTIQUES DES BT	19
II.3 - HISTORIQUE DES ÉMISSIONS ANTÉRIEURES	20
II.4 - MODALITÉS DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION	21
II.5 - RÉGIME FISCAL DES BILLETS DE TRÉSORERIE OFFERTS	24
SECTION III - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE DISTRISOFT MAROC S.A.	26
III.1 - RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL	27
III.2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE DISTRISOFT MAROC S.A.	29
III.3 - MARCHÉ DES TITRES DE DISTRISOFT MAROC S.A.	34
III.4 - NOTATION	35
III.5 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DISTRISOFT MAROC S.A.	36
III.6 - ORGANES DE DIRECTION	38
III.7 - GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	38
SECTION IV - MARCHÉ DE L'INFORMATIQUE	41
IV.1 - PANORAMA DU MARCHÉ MONDIAL DE L'INFORMATIQUE	42
IV.2 - PANORAMA DU MARCHÉ MAROCAIN DE L'INFORMATIQUE	50
SECTION V - POSITIONNEMENT DE DISTRISOFT MAROC S.A.	61
V.1 - ACTIVITÉ DE DISTRISOFT MAROC S.A.	62
V.2 - POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT	70
V.3 - POLITIQUE MARKETING ET COMMERCIALE	75
V.4 - POLITIQUE QUALITÉ	77
SECTION VI - OUTILS ET MOYENS	78
VI.1 - MOYENS HUMAINS	79
VI.2 - MOYENS MATÉRIELS ET TECHNIQUES	82
SECTION VII - SITUATION FINANCIÈRE DE DISTRISOFT MAROC S.A.	84
VII.1 - PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS	85
VII.2 - ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN	86
VII.3 - ANALYSE DES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	93
VII.4 - ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT	100
VII.5 - ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS	102
SECTION VIII - PERSPECTIVES ET STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT	105
VIII.1 - PERSPECTIVES DU SECTEUR	106
VIII.2 - STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE DISTRISOFT MAROC S.A.	107
VIII.3 - BUSINESS PLAN SUR LA PÉRIODE 2007 – 2008 ^p	108
VIII.4 - FACTEURS DE RISQUE	117

VIII.5 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	120
SECTION IX - ANNEXES	121
IX.1 - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES UTILISÉS PAR DISTRISOFT MAROC S.A	122
IX.2 - ÉTATS DE SYNTHÈSE COMPTABLES	123
IX.3 - MODÈLE DE BULLETIN DE SOUSCRIPTION	160

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en Billets de Trésorerie est soumis au risque de non remboursement. Ce programme d'émission de Billets de Trésorerie ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par DISTRISOFT MAROC S.A ;

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité du programme d'émission de Billets de Trésorerie ni sur la qualité de la situation de DISTRISOFT MAROC S.A. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des Billets de trésorerie ;

Le présent dossier d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription des Billets de Trésorerie, objet du présent dossier d'information ;

Les personnes en la possession desquelles ledit dossier viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement ne proposera les Billets de Trésorerie, objet du présent dossier d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre ; Ni le conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni DISTRISOFT MAROC S.A, ni BMCE Capital Conseil n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

PRÉAMBULE

Le présent dossier d'information a été élaboré par BMCE Capital Conseil, agissant en qualité d'Organisme Conseil de la société DISTRISOFT MAROC S.A. dans le cadre d'un programme d'émission de Billets de Trésorerie pour un plafond de MAD 100 000 000.

Les informations qualitatives et quantitatives contenues dans le présent dossier d'information, sauf mention spécifique, proviennent essentiellement :

- ▶ Des commentaires, analyses et statistiques fournis par le management de DISTRISOFT MAROC S.A., notamment lors des diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- ▶ Des liasses fiscales de DISTRISOFT MAROC S.A pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 ;
- ▶ Des rapports des Commissaire Aux Comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 ;
- ▶ Des procès-verbaux des conseils d'administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires et des rapports d'activité pour les exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 ;
- ▶ Des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales tenus en 2009 jusqu'à la date de visa du dossier d'information ;
- ▶ Des informations sectorielles notamment auprès de l'APEBI, de l'ANRT et du Management de DISTRISOFT MAROC S.A.

En application des dispositions de l'article 15 de la loi n° 35-94 promulguée par le dahir n° 1-95-3 du 24 Châabane 1415 (26 Janvier 1995) relatif aux Titres de Créances Négociables, ce dossier d'information doit être :

- ▶ Remis ou adressé à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- ▶ Tenu à la disposition du public au siège de DISTRISOFT MAROC SA (adresse Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa, Casablanca, numéro de téléphone : 0522 95 70 00) et dans l'établissement chargé de recueillir les souscriptions (BMCE Capital Placement, adresse : 30 Boulevard Moulay Youssef, numéro de téléphone : 0522 42 91 00) ;
- ▶ Disponible à tout moment sur le site du CDVM (adresse électronique : www.cdvm.gov.ma).

SECTION I - ATTESTATIONS ET COORDONNÉES

I.1 - Le Conseil d'Administration

I.1.1 - Représentant

Dénomination sociale	DISTRISOFT MAROC S.A.
Représentant	M. Karim RADI BENJELLOUN
Fonction	Président Directeur Général
Adresse	Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa, Casablanca
Numéro de téléphone	05 22 95 70 00
Numéro de fax	05 22 95 70 30
Adresse électronique	krBenjelloun@distrisoft.ma

I.1.2 - Attestation

« Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente mise à jour du dossier d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de DISTRISOFT MAROC S.A. ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

I.2 - Les Commissaires Aux Comptes

a - Représentants

Cabinet	A.SAAIDI ET ASSOCIES
Représentant	M. Nawfal AMAR
Adresse	4, Place Maréchal Casablanca
Numéro de téléphone	05 22 27 99 16
Numéro de fax	05 22 20 58 90
Adresse électronique	n.amar@saadi-associés.ma
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2005
Date d'expiration du mandat actuel	2010 ¹
Cabinet	DEK Audit & Conseil
Représentant	M. DRISS EL KOHEN
Adresse	Villa 15, Rue Mohamed Bahi Palmier Casa
Numéro de téléphone	05 22 98 00 21
Numéro de fax	05 22 98 00 62
Adresse électronique	dek@wanadoo.net.ma
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2003
Date d'expiration du mandat actuel	2008 ²
Cabinet	Fidaroc Grant Thornton
Représentant	M. Faïçal MEKOUAR
Adresse	71, Rue Allal Ben Abdellah Casablanca
Numéro de téléphone	05 22 54 48 00
Numéro de fax	05 22 54 23 21
Adresse électronique	fidaroc@fidarocgt.ma
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2009
Date d'expiration du mandat actuel	2011 ³

1 AGO statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2010

2 AGO statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2008

3 AGO statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2011

b - Attestation des Commissaires aux Comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes sociaux aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008 contenues dans la mise à jour du Dossier d'Information relatif au programme d'émission de Billets de Trésorerie de la société Distrisoft Maroc S.A.

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans le présent dossier d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Maroc. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans le présent dossier d'information, avec les états de synthèse tels que audités par les Co-Commissaires aux Comptes « A. Saaïdi et Associés » et « DEK Audit et Conseil » au titre des exercices 2006, 2007 et 2008.

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

Fidaroc Grant Thornton

M. Faïçal MEKOUAR

c - Rapports généraux des Commissaires aux Comptes relatifs aux exercices 2006, 2007 et 2008**Exercice 2006****Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 77 038 488,75 dont un bénéfice net de l'exercice de DH 16 028 443,27 sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A., au 31 décembre 2006 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

DEK Audit & Conseil

M. Driss El Kohen

Exercice 2007Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 93 685 971,01 dont un bénéfice net de l'exercice de DH 24 155 033,26 sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A., au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

DEK Audit & Conseil

M. Driss El Kohen

Exercice 2008Rapport général des commissaires aux comptes – Exercice du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société DISTRISOFT S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de DH 102 661 106,44 dont un bénéfice net de DH 25 219 775,43.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix de procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société DISTRISOFT au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

A.Saaidi et Associés

M. Nawfal AMAR

DEK Audit & Conseil

M. Driss El Kohen

I.3 - L'organisme conseil

I.3.1 - Représentant

Dénomination sociale	BMCE Capital Conseil
Représentant	M. Mehdi Jalil Drafafe
Fonction	Président du Directoire
Adresse	30, Boulevard Moulay Youssef Casablanca
Numéro de téléphone	05 22 42 91 00
Numéro de fax	05 22 43 00 21
Adresse électronique	mj.drafate@bmcek.co.ma

I.3.2 - Attestation

« La présente mise à jour du dossier d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient. Les informations proviennent de la Direction Générale de DISTRISOFT Maroc S.A., des Commissaire Aux Comptes, de l'Association des Professionnels des Technologies de l'Information -APEBI- et de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications -ANRT-.

La mise à jour, objet du présent dossier d'information, est conforme aux dispositions de la loi n° 35-94 relative à certains Titres de Créances Négociables promulguée par le Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) ainsi qu'aux procédures et règles de la législation marocaine ».

I.4 - Le conseiller juridique

I.4.1 - Représentant

Dénomination sociale	Cabinet Aziz Benkirane
Représentant	M. Abdelaziz Benkirane
Fonction	Avocat
Adresse	23, rue El Amraoui Brahim (ex Nolly), Casablanca
Numéro de téléphone	05 22 20 61 23
Numéro de fax	05 22 27 69 56
Adresse électronique	Aziz.benkirane@menara.ma

I.4.2 - Attestation

« L'opération, objet du présent Dossier d'Information est conforme aux dispositions statutaires de DISTRISOFT MAROC SA et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés. ».

I.5 - Le responsable de l'information et de la communication financière

Dénomination sociale	DISTRISOFT MAROC S.A.
Responsable	M. Rachid EL BAGHDADI
Fonction	Directeur financier
Adresse	Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa, Casablanca
Numéro de téléphone	05 22 95 70 00
Numéro de fax	05 22 95 70 20/30
Adresse électronique	relbaghdadi@distrisoft.ma

SECTION II - PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

II.1 - Cadre et Objectifs de l'Opération

II.1.1 - Cadre de l'opération

Le Conseil d'Administration réuni le 19 septembre 2004, a autorisé l'émission d'emprunt représentée par des Billets de Trésorerie -BT-.

A cet effet, la société DISTRISOFT MAROC S.A. émet dans le public des Billets de Trésorerie portant intérêt en représentation d'un droit de créance, pour une durée inférieure ou égale à un an.

Le Conseil d'Administration du 2 septembre 2008 a autorisé l'extension du plafond de DISTRISOFT MAROC S.A., le portant ainsi de MAD 50 000 000 à MAD 100 000 000.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n°35-94 promulguée par le dahir n°1-95-3 du 24 Châabane 1415 (26 janvier 1995) et de l'arrêté du Ministre des Finances et des investissements extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux Titres de Créances Négociables -TCN-, la société DISTRISOFT Maroc S.A. a établi avec le Conseiller un dossier d'information visé le 20 janvier 2005 relatif à son activité, sa situation économique et financière et son programme d'émission.

En application de l'article 17 de ladite loi, et tant que les TCN sont en circulation, ce dossier fera l'objet d'une mise à jour annuelle dans un délai de 45 jours après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire -AGO- des actionnaires statuant sur les comptes du dernier exercice. Toutefois, des mises à jours occasionnelles pourront intervenir en cas de modification relative au plafond de l'encours des titres émis ou tout événement nouveau susceptible d'avoir une incidence sur l'évolution des cours des titres ou la bonne fin du programme.

II.1.2 - Objectifs du programme

Les objectifs du programme de l'émission de Billets de Trésorerie se déclinent comme suit :

- ▶ Substituer une partie de la facilité de caisse, réduire les refinancements et financer le besoin de trésorerie supplémentaire ;
- ▶ Diversifier les sources de financement pour une meilleure négociation avec les partenaires financiers de la société, et par conséquent optimiser la trésorerie et réduire les charges financières ;
- ▶ Et, construire une image de marque sur la place financière, facilitant toute autre opération d'appel public à l'épargne dans l'avenir.

II.2 - Caractéristiques des BT

▪ Plafond du programme	MAD 100 000 000
▪ Valeur nominale unitaire	MAD 100 000
▪ Nature juridique des titres	Titres de Créances Négociables dématérialisés par inscription au dépositaire Central (Maroclear) et inscrits en compte auprès des affiliés habilités
▪ Forme des titres	Billets de trésorerie dématérialisés au porteur
▪ Maturité des BT	De 10 jours à 12 mois
▪ Jouissance	À la date de règlement
▪ Date d'échéance	A définir au moment de l'émission des BT
▪ Taux d'intérêt	Fixé à chaque émission en fonction des conditions du marché
▪ Mode de rémunération	Intérêts post comptés
▪ Paie ment du coupon	A la date de jouissance des Billets
▪ Remboursement du principal	<i>In fine</i> , soit à l'échéance de chaque Billet
▪ Garantie	L'émission ne bénéficie d'aucune garantie
▪ Négociabilité des titres	Totale auprès du réseau placeur

II.3 - Historique des émissions antérieures

Au 30 septembre 2009, l'encours des billets de trésorerie émis par DISTRISOFT MAROC S.A s'élève à M MAD 65.

L'état récapitulatif des émissions de billets de trésorerie se présente comme suit :

Date d'émission	Montant de l'émission (M MAD)	Nombre de titres émis	Valeur nominale (MAD)	Taux d'intérêt	Échéance	Encours (M MAD)
20/01/2006	16	160	100.000	3,60%	24/04/2006	16
30/03/2006	10	100	100.000	3,60%	30/06/2006	26
25/04/2006	17	170	100.000	3,90%	26/10/2006	27
29/05/2006	15	150	100.000	3,75%	29/11/2006	32
15/11/2006	20	200	100.000	3,45%	15/05/2007	35
04/04/2007	15	150	100.000	3,65%	04/10/2007	40
25/05/2007	20	200	100.000	3,78%	24/08/2007	40
10/10/2007	20	200	100.000	4,24%	11/04/2008	40
30/11/2007	20	200	100.000	4,25%	30/05/2008	40
11/04/2008	20	200	100.000	4,15%	10/10/2008	40
15/04/2008	10	100	100.000	4,03%	15/07/2008	50
30/05/2008	20	200	100.000	4,15%	30/11/2008	50
15/07/2008	10	100	100.000	4,03%	15/01/2009	50
15/10/2008	20	200	100.000	4,30%	15/01/2009	50
01/12/2008	30	300	100.000	4,40%	01/03/2009	60
12/01/2009	30	300	100.000	4,25%	12/04/2009	90
15/01/2009	20	200	100.000	4,25%	15/04/2009	80
27/02/2009	20	200	100.000	4,31%	27/08/2009	100
20/03/2009	30	300	100.000	4,05%	20/06/2009	100
15/04/2009	25	250	100.000	4,03%	15/10/2009	75
08/06/2009	20	200	100.000	3,66%	08/09/2009	75
27/08/2009	30	300	100.000	3,79%	27/11/2009	65

II.4 - Modalités de Souscription et d'Allocation

II.4.1 - Bénéficiaires

Toute personne physique ou morale résidente ou non résidente.

L'organisme chargé du placement doit s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories définies ci-dessous. A cet effet, il doit obtenir copie du document qui l'atteste et le joindre au bulletin de souscription.

Catégorie	Documents à joindre
Associations	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt de dossier
Enfants mineurs	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément mentionnant l'objet qui fait apparaître l'appartenance à cette catégorie et, pour : ▪ les Fonds communs de Placement (FCP), le numéro de certificat de dépôt au greffe du tribunal, ▪ les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), numéro du registre de commerce
Personnes morales étrangères	Modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent
Personnes morales marocaines	Modèle des inscriptions au registre de commerce
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident
Personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale

II.4.2 - Modalités de souscription

▪ Ouverture des souscriptions	A chaque fois que l'émetteur manifestera un besoin de trésorerie, le placeur procédera à l'ouverture de la période de souscription au moins 96 heures avant la date de jouissance
▪ Placeur	BMCE Capital Placement 30, bd Moulay Youssef, Casablanca
▪ Domiciliaire de l'émission	BMCE BANK 140, Avenue Hassan II, Casablanca
▪ Dépositaire central	Règlement livraison des transactions entre les différents intermédiaires par MAROCLEAR

Le Placeur est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès de sa clientèle, à l'aide de bulletins de souscription fermes et irrévocables, selon le modèle joint en Annexes. Ces bulletins doivent être remplis et signés par les souscripteurs.

Les souscriptions seront acceptées et enregistrées au fur et à mesure de leur confirmation par écrit à BMCE Capital Placement et ce, jusqu'à atteindre le plafond de l'émission.

Toutes les souscriptions se feront en numéraire.

- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs, dont l'âge est inférieur ou égal à 18 ans, sont autorisées à condition d'être effectuées par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur et sous réserve des dispositions légales en vigueur. Le Placeur est tenu d'obtenir une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur et de la joindre au bulletin de souscription. En ce cas, les mouvements sont portés soit sur un compte ouvert au nom de l'enfant mineur, soit sur le compte titres ou espèces ouvert au nom du père, de la mère, du tuteur ou du représentant légal ;
- Les souscriptions pour le compte de tiers sont autorisées, sous réserve de la présentation par le souscripteur d'une procuration, dûment signée et légalisée par son mandant. Le Placeur est tenu d'obtenir une copie de ladite procuration et de la joindre au bulletin de souscription. Les titres souscrits doivent, en outre, se référer à un compte titres au nom de la tierce personne concernée, lequel ne peut être mouvementé que par cette dernière, sauf existence d'une procuration ;
- Une procuration pour une souscription ne peut en aucun cas permettre l'ouverture d'un compte pour le mandant. Aussi, l'ouverture d'un compte doit se faire, en la présence de son titulaire, selon les dispositions légales ou réglementaires en vigueur ;
- Tout bulletin doit être signé par le souscripteur ou son mandataire. Le Placeur doit s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription, que le souscripteur a la capacité financière d'honorer ses engagements. Ce dernier déterminera librement les modalités de la garantie financière demandée aux souscripteurs, qui peut être un dépôt en espèce, en titres, une caution ;
- Les investisseurs peuvent effectuer plusieurs ordres auprès du Placeur. Les ordres sont cumulatifs. L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que tous les ordres peuvent être satisfaits totalement ou partiellement en fonction de la disponibilité des titres ;
- Les ordres de souscriptions sont irrévocables après la clôture de la période de souscription.

Tous les ordres de souscriptions, ne respectant pas les conditions ci-dessus, sont frappés de nullité.

II.4.3 - Modalités d'allocation

Les allocations se feront selon la méthode du « premier arrivé/premier servi », en fonction des souscriptions reçues et des quantités de BT disponibles.

II.4.4 - Règlement des souscriptions

Le règlement des souscripteurs se fera à la date de jouissance par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par BMCE BANK, en sa qualité d'établissement gestionnaire des titres. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement.

II.5 - Régime Fiscal des Billets de Trésorerie Offerts

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

II.5.1 - Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

a - Personnes Résidentes

i) Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- La raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- Le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

ii) Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IR selon le régime BNR ou BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - Le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de carte d'étranger ;
 - Le numéro d'article d'imposition à l'IR.

b - Personnes Non Résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%, sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

II.5.2 - Plus-values

a - Personnes Résidentes

i) Personnes Physiques

Conformément aux dispositions de l'article 73 du Code Général des Impôts, les profits nets de cession d'obligations et autres titres de créances sont soumis à l'IR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- L'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- L'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 68 du Code Général des Impôts, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations et autres titres de créances correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de MAD 28 000 ;
- La donation d'obligations et autres titres de créances effectuées entre ascendants et descendants, entre époux frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment des frais de courtage et de commission ;
- Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession ou acquisition.

ii) Personnes Morales

Conformément aux dispositions du Code Général des Impôts, les profits de cession d'obligations et autres titres de créances sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

b - Personnes Non Résidentes

i) Personnes Physiques

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créances réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

ii) Personnes Morales

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créances réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Toutefois, les plus-values réalisées sur les obligations et les autres titres de créances cotés à la bourse des valeurs sont exonérées.

SECTION III - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE DISTRISOFT MAROC S.A.

III.1 - Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	DISTRISOFT Maroc S.A.
Siège social	Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa, Casablanca
Téléphone	05 22 95 70 00
Télécopie	05 22 95 70 20 / 30
Adresse électronique	Distrisoft@distrisoft.ma
Site web	www.distrisoft.ma
Forme juridique	Société Anonyme régie par la loi n° 17-95 du 30 Août 1996, modifiée et complétée par la loi 20-05
Date de constitution	Avril 1991
Durée de vie	99 ans
Capital social actuel au 31 décembre 2008	50 041 900 Dh entièrement libéré, composé de 500 419 actions d'une valeur nominale de 100 DH, au 31 décembre 2008.
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Numéro d'inscription au Registre de Commerce	61 799 (Casablanca)
Objet social (Article 3 des statuts)	La société a pour objet au Maroc et à l'étranger : L'import, la commercialisation, la promotion de logiciels, de matériels informatiques et bureautiques ; Les services d'accompagnement pour le support, l'installation, l'assistance technique et la formation ; Les études techniques et d'ingénieries spécialisées dans les travaux informatiques et tout service s'y rattachant ; L'assistance à la mise en œuvre de tous projets informatiques par le conseil au niveau du choix du matériel et des logiciels et le suivi ; Et, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou à l'autre des activités spécifiées ; La prise de participation, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social

	ou à tout objet similaire ou connexe ; Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.
Consultation des documents juridiques	Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés dans le siège social de la Société (Angle Boulevard Ibn Sina et rue Mimosa - Casablanca).
Textes législatifs	La Société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, modifiée et complétée par la loi 20-05, ainsi que par ses statuts. De par sa cotation sur la Bourse des Valeurs, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment : • Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 ; • Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié dans l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ; • Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 et la loi n°44-06 ; • Le règlement général du CDVM tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°882-08 du 14 avril 2008 ; • Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs ; • Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; • Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.

La société est soumise également aux dispositions du Dahir n°1-95-03 du 26 janvier 1995, portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables.

III.2 - Renseignements sur le capital de DISTRISOFT MAROC S.A.

III.2.1 - Renseignements à caractère général

Après augmentation de capital opérée le 17 janvier 2008, le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. s'élève à 500 419 actions de valeur nominale MAD 100.

III.2.2 - Historique du capital et de l'actionnariat

a - Historique du capital

L'évolution historique du capital de la société est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année	Capital initial (en Dh)	Nature de l'opération	Nombres d'actions créées	Nominal (en Dh)	Montant (en Dh)	Capital final (en Dh)
1991	-	Création de la société	6 000	100	-	600 000
1994	600 000	Augmentation de capital par apport en numéraire	6 000	100	600 000	1 200 000
2000	1 200 000	Augmentation de capital par apport en numéraire	12 966	100	1 296 600	2 496 600
2000	2 496 600	Conversion de 6 000 actions ordinaires en actions à dividendes prioritaires sans droits de vote	-	-	-	2 496 600
2003	2 496 600	Augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission	95 034	100	9 503 400	12 000 000
Mai 2004	12 000 000	Conversion des 28 839 actions à dividende prioritaire sans droit de vote en actions ordinaires	-	-	-	12 000 000
Juillet 2004	12 000 000	Augmentation de capital par incorporation des réserves	30 000	100	3 000 000	15 000 000
Juillet 2004	15 000 000	Augmentation de capital par conversion de l'emprunt obligataire en actions ordinaires	38 793	100	3 879 300	18 879 300
Juillet 2004	18 879 300	Augmentation de capital par intégration de la prime d'émission relative à la conversion de l'emprunt obligataire	111 207	100	11 120 700	30 000 000
Septembre 2006	30 000 000	Introduction en Bourse par cession de 76 387 actions et augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions	33 613	100	3 361 300	33 361 300
Janvier 2008	33 361 300	Augmentation de capital par incorporation des réserves	166 806	100	16 680 600	50 041 900

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

- A sa création, en 1991, DISTRISOFT MAROC S.A. est dotée d'un capital de MAD 600 000, réparti en 6 000 actions d'une valeur nominale MAD 100 ;
- En 1994 et 2000, la société procède à deux augmentations de capital par apport en numéraire, portant son capital social à MAD 1.200.000 puis à MAD 2 496 600 ;

- ▶ En 2003, DISTRISOFT MAROC S.A. augmente son capital par incorporation d'une somme de MAD 9 503 400 prélevée sur la prime d'émission. Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. procède à une émission sans appel public à l'épargne de 150 000 obligations convertibles en actions exclusivement réservées à CAPITAL MOROCCO L.P⁴. Les obligations émises ont été réparties en trois tranches de 50 000 obligations chacune, d'une valeur nominale de MAD 100 par obligation, à un taux d'intérêt fixe de 6,0% par an. La conversion devait s'opérer en trois fois ;
- ▶ En 2004, la société opère une conversion des 28.389 actions à dividende prioritaire sans droit de vote en actions ordinaires puis procède à trois augmentations de capital successives :
- ▶ D'abord, par incorporation de réserves, pour MAD 3 000 000, portant le capital à MAD 15 000 000 ;
- ▶ Ensuite, par conversion des 150.000 obligations convertibles, émises en 2003, en 38 793 actions nouvelles au profit de CAPITAL MOROCCO L.P., portant le capital à MAD 18 879 300. Cependant, en juin 2004, la notion de tranches des obligations a été abandonnée. Toutes les obligations, présentant les mêmes caractéristiques, ont été converties en une seule fois. En effet, suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 19 juillet 2004, l'intégralité des obligations convertibles existantes a été convertie en actions ordinaires ;
- ▶ Enfin, par intégration de la prime d'émission relative à la conversion de l'emprunt obligataire pour un montant de MAD 11 120 700, fixant le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. à MAD 30 000 000 ;
- ▶ En septembre 2006, DISTRISOFT Maroc S.A. s'introduit en Bourse, par cession de 76 387 titres et augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions, au prix unitaire de MAD 595. Le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. s'élève désormais à MAD 33 361 300 ;
- ▶ En janvier 2008, DISTRISOFT MAROC S.A. augmente son capital par incorporation de la prime d'émission et d'une partie des réserves pour un montant global de M MAD 16,68, soit la création de 166 806 nouvelles actions. Le capital de la Société atteint ainsi M MAD 50,041.

b - Historique de l'actionnariat

L'évolution historique de l'actionnariat de la société est présentée dans le tableau ci-dessous :

Situation au 31 décembre	1993	1994	2000	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Au 30 juin 2009
FAMILLE EL HARIRY	2 999	5 998	3 600	17 303						
Saïd RKAIBI	2 698	5 996	5 999	28 838	57 281	57 281	43 832	4 687	7 031	6 530
KARIM RADI BENJELLOUN			6 482	31 160	64 567	69 913	60 378	60 378	90 567	90 567
NAJIB HAKIM BELMAACHI			6 482	31 160	64 567	69 913	60 379	60 379	90 569	90 568
MILLENNIUM VENTURES					34 369	34 369	28 698	62 630	93 945	79 727
CAPITAL MOROCCO					79 210	68 518	30 325	7 416	11 124	-
RMA Watanya	-	-	-	-	-	-		18 516	27 773	49 053
CNIA Assurance ⁵										41 061
Autres	303	6	2 403	11 539	6	6				
Flottant en Bourse							110 001	119 607	179 411	142 913
Total	6 000	12 000	24 966	120 000	300 000	300 000	333 613	333 613	500 419	500 419

Unité : actions - Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

- ▶ En 1991, DISTRISOFT Maroc S.A. est créée par M. Ahmed CHAMI et M. Khalid El HARIRY avec un Capital de départ de 600 000 dirhams.
- ▶ En 1992, M. Saïd RKAIBI rejoint le tour de table de DISTRISOFT Maroc S.A. ;
- ▶ En 1993, M. Ahmed CHAMI vend ses parts essentiellement aux deux autres actionnaires ;
- ▶ En 1994, la société opère sa première opération d'augmentation de capital de 600.000 Dirhams ;

⁴ CAPITAL MOROCCO LP est un fonds de capital investissement domicilié à Jersey, sous la forme de Limited Partnership –LP.

⁵ Suite à la fusion en juin 2009, CNIA Assurance devient CNIA Saada Assurance.

- ▶ En 2000, MM. Karim Radi BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI intègrent le capital de DISTRISOFT Maroc S.A. par voie d'augmentation de capital et prennent le contrôle de la société ;
- ▶ En 2003, la société a procédé à une augmentation de capital par incorporation d'une somme de MAD 9.503.400 prélevée sur la prime d'émission ;
- ▶ En 2004, M. Khalid El HARIRY cède ses parts à MILLENNIUM VENTURES (17.303 titres). Durant la même année, CAPITAL MOROCCO achète les parts des autres actionnaires (11.539 titres) et convertit ses obligations en actions. Suite à l'augmentation du capital par incorporation des réserves et de la prime d'émission, le capital de la société atteint M MAD 30,0 ;
- ▶ En septembre 2006, et dans le cadre de l'opération d'introduction en Bourse réalisée en partie par cession de 76 387 titres, la participation des actionnaires au capital de DISTRISOFT Maroc S.A. a été réduite comme suit :
 - MM. Karim Radi BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI : 12,5% chacun du total des actions cédées ;
 - M. Saïd RKAÏBI : 17,6% du total des actions cédées ;
 - Capital Morocco LP : 50,0% du total des actions cédées ;
 - Et, Millenium Ventures : 7,4% du total des actions cédées.
- ▶ En 2006, la compagnie d'assurance RMA Watanya a acquis 5,5% du capital de DISTRISOFT MAROC S.A, suite à son introduction en bourse ;
- ▶ Le fonds d'investissement Capital Morocco L.P a cédé, en 2007, une partie de sa participation à la Bourse de Casablanca..
- ▶ En 2007, M. RKAIBI a cédé 39 145 actions dont une partie au Holding Millenium Ventures dont il est le principal actionnaire.
- ▶ Lors de l'exercice 2007, le fonds d'investissement Capital Morocco LP a poursuivi sa politique de désengagement du capital de DISTRISOFT MAROC S.A. en cédant 22 909 actions sur le marché secondaire de la Bourse de Casablanca. Suite à l'augmentation de capital intervenue en janvier 2008, le fonds d'investissement Capital Morocco LP a vu sa participation au sein de DISTROSOFT Maroc S.A atteindre 11 124 actions.
- ▶ Lors de l'exercice 2009, la compagnie d'assurance CNIA a acquis 41 061 actions, soit un 8,21% du capital social de DISTRISOFT MAROC S.A. Le franchissement du seuil de 5% du capital a été déclaré en février 2009. La prise de participation de CNIA Assurance s'est faite via le marché central et le marché de blocs ;
- ▶ Par ailleurs, le fonds d'investissement Capital Morocco LP a cédé l'intégralité de sa participation dans le capital social de la Société via la bourse ;
- ▶ Millenium Ventures a également vendu 14 218 actions, portant ainsi sa participation à 15,9% du capital social de Distrisoft Maroc S.A. ;
- ▶ Enfin, la compagnie d'assurance RMA Watanya a renforcé sa participation dans le capital social de la Société en acquérant 21 280 actions. Au 30 juin 2009, RMA Watanya détient 9,8% du capital social de Distrisoft Maroc S.A.

III.2.3 - Structure de l'actionnariat

a - Structure de l'actionnariat au 30 Juin 2009

La structure de l'actionnariat de DISTRISOFT MAROC S.A. au 30 juin 2009 se décline comme suit :

Actionnaires	Nb d'actions détenues	% du capital	Nb de droits de vote	% de droit de vote
Karim Radi BENJELLOUN	90 567	18,1%	90 567	18,1%
Najib Hakim BELMAACHI	90 568	18,1%	90 568	18,1%
MILLENIUM VENTURES	79 727	15,9%	79 727	15,9%
RMA WATANYA	49 053	9,8%	49 053	9,8%
CNIA SAADA Assurance	41 061	8,2%	41 061	8,2%
Said RKAIBI	6 530	1,3%	6 530	1,3%
Divers actionnaires	142 913	28,7%	142 913	28,7%
Total	500 419	100,0%	500 419	100,0%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'actionnariat au 30 juin 2009 de DISTRISOFT Maroc S.A. comprend les sociétés suivantes :

► MILLENIUM VENTURES

Holding financier détenue à hauteur de 95,0% par M. Said RKAIBI et 5,0% par son épouse. La société regroupe les participations financières de la famille RKAIBI dans diverses sociétés.

► CNIA SAADA Assurance

CNIA Assurance a été créée en 1949 et son nom puise ses racines dans la dénomination Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurance. 16 ans plus tard, elle devient filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion et développe ses activités de collecte et d'emploi de l'épargne. En 1997, l'Etat cède les parts qu'il détient dans cette compagnie à ARIG (Arab Insurance Group), qui devient alors l'actionnaire majoritaire en détenant 67% du capital. En 2001, la compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurance change de nom pour devenir CNIA Assurance, et entreprend conformément aux standards internationaux, un vaste chantier de restructuration, développant au sein de ses équipes les valeurs d'écoute et de proximité, inhérentes à un métier de service. C'est en 2003 que CNIA Assurance dépasse le milliard de dirhams en chiffre d'affaires atteignant 8,5% de parts de marché. Rachetée à 67% par le Groupe Saham en 2005, CNIA Assurance affiche en 2007 un chiffre d'affaire de 1.375 milliard, en hausse de 11,4% par rapport à l'exercice précédent.

En 2006, CNIA Assurance acquiert Es Saada. Présentes sur l'ensemble des segments d'assurance vie et d'assurance dommages incluant l'assurance automobile, l'assurance maladie, l'assurance vie et la retraite par capitalisation, CNIA Assurance et Es Saada entament une nouvelle étape en 2007, marquée par le rapprochement des deux compagnies. Le 24 juin 2009, les marques CNIA Assurances et Es Saada donnent naissances à CNIA SAADA Assurance. Le groupement CNIA SAADA Assurance voit ainsi le jour en tant que 4ème opérateur du secteur.

La répartition du capital de CNIA SAADA Assurance à fin juillet 2009 se décline comme suit :

- Saham Finances : 52,7% ;
- Sanam Holding : 19,5% ;
- PAIP – PCAP sub3⁶ : 11,65% ;
- Moulay Hafid El Alami : 11,33%

⁶ Pan African Investment Partners – Pan Commonwealth African Partners

- Divers : 4,74%.

► RMA Watanya

RMA Watanya est née de la fusion des deux compagnies marocaines RMA et El Wataniya. Avec 23% de parts de marché marocain, elle est la première compagnie d'assurance et de réassurance au Maroc. Avec 20,7% de parts de marché marocain en termes de primes émises⁷ en 2006, elle est la première compagnie d'assurance et de réassurance au Maroc. Au 31 décembre 2008, l'actionnaire de référence de RMA Watanya est le Groupe FinanceCom avec 56,0% du capital social.

b - Pactes d'actionnaires

Suite aux changements intervenus au capital de DISTRISOFT MAROC S.A en 2009 (sortie de l'actionnaire Capital Morocco du capital de DISTRISOFT MAROC S.A), le pacte d'actionnaires n'est plus valable.

7 Source : Ministère des Finances et de la Privatisation – Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale.

III.3 - Marché des titres de DISTRISOFT Maroc S.A.

DISTRISOFT MAROC S.A. s'est introduite en Bourse courant septembre 2006 sur le second compartiment. Cette opération qui s'est réalisée par cession de 76 387 actions et par augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions a porté sur MAD 65.450.000, soit l'équivalent de MAD 595 par action.

III.4 - Notation

A la date d'établissement du présent Dossier d'Information, DISTRISOFT Maroc S.A n'a fait l'objet d'aucune notation.

III.5 - Conseil d'Administration de DISTRISOFT MAROC S.A.

DISTRISOFT MAROC S.A. est administrée par un Conseil d'Administration de trois à douze membres, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion. Les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, les administrateurs peuvent être nommés que par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2009 a renouvelé le mandat des administrateurs de Distrisoft Maroc S.A pour une durée de 3 ans.

Au 30 juin 2009, le Conseil d'Administration de DISTRISOFT MAROC S.A. est composé comme suit :

Nom	Titre	Adresse	Date du mandat	Expiration du mandat	Lien avec l'émetteur
Karim RADI BENJELLOUN	Président du Conseil d'Administration	11, allée Abdellah Belhaj Casa-Anfa	Mai 2009	2012	Président Directeur Général
Najib Hakim BELMAACHI	Administrateur	20, Rue Ksar Labdii-Casablanca	Mai 2009	2012	Directeur Général
Said RKAIBI (*)	Administrateur	108, Boulevard Ghandi - Casablanca	Mai 2009	2012	Actionnaire
CAPITAL MOROCCO représenté par Younes AL ABADAN (Directeur d'investissement)	Administrateur	47, Esplanade St Helier – Jersey, USA	Mai 2009	2012	Actionnaire
Millenium Ventures représenté par son Gérant, M. Said RKAIBI	Administrateur	74, Angle Bd Abdelmoumen Casablanca	Mai 2009	2012	Actionnaire
François IZARD(**)	Administrateur	20, rue Molière Casablanca	Mai 2009	2012	Actionnaire

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

(*) Ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, Monsieur Said RKAIBI entame son expérience professionnelle en France en tant que Consultant et co-fondateur d'une société de services et de conseil en systèmes d'information. De retour au Maroc en 1989, il participe à la création, la reprise et le développement de plusieurs sociétés opérant dans le domaine des technologies de l'information. Actuellement, Monsieur Said RKAIBI est Président Directeur Général de la société OMNIDATA⁸, Président des conseils d'administration des sociétés NCR⁹ et ALCATEL E-BUSINESS DISTRIBUTION MAROC -AEBDM¹⁰ - et administrateur dans les sociétés DISTRISOFT MAROC S.A. et DIAL TECHNOLOGIES¹¹.

8 OMNIDATA est l'un des principaux intégrateurs d'ERP au Maroc. Sa mission consiste à fournir du conseil en architecture des systèmes d'information, de la mise en œuvre des infrastructures logicielles, de l'intégration et l'implémentation de solutions métiers et de progiciels de gestion.

9 NCR Maroc est une société qui opère dans l'importation et la distribution de matériel informatique.

10 AEBDM : filiale du groupe OMNIDATA/NCR Maroc, société spécialisée dans trois segments : les centres d'appels, la téléphonie sur IP (Internet Protocol) et la communication unifiée.

11 DIAL TECHNOLOGIES est une société spécialisée dans les services de données sur téléphone mobile au Maroc et en Afrique du Nord.

(**) Directeur commercial et marketing de la société TNT Express Maroc depuis 2002, François IZARD est administrateur de DISTRISOFT MAROC S.A. depuis mai 2009. François IZARD est spécialisé dans le domaine logistique et a été nommé dans le cadre de la mise en place de la nouvelle plateforme logistique de la Société.

III.6 - Organes de direction

KARIM RADI BENJELLOUN, 50 ans, Président Directeur Général

Titulaire d'une maîtrise en Sciences et diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion de Paris, Karim RADI BENJELLOUN entame sa carrière professionnelle en 1986 en tant que Responsable des Ventes chez COMPUTER ASSOCIATES FRANCE. Trois ans plus tard, il rejoint CORPORATE SOFTWARE FRANCE en qualité de Directeur Commercial pour la France et la Belgique. En 1994, il prend la Direction Générale de MICROSOFT MOROCCO et veille à la mise en place et au développement de la filiale marocaine de MICROSOFT. En 2000, et suite à sa prise de participation dans DISTRISOFT MAROC S.A., Karim RADI BENJELLOUN occupe la fonction de Président Directeur Général en charge du Commercial, des Ressources Humaines, de la Qualité et du Contrôle du Crédit. Karim RADI BENJELLOUN est également Vice-président de l'APEBI.

HAKIM BELMAACHI, 44 ans, Directeur Général

Titulaire d'un Bachelor et d'un Master en systèmes d'information de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales -HEC- de Montréal en 1987, Hakim BELMAACHI a débuté son parcours professionnel au sein de SYSTEMATIX, au Canada, en tant que consultant. Il fonde par la suite une société de services et d'ingénierie informatique -SSII- qui intervient dans le développement et les systèmes départementaux. Il rejoint ensuite MICROSOFT Corp. (USA) pour occuper le poste de Business Development Manager. En 1993, il est nommé Directeur Régional Marketing de la nouvelle filiale de MICROSOFT pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest. En 2000, et suite à sa prise de participation dans DISTRISOFT MAROC S.A., Hakim BELMAACHI occupe la fonction de Directeur Général¹² en charge de la Direction Marketing, de la Logistique et des Finances.

KHADIJA LAHLOU, 49 ans, Directeur Qualité et Promotion

Diplômée de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales -HEC- de Montréal, Khadija LAHLOU intègre en 1986 le groupe textile LAMTEX/PONYTEX/COFMIR en qualité de Directeur Logistique. En 2000, elle rejoint l'équipe de DISTRISOFT MAROC S.A. Elle est aujourd'hui charge de la Direction Qualité et Promotion.

RACHID EL BAGHDADI, 36 ans, Directeur Financier

Diplômé en Gestion et Commerce International de l'Ecole Supérieure de Gestion Commerce -ESGC de Casablanca, Monsieur Rachid EL BAGHDADI intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 2001 où il exerce en qualité de Contrôleur Financier. Entre 1998 et 2001, Monsieur Rachid EL BAGHDADI a opéré pour le compte d'un cabinet d'audit en tant que Cadre Financier.

KARIM BELLAMINE, 34 ans, Directeur Commercial

Titulaire d'un diplôme en Marketing de l'Ecole des Hautes Etudes de Management -HEM- de Casablanca en 1999, Karim BELLAMINE débute sa carrière en tant qu'ingénieur commercial et marketing à MARSOFIM, un poste qu'il occupe pendant quatre années avant de prendre la tête de la direction commerciale et marketing. En 2007, Karim BELLAMINE rejoint DISTRISOFT MAROC S.A. en qualité de Directeur Avant-Vente.

CHARAFA ZOBIR, 35 ans, Directeur Supply Chain

Titulaire d'un Master en Ingénierie Logistique & Transport à L'Ecole Hassania des Travaux Publics de Casablanca, Melle Charafa ZOBIR intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 2002 où elle exerce en qualité de Responsable Logistique Fournisseurs. Entre 1998 et 2001, Melle Charafa ZOBIR a opéré pour le compte de la société TRANS IN TEX en tant que Responsable import-export. Elle est aujourd'hui en charge de la Direction Supply Chain.

¹² Il convient de signaler que la présidence de DISTRISOFT Maroc S.A. change tous les trois ans. Elle est assurée à tour de rôle par Messieurs Hakim BELMAACHI et Karim RADI BENJELLOUN.

ZAHRA WALHAB, 40 ans, Directeur Service Client

Titulaire d'un diplôme en commerce international de l'institut supérieur du commerce et d'administration des entreprises –ISCAE- de Casablanca, Mme Zahra Walhab intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 1998 où elle exerce en qualité de Responsable Logistique Clients. Avant, Mme Zahra Walhab a opéré pour le compte de la société SIMEC Filiale du groupe Richbond en tant que Directeur commercial adjoint. Elle est aujourd'hui en charge de la Direction Service Client.

III.7 - Gouvernement d'entreprise

III.7.1 - Rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle, au titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération librement entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le Conseil d'Administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

A ce jour, les membres du Conseil d'Administration n'ont perçu, en cette qualité, aucune rémunération¹³.

III.7.2 - Rémunération attribuée aux dirigeants

La rémunération annuelle brute attribuée à l'effectif managérial¹⁴ de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève au titre de l'exercice 2008 à M MAD 4,9.

III.7.3 - Intéressement et participation du personnel

Il n'existe pas, à ce jour, de schéma d'intéressement et de participation du personnel au capital de DISTRISOFT MAROC S.A.

III.7.4 - Prêts accordés aux membres du Conseil d'Administration et de direction

A ce jour aucun prêt n'est accordé aux membres du Conseil d'Administration et de direction de DISTRISOFT MAROC S.A.

III.7.5 - Opérations conclues entre DISTRISOFT MAROC S.A. et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux

En novembre 2007, DISTRISOFT MAROC S.A a conclu un contrat de location auprès de la SCI Bridge Holding d'un local à usage de bureau pour le nouveau siège. La SCI Bridge Holding est détenue par l'un des administrateurs de la Société.

Le montant impliqué par ces opérations en 2008 s'élève à 825 000 dirhams.

III.7.6 - Comités techniques

Il n'existe pas, à ce jour, de comités techniques au sein de DISTRISOFT MAROC S.A.

¹³ Le PV de l'AGO du 30 juin 2003, spécifie qu'un quantum de KMAD 450 a été alloué au titre de jetons de présence sans qu'il n'ait été jamais distribué.

¹⁴ L'effectif managérial est composé des membres du comité de direction tel que décrit au paragraphe VI.1.1.

SECTION IV - MARCHE DE L'INFORMATIQUE

IV.1 - Panorama du marché mondial de l'informatique

Avertissement : La présente analyse du marché mondiale de l'informatique se base sur les chiffres publiés par IDATE, IDC, GARTNER et AMR Research. L'analyse chiffrée de certaines familles de produits demeure néanmoins relativement limitée compte tenu de l'absence d'information.

L'industrie informatique recouvre deux catégories principales :

- ▶ Matériel informatique ou hardware, qui regroupe les Personal Computer -PC-, les serveurs, les imprimantes, les équipements réseaux, etc.
- ▶ Logiciels (ou software) et services informatiques, qui regroupent d'une part ; les logiciels d'infrastructure, notamment les systèmes d'exploitation, les systèmes de management et les progiciels applicatifs et d'autre part ; les prestations de services d'installation, de maintenance, de formation et de développement de solutions.

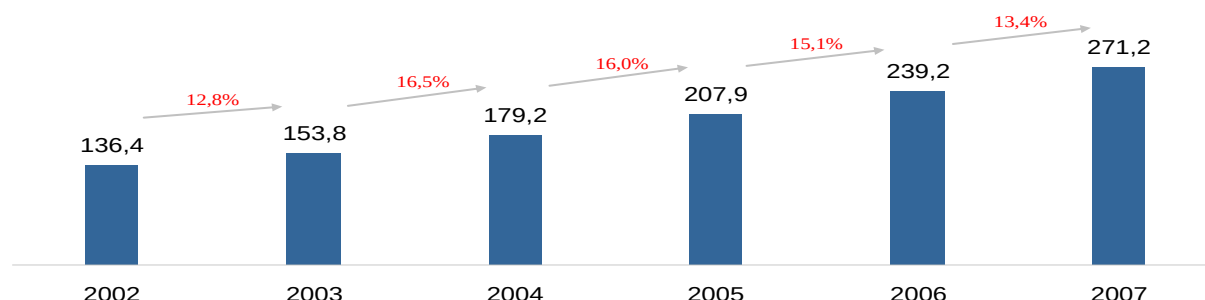
IV.1.1 - Matériel informatique

a - Personal Computer

i) Evolution du marché mondial

Le marché des ordinateurs a progressé de 13,4% en volume en 2007. La performance est certes en deçà de celles enregistrées dans les années précédentes, mais ce chiffre témoigne du dynamisme des ventes d'ordinateurs dans le monde. La croissance enregistrée est particulièrement tirée par les ordinateurs portables, au détriment des équipements de bureau. L'année 2007 a en outre marqué la naissance des ultraportables, proposés à des prix très compétitifs par un nombre croissant d'opérateurs, la tendance ayant été confirmée en 2008. Enfin, les opérateurs se tournent aujourd'hui vers le grand public où la constante baisse des prix des équipements favorise la demande grandissante.

Evolution du marché mondial de l'ordinateur (en millions d'ordinateurs écoulés)

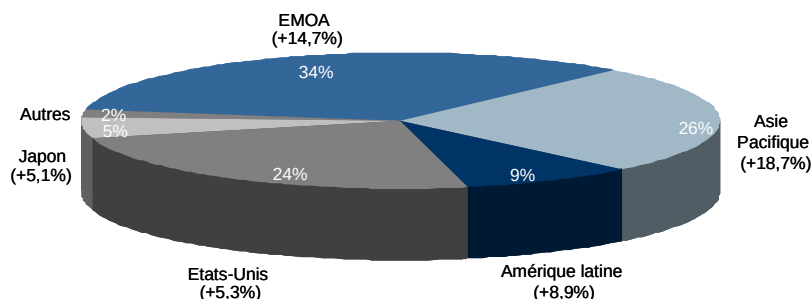


Source : Gartner

Selon l'institut Gartner, 271,2 millions de PC auraient été écoulés dans le Monde en 2007, tous types de PC confondus (PC de bureaux, ordinateurs portables, ultraportables, etc.). La zone EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) reste le marché le plus important avec 34% des débouchés du marché informatique, alors que l'Asie Pacifique a connu la plus forte croissance, principalement tirée par les ordinateurs portables (+43,6% de progression entre 2006 et 2007, contre 0,8% pour les équipements de bureau sur la même période).

Marché mondial des ordinateurs en 2007

unités : en % des volumes vendus, % des variations annuelles en volume



Source : Gartner

Historiquement, le marché des *Personal Computer* est dominé par les deux américains Hewlett-Packard et Dell avec respectivement 18,2% et 13,4% de part de marché en 2007, bien que les deux *players* ne connaissent pas la même dynamique : HP continue en effet de tirer profit de son acquisition de Compaq (+2,3 points entre 2006 et 2007) alors que Dell, en pleine refonte de son business model, a perdu quelques parts de marché en 2007 (-1,7 points).

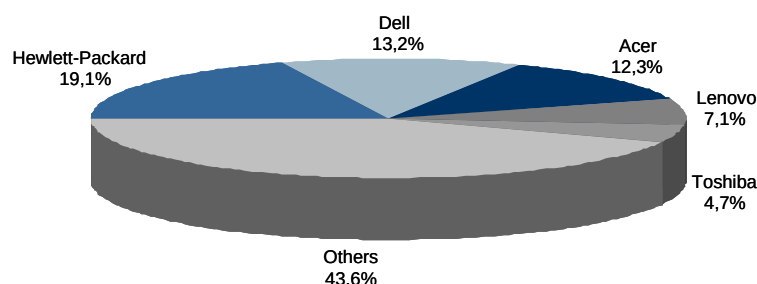
Derrière les deux leaders, les industriels issus des pays émergents asiatiques jouissent d'une importance grandissante dans le secteur, les groupes comme Lenovo (chinois) ou Acer (taïwanais) ont réussi à se hisser parmi les leaders du marché en comprimant leurs marges (les coûts des pièces informatiques à Taïwan a quasiment été multiplié par deux depuis le début des années 2000) et en profitant des opportunités de croissance externe (Lenovo a absorbé la division PC d'IBM alors que Acer a racheté Gateway et Packard-Bell).

ii) L'impact de la crise sur le marché des PC

L'année 2008 a été particulièrement difficile pour les constructeurs d'ordinateurs, qui ont presque tous été pénalisés par le ralentissement des ventes mondiales à la fin de l'année. Le cabinet d'études Gartner indique qu'il ne s'est écoulé que 78,1 millions d'ordinateurs au dernier trimestre 2008, soit à peine 1,1% de mieux que sur la même période en 2007. C'est le plus bas taux de croissance enregistré depuis 2002 et l'explosion de la bulle des nouvelles technologies, les Etats-Unis enregistrant le plus fort déclin. Ailleurs, la région EMEA et l'Asie Pacifique n'ont pas été épargnées non plus, alors que l'Amérique Latine s'en est plutôt bien sortie. L'énorme succès des *netbooks*¹⁵ aurait pénalisé la vente des ordinateurs traditionnels tandis que la guerre des prix et la multiplication des appareils à bas coût ont fortement réduit les marges des fabricants et entraîné la baisse des chiffres d'affaires.

Le classement des constructeurs à fin 2008 n'a cependant pas été fortement modifié, mais les performances propres de chaque constructeur ont été fortement hétérogènes. Hewlett-Packard a consolidé sa place de leader au 4^e trimestre 2008 avec une part de marché de 19,1%, correspond à une croissance de 3,5% par rapport à la même période. De son côté, le constructeur Dell a enregistré une baisse de 5,9% pour se stabiliser à une part de marché de 13,2%, voyant du même coup le constructeur Acer se rapprocher avec une part de marché de 12,3% grâce à une variation de plus de 30% de ses ventes par rapport à la meilleure période en 2007.

¹⁵ Un netbook est un ordinateur portable de très petite taille, aux performances relativement faibles et vendu à bas prix.

Part de marché des principaux constructeurs d'ordinateurs en volume au 4^e trimestre 2008


Source : Gartner

A noter cependant que le classement des constructeurs en fonction du chiffre d'affaires réalisé diffère sensiblement du classement en volume. En effet, certains constructeurs comme Apple se sont positionnés sur un marché haut de gamme, tandis que d'autres constructeurs ont décidé de se positionner sur le marché des netbooks, adoptant ainsi une stratégie de volume.

Classement des constructeurs en fonction du chiffre d'affaires réalisé

	Groupe	Nationalité	Chiffre d'affaires (M€)	Variation	Date de clôture
1	HP	Américain	26 600	25,6%	21/10/07
2	Dell*	Américain	27 029	4,8%	01/02/08
3	Lenovo	Chinois	11 827	16,8%	31/03/08
4	Acer	Taïwanais	7 729	42,8%	31/12/07
5	Apple	Américain	7 535	39,9%	29/09/07
6	Toshiba	Japonais	6 455	7,1%	31/03/08
7	Fujitsu/Siemens	Japonais / Européen	environ 6 000	n.c	31/03/08
8	Sony	Japonais	5 897	8,0%	31/03/08
9	Nec	Japonais	5 200	6,0%	31/03/08
10	Asus	Taïwanais	4 551	12,8%	31/03/08

* les ventes de Dell incluent les PDA

Source : Xerfi, Décembre 2008

A noter enfin que l'Europe est depuis novembre 2008 écartée des leaders. En effet, Siemens a officialisé depuis cette date son retrait dans sa joint-venture avec Fujitsu, le groupe japonais étant désormais le seul bénéficiaire de la vente de ses ordinateurs.

iii) Perspectives du secteur

En termes de perspectives, la demande d'ordinateurs restera soutenue dans les années à venir. La tendance sera à la mobilité, les constructeurs bénéficiant ainsi de l'engouement du grand public pour les produits portables, et particulièrement pour les ultraportables à bas coût. Les groupes ont par ailleurs bien identifié cette opportunité et quasiment tous les leaders disposent aujourd'hui de leur propre gamme de *netbooks*. Cependant, cette tendance couplée à la crise mondiale incite les différents cabinets d'étude à revoir leurs perspectives de chiffre d'affaires à la baisse. En effet, bien que l'effet volume se maintienne, la percée des *netbooks* et la pression concurrentielle de ce secteur implique une baisse des prix qui affecte l'évolution du chiffre d'affaires des constructeurs.

b - Serveurs

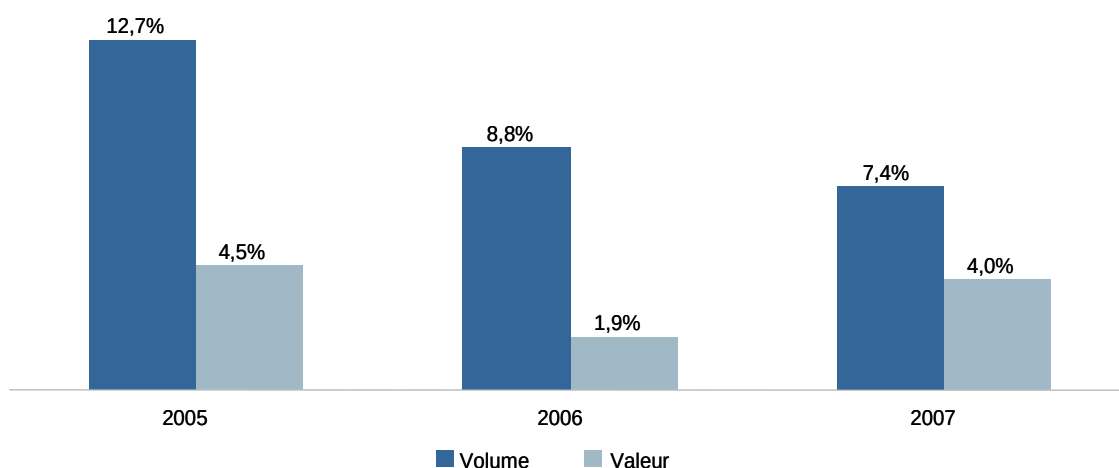
i) Evolution du marché mondial des serveurs

Les serveurs constituent une classe hétérogène, allant des machines monoprocesseurs avec une capacité de stockage limitée jusqu'à des machines massivement parallèles contenant des centaines de processeurs.

Selon le cabinet IDC, le marché mondial des serveurs s'est effondré au quatrième trimestre de l'année 2008. En effet, sur les trois derniers mois de l'année 2008, le marché des serveurs a ainsi baissé de 14% en valeur, à 13,5 milliards de dollars, tandis que le volume des livraisons baissait de 12%. Ce trimestre de baisse fait suite à un troisième trimestre 2008 également en baisse (-5,2% en valeur et près de -2,8% en volume), ce qui clôt l'année 2008 en baisse de 3,3% en valeur, malgré une légère hausse de 2% en volume, avec 8,1 millions d'unités livrées pour un chiffre d'affaires total de 53,3 milliards de dollars.

La tendance enregistrée en 2008 n'est que la confirmation de la tendance enregistrée depuis 2005, accélérée par l'effet crise de l'année 2008. En effet, depuis 2005, le marché des serveurs est caractérisé par une baisse en volume conjuguée à une baisse encore plus forte en valeur.

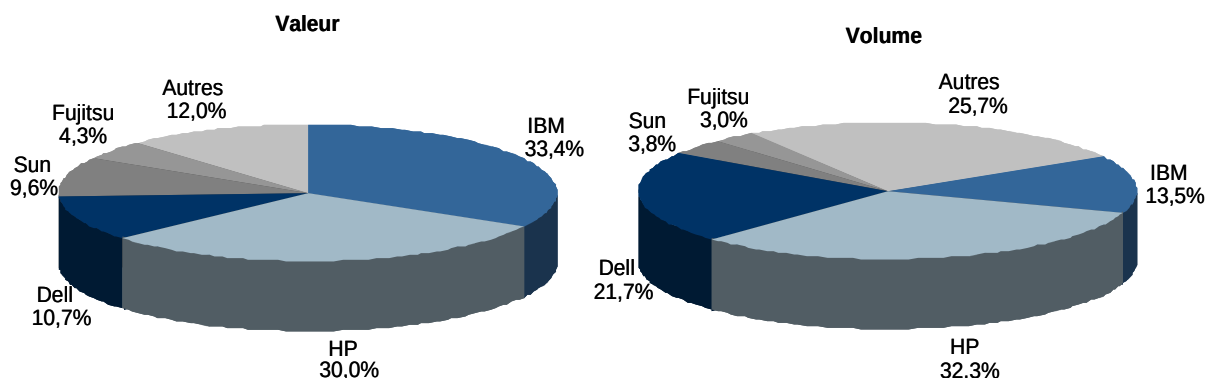
Evolution du marché mondial des serveurs



Source : Gartner

ii) Principaux intervenants du marché des serveurs

Contrairement au marché des PC, le marché des serveurs est dominé exclusivement par des *players* américains, et se trouve ainsi plus fortement concentré. En effet, les deux principaux constructeurs, HP et Dell, concentrent plus de 50% des parts de marché en volume. En valeur, la concentration est encore plus marquée, avec plus de 60% des parts de marché détenues par HP et IBM, qui s'est positionné sur des machines haut de gamme lui permettant de se hisser à la place de leader du marché mondial des serveurs en valeur.

Part de marché des principaux constructeurs de serveur au 4^e trimestre 2008 (en valeur et en volume)


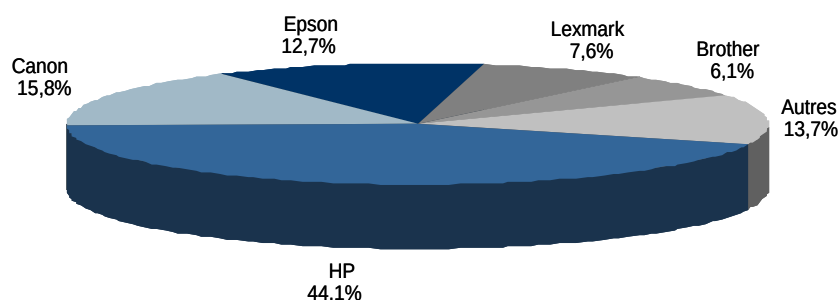
Source : Gartner

c - Imprimantes
i) Structure du marché des imprimantes en 2007 dans la zone EMOA

Lors de l'année 2007, près 52,63 millions d'unités d'imprimantes ont été vendues au niveau de la zone Europe-Moyen-Orient-Afrique (EMOA). HP confirme son leadership sur ce type de périphérique avec une part de marché atteignant 44,1% contre 41,1% un an auparavant, soit plus de 23 millions d'imprimantes

Canon est le principal challenger du fabricant américain avec 15,8% des ventes en 2007. Les autres intervenants du secteur et notamment EPSON, LEXMARK, BROTHER s'accaparent des parts de marché respectives de 12,7%, 7,6% et 6,1%.

Le secteur des imprimantes a bénéficié lors des derniers exercices de l'arrivée de nombreux modèles compacts (notamment avec l'essor des impressions numériques de photos à domicile) et multifonctions (imprimantes, scanner, fax, etc.).

Part de marché des constructeurs d'imprimantes en 2007 dans la zone EMOA


Source : Gartner

ii) Evolution du secteur sur le dernier trimestre 2008

Selon l'institut IDC, le marché mondial des périphériques de copie baisse, de 17% au 4^e trimestre 2008 avec 32,6 millions d'unités vendues. En valeur, cette chute correspond à 13%, avec un marché représentant 15 milliards de dollars. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de baisse.

La hiérarchie des constructeurs n'évolue pas énormément. HP reste en tête avec 41% de parts de marché, suivi de Canon avec 18,7%. Epson arrive en troisième position avec une part de marché de 15,4%. L'évolution la plus marquée est enregistrée aux 4^e et 5^e positions : le constructeur Brother

passé à la 4^e place avec 6,2% de part de marché, mais c'est le seul des 5 grands constructeurs à progresser. Enfin, Lexmark enregistre une part de marché de 4,7%, mais chute lourdement de 39% par rapport à la même période de l'année précédente.

IV.1.2 - Logiciels et services informatiques

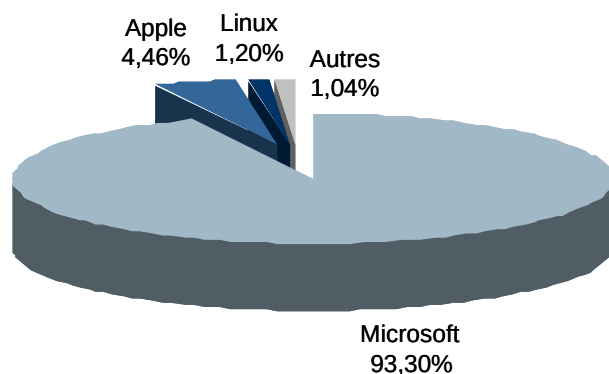
a - Les systèmes d'exploitation

Les systèmes d'exploitation sont de deux sortes, ceux utilisés sur les PC et ceux dédiés aux serveurs.

Selon l'étude réalisée par le cabinet AT Internet Institute (ex cabinet Xiti Monitor) en décembre 2008 sur un échantillon de 195 509 sites web (à majorité francophones), les systèmes d'exploitation de Microsoft représentent près de 93,3% des systèmes utilisés. Apple place ses systèmes d'exploitation en deuxième position avec une part de marché de 4,5%, le reste étant partagé par Linux (1,2%) et les autres systèmes d'exploitation.

Cette étude montre l'hégémonie de Microsoft sur les autres concurrents, mais ces chiffres cachent l'importante progression réalisée par les challengers. En effet, alors que les systèmes d'exploitation Microsoft perdent du terrain en 2008 (-1,4 point sur les 12 derniers mois), Apple et Linux ne cessent de gagner du terrain : le premier gagne 0,55 point en un an, profitant du développement du système MAC OS X Intel, tandis que le second continue son ascension entamée début 2008 avec un gain de 0,27 point depuis le mois de janvier.

Part de marché par éditeur de système d'information (décembre 2008)



Source : AT Internet Institute

A noter que le système d'exploitation Windows Vista n'a pas réellement convaincu. En effet, deux ans après sa sortie, Windows Vista n'enregistre qu'une part de marché de 24%, alors que son prédécesseur Windows XP continue de dominer le marché avec une part de 66%. Enfin, l'engouement des utilisateurs pour les logiciels libres est réel et favorable à une plus grande généralisation.

b - Systems management (administration des systèmes d'information)

La mise en œuvre et l'exploitation de chacune des composantes de l'infrastructure du système d'information est assurée par des packages de progiciels spécialisés. L'ensemble de cette offre constitue la sous catégorie des systèmes de management. Cette offre est scindée en :

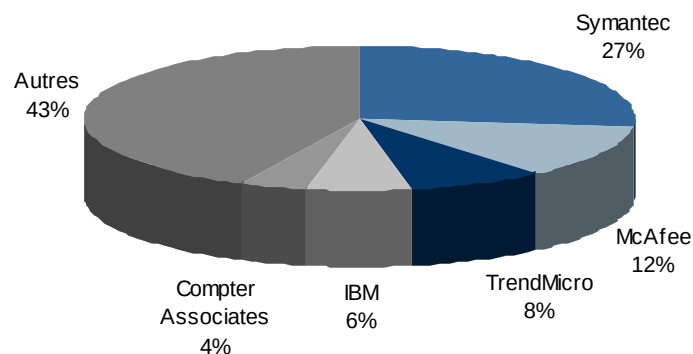
i) Progiciels de sauvegarde et de stockage :

Sous l'impulsion de la demande en logiciels de réplication, de sauvegarde, d'archivage et de stockage, les ventes de logiciels de stockage atteignent Md USD 8,9 en 2005¹⁶, contre Md USD 7,9 en 2004, soit une progression de 12,7%. EMC occupe la première place sur le marché mondial avec près de 30,0% de parts de marché, suivie de SYMANTEC et IBM avec respectivement une part de marché de 20,3% et 10,5%.

ii) Logiciels de sécurité :

La sécurité des réseaux demeure l'une des dépenses prioritaires dans le budget informatique des entreprises. En 2007, Symantec a identifié 700 000 nouvelles menaces aux systèmes d'information des entreprises et aux ordinateurs des particuliers. Ce dernier est le numéro un mondial du secteur avec 27% du marché des logiciels de sécurité et compte près de 50 millions d'utilisateurs dans le monde. En 2007, le marché mondial des logiciels de sécurité était estimé à 10,42 milliards de dollars.

Structure du marché mondial des logiciels de sécurité (2007)



Source : Gartner

iii) Logiciels d'administration

Ces logiciels ont pour but d'automatiser et de centraliser des opérations qui sont, bien souvent encore, réalisées manuellement, et poste par poste, par l'administrateur d'un parc de microordinateurs. Ces fonctions sont notamment :

- ▶ l'inventaire des matériels et des logiciels ;
- ▶ la distribution et l'installation de logiciels ;
- ▶ la prise de contrôle à distance d'un poste utilisateur, notamment dans l'optique de télé-assistance (helpdesk) ;
- ▶ le contrôle des licences ;
- ▶ la supervision des serveurs et/ou des postes clients (alarmes).

16 Source : International Data Corporation

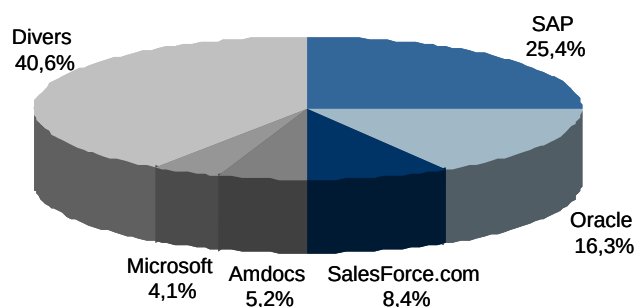
Le marché mondial des logiciels d'administration est dominé par les logiciels OpenView de HP, Tivoli d'IBM et Unicenter de COMPUTER ASSOCIATES.

c - Les progiciels applicatifs

Cette sous-catégorie regroupe notamment les offres *Entreprise Ressource Planning -ERP-* et *Customer Relationship Management – CRM*.

Cette industrie est extrêmement vaste et est actuellement dominée par le marché des progiciels ERP.

Structure du marché mondial des progiciels applicatifs (2007)



Source : AMR Research

En 2007, les éditeurs de logiciels applicatifs ont vendus pour 8,1 Md USD de licences, soit une progression de 23% par rapport à l'année précédente. L'année 2007 constitue le quatrième exercice de forte croissance pour ces acteurs sur le marché de la gestion de la relation client.

Selon Gartner, qui publie ces chiffres, la bonne santé du secteur tient notamment à l'augmentation des ventes dans les pays émergents. Certes, le marché reste encore largement concentré sur l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest qui génèrent respectivement 53% et 32% des revenus des éditeurs de CRM. Mais la part du reste du monde a toutefois progressé pour passer à 15% du total des ventes, portée par une progression de plus de 40% des revenus dans une région comme l'Europe de l'Est.

S'agissant du classement des éditeurs de CRM, 2007 n'a pas amené de changement comparé à 2006. SAP reste en position de n°1 (25,4% de parts de marché), suivi d'Oracle (16,3%), de SalesForce.com (8,4%), d'Amdocs (5,2%) et de Microsoft (4,1%). Parmi ceux ayant enregistré des gains de parts de marché, on retrouve SalesForce.com (+1,5 points) Microsoft (+1,3) et Oracle (+0,8).

IV.2 - Panorama du marché marocain de l'informatique

Avertissement : La présente analyse du marché marocain de l'informatique se base sur les derniers chiffres disponibles publiés par l'APEBI, l'ANRT et l'Observatoire National des Technologies de l'information. L'analyse chiffrée de certaines familles de produits demeure néanmoins relativement limitée compte tenu de l'absence d'informations.

IV.2.1 - Secteur de la distribution de matériels et logiciels informatiques

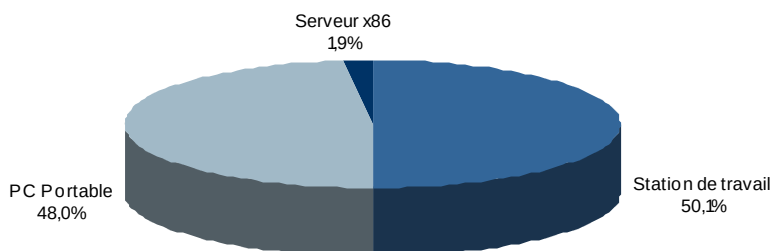
a - Matériels informatiques

Le marché marocain de l'équipement informatique regroupe les *Personal Computer (PC)*, les serveurs, les imprimantes et les équipements de réseau.

i) Personal Computer PC

La catégorie des PC peut être scindée en trois grandes familles de produits, à savoir : (i) les stations de travail-PCs (ii) les PC portables et (iii) les serveurs.

Répartition des ventes de PC au Maroc par type en volume (quatrième trimestre 2008)

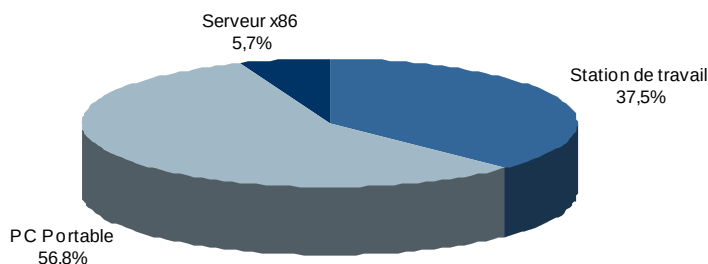


Source : IDC

La ventilation des ventes de PC au Maroc montre la prédominance des stations de travail et des PC portables avec des parts respectives de 50,1% et 48,0% des ventes de PC au quatrième trimestre de l'année 2008. La vente des serveurs représente quant à elle 1,9% de l'ensemble des ventes de PC sur le territoire national. Cependant, il est à noter que la part des PC portables ne cesse de progresser depuis plusieurs années. Ainsi la part des PC portables dans les ventes de PC au Maroc a progressé de près de 31,5 points entre le dernier trimestre de l'année 2006 (16,5% des ventes en volume) et dernier trimestre de l'année 2008.

En valeur, les stations de travail, n'ont représenté que 37,5% des ventes en valeur tandis que les serveurs accaparent une part de marché de 5,7% du marché marocain en valeur.

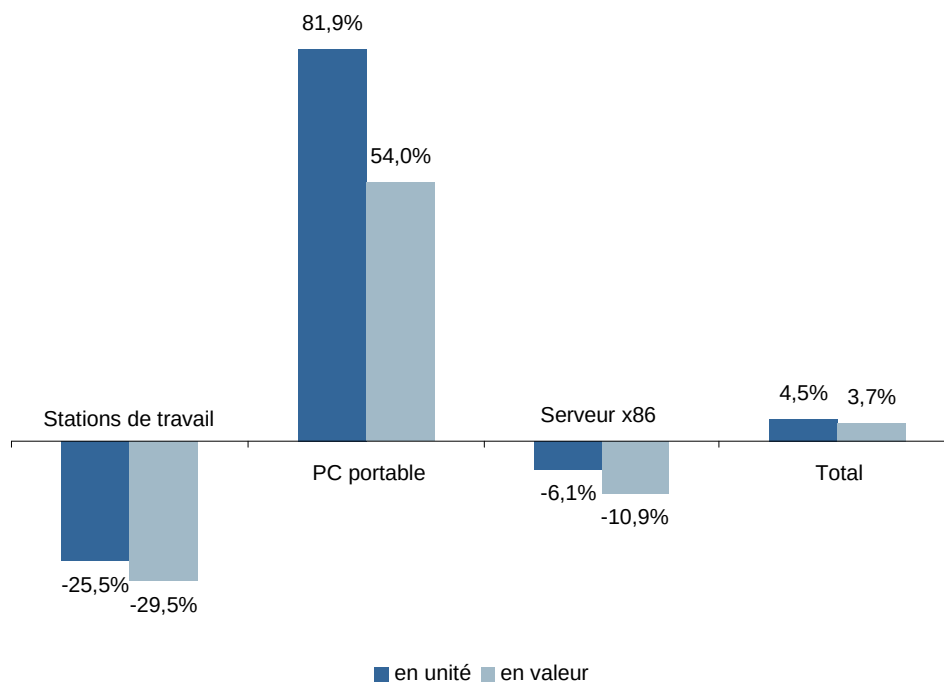
Répartition des ventes de PC au Maroc par type en valeur (quatrième trimestre 2008)



Source : IDC

Entre le quatrième trimestre 2007 et le quatrième trimestre 2008, les ventes de PC au Maroc ont progressé de 4,5% en volume et de 3,7% en valeur selon l'institut IDC. La croissance du marché des PC est principalement due à l'engouement actuel pour les PC Portables. Ce segment a progressé de 81,9% en volume et de 54,0% en valeur entre les deux trimestres. La baisse continue des prix de vente des PC Portables explique notamment la croissance significative de ce segment de marché.

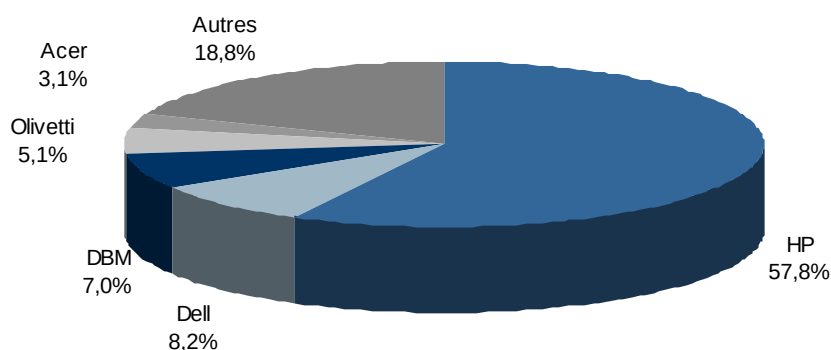
Taux de croissance des ventes de PC au Maroc (Quatrième trimestre 2008 vs quatrième trimestre 2007)



Source : IDC

A l'instar du marché mondial, les plus grands constructeurs internationaux sont présents sur le marché marocain. Ainsi, HP se positionne en tête des fournisseurs de PC au Maroc avec 57,8% de parts de marché en volume à fin du quatrième trimestre 2008, suivie de DELL avec 8,2%, et de DBM avec 7,0% de parts de marché. Il est à préciser que la part de Dell dans les ventes de PC a régressée entre les deux trimestres de référence tandis que celle du leader mondial HP s'est renforcée.

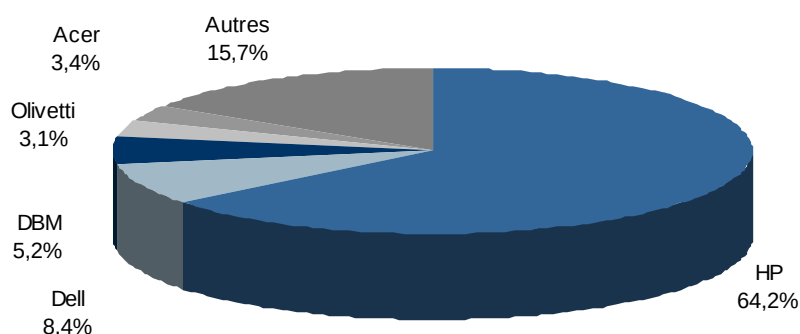
Ventes de PC au Maroc par constructeur (quatrième trimestre 2008) (en unités)



Source : IDC

Le segment « Autres », fortement concurrencé par les PC d'occasion, est composé en majeure partie par des clones montés au Maroc par une centaine d'intégrateurs locaux. Ces derniers cherchent en effet à percer l'étroit marché des PME et des particuliers dont le pouvoir d'achat moyen ne permet pas l'acquisition de matériels de marque.

Ventes de PC au Maroc par constructeur (quatrième trimestre 2008) (en valeur)



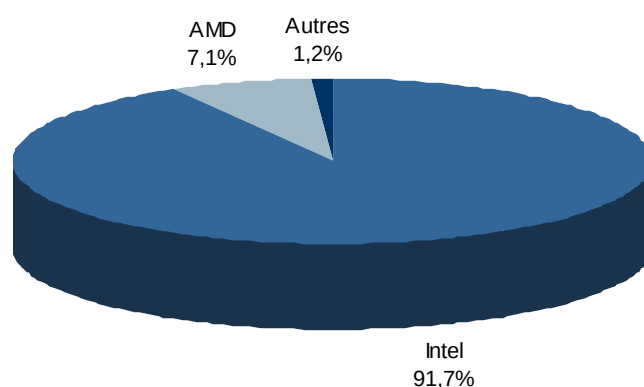
Source : IDC

En terme de revenus par constructeur, HP conserve la première place des ventes de PC au Maroc avec 64,2% de parts de marché, suivi de DELL avec 8,4% puis DBM qui occupe la 3^{ème} position avec 5,2%.

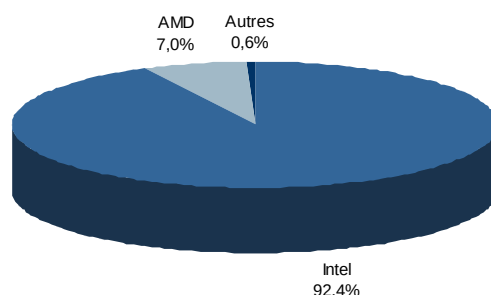
ii) Processeurs

Les principaux processeurs utilisés dans les PC vendus au Maroc sont les processeurs fabriqués par le constructeur mondial INTEL. La part de marché du fabricant INTEL est de 91,7% en volume et de 92,4% en valeur à la fin du quatrième trimestre 2008 comme l'attestent les graphiques ci-dessous :

Vente de PC par processeur (quatrième trimestre 2008) (en volume)



Source : IDC

Vente de PC par processeur (quatrième trimestre 2008) (en valeur)

Source : IDC

iii) Imprimantes et équipements réseaux

A l'image des ventes de PC, le marché national des imprimantes est dominé par la marque HP, le reste est partagé entre les marques LEXMARK, EPSON, CANON et BROTHER.

Quant au segment des équipements de réseaux, il est représenté au Maroc par les leaders mondiaux CISCO SYSTEMS et 3COM pour les produits d'infrastructure.

b - Les logiciels et services informatiques

L'année 1999 aura été marquée par une accélération de la demande de matériel informatique. L'effet psychologique du Bogue 2000 n'a pas simplement incité les entrepreneurs à s'équiper en nouveau matériel *hardware* mais aussi à mettre à jour leur parc de logiciels. Les principaux bénéficiaires auront été les distributeurs de logiciels comptables. En effet, la facilité d'installation et la faiblesse du coût d'investissement de ces outils auront permis à de nombreuses sociétés de moderniser leur comptabilité.

L'offre de logiciels et de progiciels au Maroc présente une gamme complète de produits. La demande et le potentiel de marché restent néanmoins intacts et laissent la place à l'arrivée sur le marché de nombreux nouveaux produits. En effet, les logiciels illégalement copiés présents sur le parc informatique national sont estimés à près de 68,0%¹⁷.

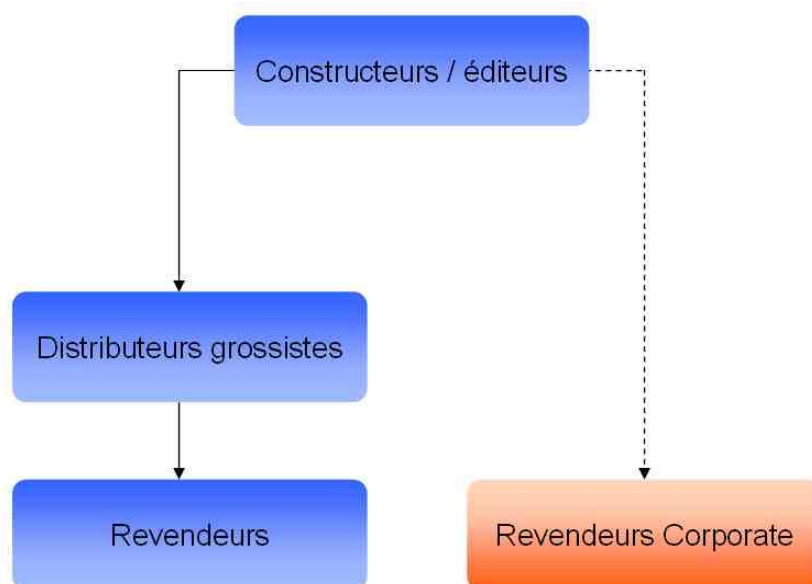
IV.2.2 - Profil des opérateurs

Hors opérateurs de télécommunication, le secteur de l'informatique au Maroc sont répartis en 2 grandes catégories :

- ▶ Editeurs SSII et intégrateurs ;
- ▶ Distributeurs, revendeurs et installateurs.

La chaîne de distribution des produits informatiques comprend (i) les constructeurs, (ii) les grossistes et (iii) les revendeurs et sont organisés selon le schéma suivant :

¹⁷ Source : Etude BSA/IDC – Mai 2006.



Par ailleurs, il convient de signaler la présence d'assembleurs qui distribuent des clones qu'ils fabriquent par assemblage. Ceux-ci sont essentiellement destinés aux petites entreprises et aux particuliers.

a - Les constructeurs

La majorité des constructeurs est constituée de grandes multinationales. Au Maroc, les principaux constructeurs ont opté pour une présence commerciale et marketing en vue de promouvoir leurs produits et d'assurer un soutien technique. C'est le cas de DELL, FUJITSU SIEMENS COMPUTER (FSC), HP et IBM qui disposent de leurs propres filiales à l'échelle nationale.

L'ensemble des constructeurs a procédé à une externalisation de la distribution des produits qui a été accordée à un réseau de grossistes. Cette stratégie de distribution est celle adoptée dans les pays développés.

b - Les distributeurs grossistes

Les distributeurs grossistes sont chargés de la distribution des produits de grande consommation (*hardware* et *software*) et représentent la majeure partie des marques de constructeurs internationaux sur le marché marocain. Leur rôle est d'assurer la logistique en termes d'approvisionnement, de stockage et de livraison entre les constructeurs et les revendeurs. Ils s'apparentent à la grande distribution dans leur relation avec les constructeurs, puisqu'ils représentent une voie quasi-obligatoire d'accès au marché.

Le marché compte une dizaine d'importateurs de matériels et logiciels informatiques. Parmi eux, seuls 4 peuvent être considérés comme distributeurs grossistes sachant que l'ensemble de leurs marchandises est distribué quasi-exclusivement à travers un large réseau de revendeurs.

En dehors de DISTRISOFT MAROC S.A., les principaux grossistes sont, MATEL PC MARKET, SCDM et DATACO.

Le segment des grossistes est extrêmement concentré. En effet, à fin 2007, deux distributeurs contrôlent près de 90,28% de parts de marché, en l'occurrence MATEL PC MARKET et DISTRISOFT MAROC S.A avec respectivement 57,63%, et 32,65%.

Le tableau ci-dessous résume, pour l'année 2007, les parts de marché relatives ainsi que le taux de marge nette par opérateur :

K MAD	MATEL PC MARKET 2007	DISTRISOFT 2007	DATAACO 2007	SOUTH COMP 2007	Total
Chiffre d'affaires	909 296	451 839	110 961	38 645	1 510 741
Part de marché relative ¹⁸	60,2%	30,0%	7,3%%	2,5%	
Résultat net	28 525	24 155	3 060	2 276	58 016
Taux de marge nette	3,1%	5,3%	2,76%	5,89%	

Source : OMPIC

► Matel PC Market

Matel PC Market S.A., Société Anonyme au Capital de 100 000 000 de Dirhams est issue de la fusion en novembre 2006 de Maghreb Télécommunications S.A. « Matel » (créée en 1982) et de PC Market S.A (créée en 1986).

Avec un catalogue comprenant plus de trente marques, Matel PC Market S.A. offre un large choix de produits informatiques comprenant : ordinateurs, ordinateurs portables, serveurs et stockage, imprimantes et périphériques, logiciels et consommables. La proximité commerciale est assurée par une présence directe sur les régions de Rabat, Casablanca et Agadir.

Qualitech, filiale de Matel PC Market S.A. assure la maintenance des plus grandes marques informatiques et est présente sur les principales villes du Maroc.

► DISTRISOFT MAROC S.A

DISTRISOFT MAROC S.A est créée en 1991 pour assurer l'importation et la distribution au Maroc des produits MICROSOFT, leader mondial de l'édition de systèmes d'exploitation et de logiciels bureautiques. Opérant dans un secteur en plein développement, DISTRISOFT MAROC S.A. élargit son activité de distribution en signant des contrats de représentation avec d'autres éditeurs de logiciels de renom tels que SYMANTEC, ADOBE et COMPUTER ASSOCIATES. Par la suite, DISTRISOFT MAROC S.A. s'investit dans le segment du « hardware » et distribue des cartes majeures à savoir HP, DELL, CISCO, IBM et FUTJISU SIEMENS. A fin 2008, DISTRISOFT MAROC S.A. enregistre un chiffre d'affaires de M MAD 503.

► DATAACO

Créée en 1988, DATAACO est un grossiste importateur de produits informatiques. Basée à Casablanca, la société distribue les ordinateurs de la marque DELL et les imprimantes estampillées XEROX, TALLY GENICOM et OKI. Parallèlement à cette activité, DATAACO offre également des services informatiques tels que l'intégration et la maintenance de réseaux informatiques.

► SCDM

SCDM est une filiale de SOUTHCOMP-POLARIS appartenant au groupe international MDS composé de 45 sociétés toutes spécialisées dans la distribution de produits informatiques en Afrique, Moyen Orient, Europe et Asie centrale. Créée en 1989, SOUTHCOMP-POLARIS est dédiée à la distribution informatique en Afrique et particulièrement en Algérie, en Cote d'Ivoire et au Maroc. Les principales marques distribuées au Maroc sont : APC, BROTHER, CISCO, CITRIX et NETWORK

¹⁸ Part de marché calculée sur la base de l'échantillon suivant : Matel PC Market, Distrisoft, Dataco, South Comp,

ASSOCIATES. A fin 2007, SCDM réalise un chiffre d'affaires de M MAD 38,6, soit 2,29% de parts de marché relative.

c - Les revendeurs

Les revendeurs, seuls intervenants habilités à vendre au consommateur final, sont de différentes tailles et se positionnent sur différents segments de marchés. Les gros revendeurs visent exclusivement le marché des entreprises et des administrations et offrent une garantie de services très recherchée. Les détaillants de taille plus modeste visent à la fois les petites entreprises et les particuliers.

Par ailleurs, les chaînes de distribution (Grande distribution et magasins spécialisés) ont commencé à introduire la vente de matériel informatique dans leurs espaces, visant le marché des particuliers et soutenues en cela par le développement de l'ADSL et du crédit à la consommation au Maroc.

d - Les revendeurs Corporate

Cette catégorie de revendeurs se compose de certains revendeurs qui, devant un besoin d'équipement de très forte valeur ajoutée (gros serveurs), non stockable par les distributeurs, ne passent pas nécessairement par les distributeurs grossistes et peuvent s'approvisionner directement chez les constructeurs/éditeurs.

IV.2.3 - Equipement des entreprises et des particuliers

a - Part des investissements consacrée aux TIC

La part de l'investissement consacrée aux TIC au niveau des entreprises du Kompass est en légère diminution lors de l'exercice 2007 et s'établit à 0,77%. En moyenne la part de l'investissement représente 0,79% sur les trois derniers exercices.

Part des investissements consacrée aux TIC 2005-2007

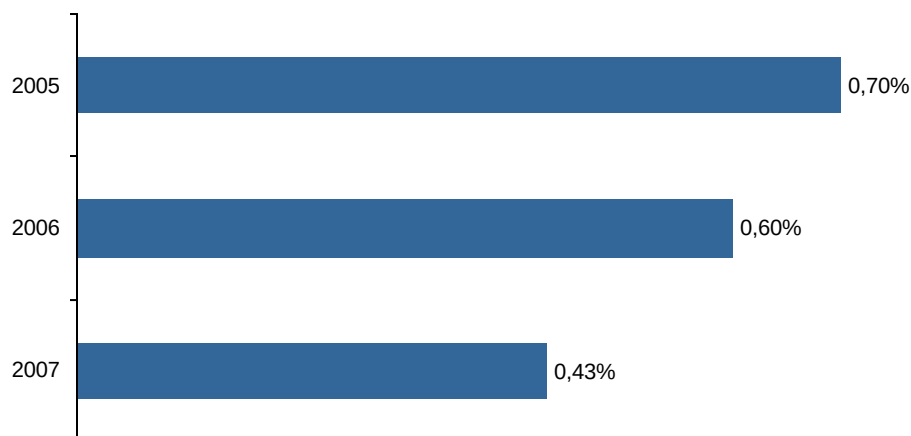


Source : APEBI

b - Part du budget formation consacrée aux TIC

Pour la troisième année consécutive, la part du budget formation consacrée aux TIC diminue et atteint lors de l'année 2007, 0,43% du budget (vs. 0,70% en 2005 et 0,60% en 2006).

Part du budget consacrée aux TIC 2005-2007



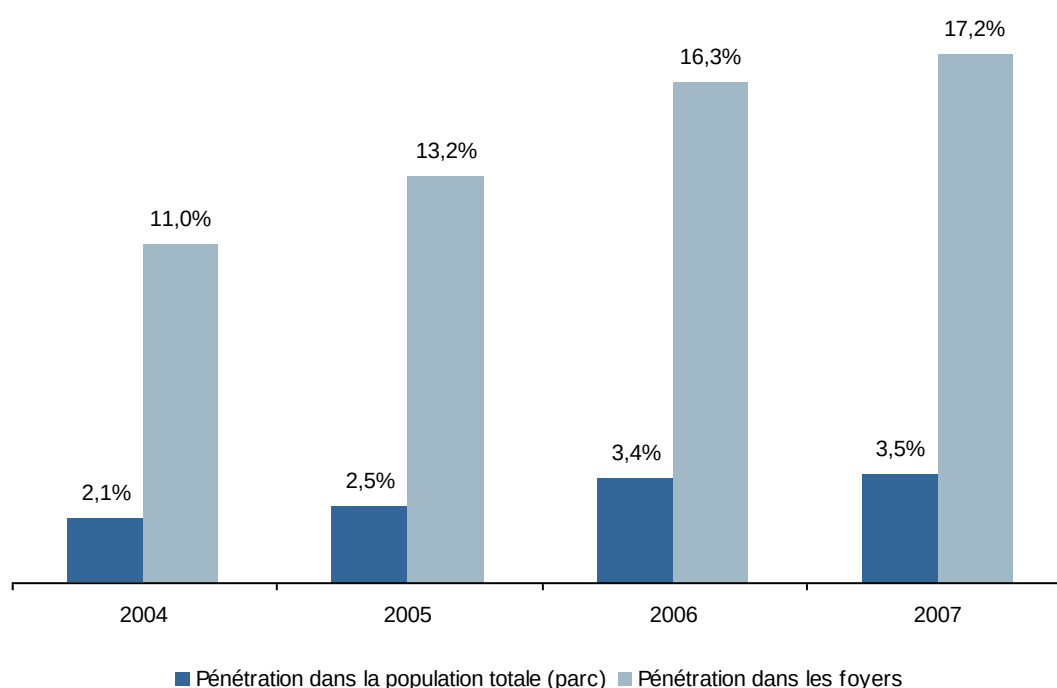
Source : APEBI

c - - Taux d'équipement au sein du ménage

Le parc estimé d'ordinateurs individuels est de 1 100 000 unités en 2007 (920 000 unités en 2006 et 745 000 unités en 2005).

Les principaux usages de l'ordinateur personnel restent la bureautique (69% des individus) et l'internet (55% des individus). Parmi les individus équipés au sein de leur ménage 16% disent posséder un ordinateur portable. Le taux de pénétration a progressé de plus de 6,2 points depuis l'année 2004 et atteint désormais 17,2% des foyers marocains.

Taux d'équipement en ordinateur personnel (2004 -2007)



Source APEBI

IV.2.4 - Réglementation et acteurs publics

a - Réglementation

A ce jour, il n'existe aucune réglementation spécifique aux opérateurs dans le secteur des TIC hors télécoms. Néanmoins, l'ANRT intervient pour l'homologation de tous les appareils servant aux connections au réseau public (modems, WiFi, etc.).

Par ailleurs, la mise à niveau du pays dans le domaine des technologies de l'information a poussé les autorités locales à accélérer l'aménagement du code douanier et à inciter l'importation des produits informatiques et consommables.

Ainsi, dans le cadre de l'accord d'Association Maroc-Union Européenne, les matériels informatiques et les logiciels d'origine européenne sont exonérés de droits de douane depuis mars 2000. Concernant les CD-Roms, DVD/CD (jeux, musique, films, etc.), seuls les CD-Roms ne sont soumis à aucun droit de douane, les DVD/CD, quant à eux, sont soumis à un droit d'importation de 2,5% et à une taxe parafiscale de 0,25%.

Du côté des consommables, les importations de cartouches d'encre d'origine européenne sont exonérées de droits de douane depuis mars 2003 suite à l'accord d'association liant le Maroc à l'Union Européenne, par contre, les importations de cartouches d'encre de la majorité des pays non européens sont taxés à hauteur de 50%.

b - Acteurs publics

Le gouvernement marocain a créé 6 institutions publiques dédiées au pilotage du développement du secteur des TIC.

	Le Département de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'Information (DEPTTI), dépendant du Ministère des Affaires Economiques et Générales, a pour mission le suivi de la mise en application de la stratégie du gouvernement en matière de Poste, de Télécommunications et de Technologies de l'Information. Il est investi de la mission publique gouvernementale de tutelle sur les établissements qui opèrent dans le secteur.
	L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) a pour principale mission le respect des dispositions de la loi sur les télécommunications. Elle veille à l'instauration d'une concurrence loyale entre les intervenants du secteur. Elle a également pour mission d'homologuer les équipements servant aux télécommunications et réseaux.
	Créé à l'initiative du Ministère de L'industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau, le Centre Marocain des Technologies de l'Information et de la Communication accompagne les entreprises dans leur processus de mise à niveau à travers des interventions de sensibilisation, d'organisation de formations, d'identification des besoins en TIC et d'assistance dans leurs mises en place.
	Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies agit en tant que générateur des orientations stratégiques des secteurs commercial et industriel et incitateur de l'investissement créateur de richesse, d'innovation, de qualité et généralisant les technologies de l'information.
	Le Ministère de la Modernisation des Secteurs Publics intervient en dynamisant et en accélérant le processus de modernisation des administrations publiques à travers la mise en place d'un contenu numérique et la dématérialisation des échanges entre l'administration et les citoyens.
	Constitué à l'initiative du premier ministre, le Comité National E-Gov est chargé de la coordination interministérielle du projet E-Gouvernement.
CSTI	Le Comité Stratégique pour le développement des Technologies de l'Information est présidé par le Ministre des Affaires Economiques Générales. Il travaille à l'élaboration d'un programme national de développement de la société d'information, traitant en parallèle l'administration électronique.

IV.2.5 - Associations professionnelles

Aujourd'hui, les professionnels du secteur des TIC sont représentés par l'Association des Professionnels des Technologies de l'Information (APEBI).

Fondée en 1989 à l'initiative de 10 membres, l'APEBI regroupe aujourd'hui (septembre 2008) 150 adhérents représentant près de 95% du chiffre d'affaires du secteur. L'APEBI est, aujourd'hui, l'interlocuteur privilégié du secteur auprès des pouvoirs publics et des partenaires tiers.

Sa vision et ses objectifs s'articulent autour des axes stratégiques catalyseurs de développement du secteur des TIC, à savoir :

- ▶ Maintenir et développer un dialogue permanent avec les pouvoirs publics, les acteurs internationaux et les donneurs d'ordre ;
- ▶ Réunir les conditions de l'émergence d'une industrie forte dans les TIC ;
- ▶ Développer les ressources humaines du secteur, au niveau qualitatif et quantitatif ;
- ▶ Développer les infrastructures d'accueil et les services associés ;
- ▶ Appuyer la politique du e-gouvernement ;
- ▶ Renforcer les liens de l'APEBI avec les autres secteurs économiques ;
- ▶ Appuyer et accompagner les nouvelles générations d'entreprises ;
- ▶ Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement ;
- ▶ Assurer une meilleure visibilité du marché des TI au Maroc et à l'international ;
- ▶ Accompagner les membres dans leur mise à niveau et leur compétitivité ;
- ▶ Développer et structurer des services à valeur ajoutée au profit de ses membres ;
- ▶ Accompagner les actions par une politique forte de communication.

SECTION V - POSITIONNEMENT DE DISTRISOFT MAROC S.A.

V.1 - Activité de DISTRISOFT MAROC S.A.

V.1.1 - Historique

DISTRISOFT MAROC S.A est créée en 1991 pour assurer l'importation et la distribution au Maroc des produits MICROSOFT, leader mondial de l'édition de systèmes d'exploitation et de logiciels bureautiques. Opérant dans un secteur en plein développement, DISTRISOFT MAROC S.A. élargit son activité de distribution en multipliant les contrats de représentation avec d'autres éditeurs de logiciels de renom tels que SYMANTEC¹⁹, ADOBE²⁰ et COMPUTER ASSOCIATES²¹.

Outre les logiciels informatiques, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est également lancé à partir de l'année 2000 dans la distribution de matériel informatique et réseaux en signant des contrats de distribution avec les principaux fabricants mondiaux de PC et d'équipement réseaux, notamment COMPAQ²², HEWLETT-PACKARD²³, IBM²⁴ et CISCO SYSTEMS²⁵.

Parallèlement, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est inscrite dans une démarche qualité ayant abouti en 2001 à la certification ISO 9001, version 2000, délivrée par Bureau Veritas Quality International – BVQI-.

En 2004, la palette des produits distribués par DISTRISOFT MAROC S.A. s'étoffe avec la signature d'un contrat de distribution des produits MAXTOR²⁶ (disques durs), BELKIN²⁷ (équipements réseaux légers), ADS Tech²⁸ (solutions de montage vidéo) et VERITAS²⁹ (solutions de sauvegarde).

Durant le dernier trimestre 2005, DISTRISOFT MAROC S.A. consolide son offre de matériel informatique en concluant un contrat de distribution avec DELL³⁰ leader mondial dans les ventes de PC.

En 2006, la société signe un contrat de distribution de matériel informatique avec FUJITSU-SIEMENS COMPUTER³¹.

19 Créée en 1982, SYMANTEC est spécialisée dans les technologies de la sécurité Internet et de l'Industrie des services, dégageant un chiffre d'affaires de USD 5,8 Md à fin mars 2008.

20 Créée en 1982 à San José en Californie, avec un chiffre d'affaires de près de USD 3,1Md à la fin de l'exercice 2007, ADOBE est l'un des principaux éditeurs de logiciels au monde.

21 COMPUTER ASSOCIATES est un éditeur de logiciels, son chiffre d'affaires atteint USD 4,3 Md au 30 septembre 2008.

22 Créée en 1982 aux Etats-Unis, COMPAQ s'étend sur le marché européen en 1984 et sur le marché japonais en 1991. En mars 2002, COMPAQ fusionne avec HEWLETT-PACKARD.

23 Fondée en 1939, HEWLETT-PACKARD est l'un des principaux constructeurs de matériels informatiques mondiaux, sa gamme de produits est destinée aux grand public, aux collectivités et aux entreprises. En 2002, HEWLETT-PACKARD fusionne avec COMPAQ. La nouvelle entité réalise un chiffre d'affaires de USD 104,3 Md en 2007.

24 International Business Machine – IBM constructeur historique de matériel informatique. Au terme de l'exercice 2007, IBM réalise un chiffre d'affaires de USD 98,7 Md.

25 Compagnie spécialisée dans les solutions de réseaux pour Internet. Fondée en 1984, elle réussit à dégager un chiffre d'affaires de USD 39,5 Md à fin 2007.

26 MAXTOR est une société spécialisée en disques durs auprès des particuliers, des entreprises et des constructeurs.

27 Fondée en 1982, BELKIN est un constructeur mondial de câbles pour ordinateurs, d'onduleurs, de protection contre les surtensions et de produits de connectivité.

28 Fondée en 1992, ADS Tech opère dans le marché des solutions de capture et d'édition vidéo

29 VERITAS est une compagnie spécialisée dans l'édition de logiciels. En 2004, SYMANTEC a racheté VERITAS pour un montant de USD 13,5 Md.

30 Créée par Michael DELL en 1984 sous le nom de PC's Limited et rebaptisée DELL Computer Corporation en 1987 puis en DELL, Inc en 2003. La société est spécialisée dans la vente de Personal Computer – PC et PC portables & serveurs et s'affirme comme leader mondial avec un chiffre d'affaires de USD 61,1 Md à fin 2007.

En 2007, DISTRISOFT MAROC S.A a conclu un nouveau contrat de distribution avec le constructeur nippon d'imprimantes et de fax, Brother.

Enfin, en 2008, la Société signe un contrat de distribution avec le constructeur de vidéoprojecteurs Infocus.

Grâce à sa stratégie de développement, la qualité de son portefeuille de cartes et de ses performances financières, DISTRISOFT MAROC S.A. est aujourd'hui l'un des principaux grossistes informatiques au Maroc.

Les principaux événements ayant marqué l'évolution historique de DISTRISOFT MAROC S.A. sont les suivants :

1991	• Création de DISTRISOFT MAROC S.A. avec pour objectif l'importation et la distribution des produits MICROSOFT au Maroc.
1996	• Signature d'un contrat de distribution au Maroc avec SYMANTEC, SMC³² et ADOBE.
1998	• Conclusion de deux nouveaux contrats de distribution au Maroc avec MICROSOFT OEM³³ et COMPUTER ASSOCIATES.
2000	• Lancement de la distribution de matériel informatique à travers la signature d'un contrat avec COMPAQ. • Arrivée de nouveaux actionnaires majoritaires (MM. Karim RADI BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI) dans la société à travers une augmentation de capital ; • Mise en place de nouveaux chantiers : déploiement d'un ERP de gestion, lancement de la démarche de certification ISO et restructuration des ressources humaines ; • Déménagement du siège social et du dépôt vers de nouveaux locaux pour mieux répondre au développement de l'activité de la société.
2001	• Obtention de la certification ISO 9001, version 2000, délivrée par Bureau Veritas Quality International - BVQI - ; • Adoption et déploiement d'un ERP de gestion intégré NAVISION en remplacement du progiciel SYBEL ; • Signature d'un contrat de distribution des imprimantes IBM ; • Conclusion d'un contrat de distribution des produits CISCO SYSTEMS ; • Annonce de la fusion HP-COMPAQ au niveau international.
2002	• Signature de nouveaux contrats de distribution avec IBM (PC et serveurs), HP, MGE³⁴ et 3M³⁵ ; • Développement et mise en ligne d'un nouveau site Internet.
2003	• Renforcement de la position de DISTRISOFT MAROC S.A. sur les cartes majeures distribuées : HP, MGE et 3M ; • Développement de l'infrastructure logistique de la société et délocalisation de la facturation au sein du nouveau centre logistique.
2004	• Signature de nouveaux contrats avec MAXTOR, BELKIN, ADS Tech et VERITAS.

31 Créée en 1999, FUJITSU SIEMENS COMPUTER propose l'une des gammes de produits et solutions la plus complète au monde : PC de poche, portables, stations graphiques, serveurs solutions de stockage. La société clôture l'exercice 2007 avec un chiffre d'affaires de Euro 6,9 Md.

32 Créée au début des années 70, SMC Networks est spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de produits pour réseaux locaux.

33 Original Equipment Manufacturer's Partners.

34 MGE UPS SYSTEMS est spécialisée en solutions globales de haute disponibilité électrique pour les réseaux d'entreprise, les centres de données, les télécoms et les process & infrastructures.

35 Etablie au Maroc depuis 1995, la filiale de 3M commercialise plus de 50 000 produits dans les secteurs industriel, automobile, santé, fourniture de bureau, communication graphique, etc.

2005	• Diversification des ressources financières et réduction du coût de financement de la société à travers la mise en place d'un programme de billets de trésorerie de M MAD 50 ; • Conclusion d'un nouveau contrat de distribution des produits DELL.
2006	• Conclusion d'un nouveau contrat de distribution des Produits FUJITSU SIEMENS COMPUTER ; • Mise en place d'une nouvelle version de l'ERP Navision pour une meilleure optimisation des coûts et une rationalisation des flux logistiques; • Introduction de DISTRISOFT Maroc S.A. à la Bourse des Valeurs de Casablanca; • Acquisition de 5,5% du capital de DISTRISOFT MAROC S.A par RMA WATANYA suite à son introduction en bourse; • Signature de contrats de distribution avec LEXMARK;
2007	• Signature nouveau contrat de distribution avec le constructeur nippon d'imprimantes et de fax, Brother ; • Renouvellement de la certification ISO 9001 - 2000; • Signature d'un contrat de bail pour le nouveau siège de la société et d'une promesse de bail pour la nouvelle plateforme logistique.
2008	• Augmentation de capital par incorporation des réserves ; • Programme de rachat d'actions ; • Aménagement du nouveau siège social de la Société et mise en place de la nouvelle plateforme logistique selon des normes internationales et mise en œuvre d'un Warehouse Management System (directement intégré dans l'ERP); • Mise en œuvre d'un outil de gestion de la relation client (CRM) • Extension du plafond du programme de Billet de Trésorerie à M MAD 100 • Signature d'un contrat de distribution avec le constructeur de vidéoprojecteurs Infocus.
2009	• Renouvellement de la certification ISO 9001-2000;

V.1.2 - Métier

Initialement créée dans le but d'importer et de distribuer les produits MICROSOFT sur le territoire national, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est développée au fil des années grâce à la diversification de son catalogue produits et à l'adoption d'une stratégie qualité orientée vers le client et basée sur des partenariats à forte valeur ajoutée avec les constructeurs/éditeurs mondiaux et le réseau de revendeurs.

Aujourd'hui, DISTRISOFT MAROC S.A. est spécialisée dans la grossisterie et la distribution de matériels et logiciels informatiques et de produits réseaux & télécoms. La société importe et distribue des marques aussi importantes que MICROSOFT, HP, DELL, FUJITSU SIEMENS COMPUTER, CISCO, SYMANTEC, SMC, MGE, ADOBE, COMPUTER ASSOCIATES, MAXTOR, BELKIN, 3M ou VERITAS.

Outre son activité principale de distribution de matériels et de logiciels informatiques, et dans un souci de parfaire la satisfaction du client et d'enrichir son offre, DISTRISOFT MAROC S.A. propose différents types de services (service après vente, formations commerciales et techniques, installation & configuration).

V.1.3 - Produits

L'offre de DISTRISOFT MAROC S.A. s'inscrit dans une stratégie de diversification basée sur les tendances et les orientations du marché marocain et le choix des leaders mondiaux en tant que

fournisseurs. Ainsi, la société dispose d'un catalogue comprenant un large éventail de produits allant du matériel informatique aux logiciels et accessoires :

a - Matériel informatique :

Cette catégorie comprend le matériel informatique « physique » tels que les PC et les serveurs. Parmi les produits distribués par DISTRISOFT MAROC SA. on retrouve principalement les PC, les portables et les serveurs fabriqués par HP, DELL et FUJITSU SIEMENS.

b - Logiciels :

Cette catégorie de produits regroupe l'ensemble des logiciels et solutions informatiques. DISTRISOFT MAROC SA. distribue principalement des produits et des solutions à usage professionnel. On peut citer notamment :

- ▶ Les produits MICROSOFT : systèmes d'exploitation Windows avec toutes leurs déclinaisons (clients et serveurs) ainsi que le produit phare de l'éditeur, à savoir la suite bureautique Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook et Access) ;
- ▶ Les produits SYMANTEC : ces produits sont destinés à assurer la sécurité des données informatiques à travers des modules de protection contre les codes malveillants (Norton antivirus), les intrusions en ligne (pare-feu) et le courrier indésirable (*spam* ou *pourriel*) ;
- ▶ Les produits VERITAS : ces produits prennent notamment en charge la sauvegarde et la restauration des données en cas d'incident informatique (Backup Exec) ;
- ▶ Les produits ADOBE : la gamme de produits Adobe est très diversifiée. On retrouve notamment le logiciel ACROBAT destiné à la création et à la diffusion de documents ou encore les logiciels Photoshop, Premiere, Audition et After Effects destinés à la retouche de photos et de documents audio et vidéo.
- ▶ Les produits COMPUTER ASSOCIATES : logiciels conçus pour l'exploitation, la sécurité, le stockage et la gestion du cycle de vie du système d'information des entreprises (Brightstor).

c - Périphériques & accessoires

L'offre de DISTRISOFT MAROC S.A. regroupe principalement :

- ▶ Les imprimantes de marque HP, Brother et Lexmark ;
- ▶ Le matériel réseau fabriqué par CISCO SYSTEMS, BELKIN et SMC ;
- ▶ Les produits visuels 3M ;
- ▶ Les disques durs de marque Western Digital ;
- ▶ Les onduleurs de marque MGE ;
- ▶ Les accessoires informatiques fabriqués par HP, MICROSOFT et BELKIN;
- ▶ Les vidéoprojecteurs à partir de l'année 2008 fabriqués par Infocus.

V.1.4 - Evolution de l'activité

a - Evolution des ventes par catégorie de produits

Avertissement : Du fait de l'hétérogénéité des produits offerts par **DISTRISOFT MAROC S.A.**, l'analyse des ventes en valeur a été privilégiée par rapport aux ventes unitaires des produits.

DISTRISOFT MAROC S.A. a généré un chiffre d'affaires en accroissement annuel moyen de 17,9% sur la période 2006-2008.

Evolution du chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. en valeur						
M MAD	2006	2007	Var. %	2008	Var. %	TCAM (06-08)
PC, Serveurs	221,1	263,3	19,1%	308,8	17,3%	18,2%
En % du CA	61,0%	58,3%	-	61,4%	-	-
Périphériques & accessoires	87,9	113,7	29,4%	139,0	22,3%	25,8%
En % du CA	24,3%	25,2%	-	27,6%	-	-
Logiciels et services	53,0	74,8	40,1%	55,0	-26,5%	1,9%
En % du CA	14,7%	16,5%	-	11,0%	-	-
TOTAL	362,0	451,8	24,6%	502,8	11,3%	17,9%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, le chiffre d'affaires a progressé de 24,6% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à près de M MAD 452. L'ensemble des segments des produits de DISTRISOFT MAROC S.A a progressé durant le dernier exercice démontrant le dynamisme dont fait preuve la Société depuis plusieurs années.

Le segment des logiciels et services a connu la plus forte progression au terme de l'année 2007 avec une croissance de 40,1%. Le chiffre d'affaires réalisé par ce segment atteint près de M MAD 74,8 au 31 décembre 2007. Le segment des PC, serveurs constitue toujours le segment le plus important pour la Société avec un chiffre d'affaires de M MAD 263,3 au terme de l'année 2007, soit 58,3% du CA global de DISTRISOFT MAROC S.A (vs. 61,0% au 31 décembre 2006). Les périphériques et accessoires ont réalisé un chiffre d'affaires de M MAD 113,7; (25,2% du CA 2007), soit une croissance de 29,4% par rapport à l'exercice précédent.

En 2008, le chiffre d'affaires enregistre une progression de 11,3% par rapport à l'exercice précédent. Cette performance s'explique par l'augmentation importante des ventes du segment PC, serveurs qui a enregistré une hausse de 17,3%, représentant ainsi plus de 61% du chiffre d'affaires de la Société. Parallèlement, le segment des périphériques et accessoires enregistre une hausse de son chiffre d'affaires de 22,3%. De ce fait, DISTRISOFT MAROC S.A continue son développement malgré la contre performance du segment logiciels et services qui enregistre un recul de 26,5% de son chiffre d'affaires, revenant ainsi à un niveau normatif. En effet, le chiffre d'affaires "logiciels et services" enregistré en 2007 est particulièrement élevé à la suite d'une opération d'envergure conclue avec le ministère de la Justice.

b - Ventilation des ventes par région

La ventilation des ventes par région se présente comme suit :

K MAD	2 006	en %	2007	en %	2008	en %
Agadir	5 062	1,40%	6 983	1,55%	7 609	1,51%
Casablanca	246 216	68,02%	307 038	67,95%	321 791	64,00%
Fès	1 185	0,33%	2 512	0,56%	5 294	1,05%
Marrakech	7 534	2,08%	10 728	2,37%	15 088	3,00%
Rabat	69 952	19,32%	81 414	18,02%	99 877	19,86%
Tanger	10 319	2,85%	12 200	2,70%	12 177	2,42%
Meknès	3 858	1,07%	4 581	1,01%	4 669	0,93%
Oujda	2 261	0,62%	2 005	0,44%	5 641	1,12%
Autres	15 614	4,31%	24 378	5,40%	30 639	6,09%
Total	362 001	100,00%	451 839	100,00%	502 786	100,00%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En 2007, l'axe Casablanca - Rabat absorbe près de 86,0% du CA global de DISTRISOFT MAROC S.A. soit M MAD 388. DISTRISOFT MAROC S.A. réalise plus des deux tiers de son CA (67,95%) dans la capitale économique Casablanca en 2007 (M MAD 307 vs. M MAD 246 en 2006). La ville de Marrakech a vu sa part dans le chiffre d'affaires global légèrement progresser entre 2006 et 2007 passant de 2,08% à 2,37% soit un gain de 0,29 points.

En 2008, le principal changement concerne la moins grande dépendance de DISTRISOFT MAROC S.A à la région de Casablanca. En effet, la part de la capitale économique dans le chiffre d'affaires de la société baisse de 68,0% à 64,0%, au profit d'autres régions comme Rabat ou Marrakech.

Globalement, la répartition géographique des ventes de DISTRISOFT MAROC S.A reste sensiblement identique entre 2006 et 2008, l'axe Casablanca Rabat, contribuant en moyenne à plus de 85% dans la formation du chiffre d'affaires.

c - Ventilation des ventes par client

DISTRISOFT MAROC S.A. opère principalement sur le territoire national et assure la distribution indirecte de ses produits à travers un réseau de clients directs « revendeurs ».

Ainsi, les clients de DISTRISOFT MAROC S.A. sont :

- ▶ Les SSII, spécialisées dans le conseil, la sécurité et l'architecture informatique et télécoms ;
- ▶ Les intégrateurs proposant leurs services pour la réalisation de solutions informatiques complexes ;
- ▶ Les *retailers*, principalement les chaînes de distribution et magasins spécialisés visant les PME et le grand public ;
- ▶ Les assembleurs : spécialisés dans le montage local de PC.

Pour la livraison de ces produits, la société utilise deux procédés selon l'identité de son client :

- ▶ Pour les clients en comptes : la livraison est opérée via les propres moyens de DISTRISOFT MAROC S.A. ;
- ▶ Pour les autres clients, soit ils sont livrés directement à la plate forme logistique de la société, soit, ils sont livrés moyennant un transporteur externe (S2M, SDTM, etc.).

Les livraisons se font généralement en 24 heures pour l'axe Casablanca-Rabat et dans un délai de 48 heures pour le reste du territoire.

La contribution des principaux clients au chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. se présente comme suit :

Concentration du chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. entre les principaux clients entre 2006 et 2008

En %	2006	2007	2008
1 ^{er} client	7,1%	5,6%	3,8%
3 premiers clients	16,8%	14,9%	10,1%%
5 premiers clients	23,7%	20,0%	15,5%
10 premiers clients	35,5%	33,4%	27,1%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'année 2006, le premier client de la société compte pour 7,1% du chiffre d'affaires. En 2007, compte tenu de l'élargissement de la base client de DISTRISOFT MAROC S.A. le premier client de la Société ne représente plus que 5,6% du chiffre d'affaires global. Cette tendance à la dilution des principaux clients se manifeste pour les 3 premiers, les 5 premiers et les 10 premiers clients.

En 2008, DISTRISOFT MAROC S.A a poursuivi sa politique d'élargissement de la base client. Ainsi, le premier client ne représente plus que 3,8% du chiffre d'affaires de la Société (vs. 5,6% à fin 2007).

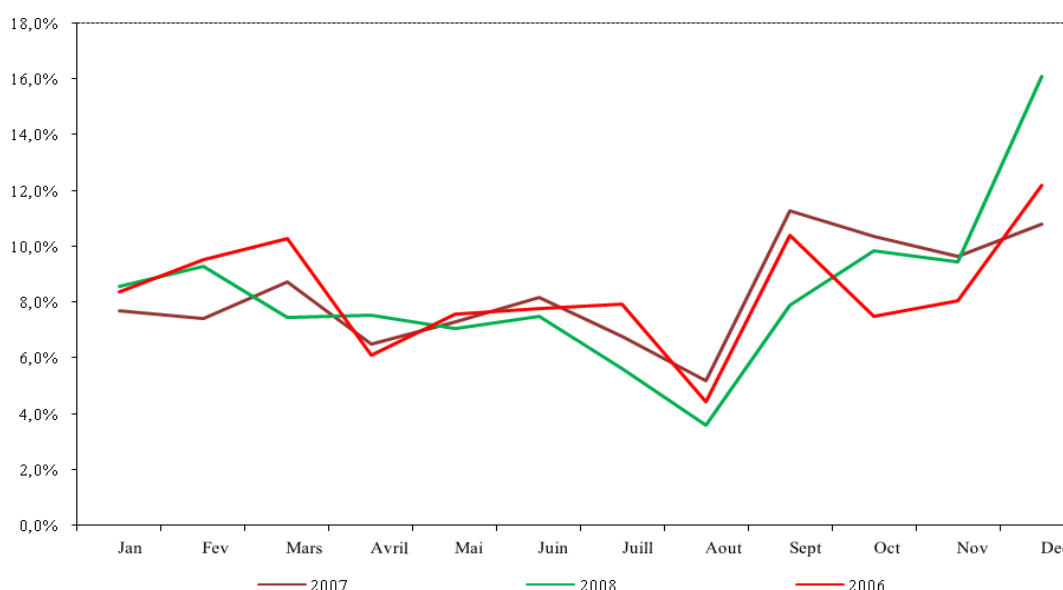
Les délais de crédit octroyés par DISTRISOFT MAROC S.A à ses clients varient de 0 à 90 jours selon la taille du client, son historique et le niveau de concurrence sur chaque commande.

Par ailleurs, et afin de limiter le risque d'impayés, DISTRISOFT MAROC S.A. a contracté une police d'assurance auprès de la compagnie d'assurance crédit (Euler Hermes ACMAR) définissant pour chaque client un plafond de couverture.

d - Saisonnalité³⁶ des ventes

Les dirigeants de DISTRISOFT MAROC S.A. observent un pic des ventes au cours du mois de décembre, correspondant aux opérations de clôture des budgets des entités publiques et privées. En revanche, à l'occasion du mois de Ramadan et des vacances estivales en août, l'activité de la société connaît un ralentissement des ventes.

Saisonnalité des ventes (2006-2008)



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, la saisonnalité des ventes est identique à celle observée lors des exercices précédents. L'activité connaît traditionnellement des mois de "pics" d'activité correspondant aux mois de réalisation/clôture de budget (durant les mois de septembre - décembre) alors que les périodes de "congés" (été, etc.) sont relativement plus calmes au niveau de l'activité (moyenne de 5,74 sur les trois derniers exercices).

En 2008, la principale différence par rapport à 2007 concerne le pic plus important observé au mois de décembre. celui-ci résulte d'un effort commercial supplémentaire compte tenu de la disponibilité du stock.

e - Principaux concurrents par carte

Les intervenants du secteur de l'informatique marocain opèrent dans un marché où la distribution est relativement structurée du fait de la présence importante de multinationales. En effet, le schéma de distribution adopté par la plupart des multinationales est scindé en trois niveaux : (i) Grossiste-importateur / (ii) Revendeur / (iii) Client final avec des rôles bien définis pour chaque acteur. En règle générale, un grossiste ne vend pas à un client final et un revendeur n'achète pas en direct chez le constructeur.

Les principaux grossistes de matériel informatique, distribuant les mêmes cartes que DISTRISOFT MAROC S.A. sont au nombre de 3 à savoir DATACO, SCDM, Matel-PC Market.

³⁶ Ventes réalisées pour le mois n / ventes totales de l'année

V.2 - Politique d'approvisionnement

V.2.1 - Description du processus d'approvisionnement

Afin d'optimiser ses approvisionnements, DISTRISOFT MAROC S.A. a mis en place un logiciel ERP NAVISION permettant la remontée, en temps réel, d'informations clés aux chefs de produits. Ainsi, ces derniers sont instantanément avertis de toute rupture de stock ou de dépassement du stock minimum d'un produit.

De plus, les chefs de produits procèdent régulièrement à des analyses des stocks, tenant compte du niveau des stocks, de l'obsolescence des produits, de la concurrence, de l'évolution du marché et des informations remontant de la Direction Commerciale, afin d'anticiper les nouvelles tendances, les produits en vogue ou inversement les produits à faible succès.

Sur la base de leur analyse et des informations fournies par l'ERP, les chefs de produits transmettent une proposition d'achats au Directeur Général pour validation. Une fois la commande approuvée par la Direction Générale, celle-ci est transmise à la Direction Logistique qui l'intègre dans le système de commande du fournisseur/constructeur et assure le suivi jusqu'à la réception de la marchandise.

Le délai de livraison oscille entre 10 à 20 jours pour les fournisseurs étrangers et entre 24 à 48 heures pour les fournisseurs locaux.

La mise en place de la nouvelle plate-forme logistique aux normes internationales ainsi que la mise en œuvre du Warehouse Management System a permis à la Société les améliorations suivantes:

- Une meilleure planification des livraisons et des réceptions;
- Une optimisation des opérations de livraisons et de prise de commandes;
- Une réduction des délais de livraison afin de satisfaire les clients.

V.2.2 - Evolution des achats par catégorie de produits

Sur la période 2006-2008, les achats³⁷ de DISTRISOFT MAROC S.A. ont atteint M MAD 452,8 en 2008 comparé à M MAD 306,8 en 2006, en évolution annuelle moyenne de 21,49%.

Evolution des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. en valeur

M MAD	2 006	% du CA	2 007	% du CA	Var % (06-07)	2 008	% du CA	Var % (07-08)	TCAM 06-08
PC, Serveurs	190,5	52,54%	258,2	57,14%	35,54%	267,8	53,26%	3,72%	18,57%
Périphériques & accessoires	76,9	21,21%	105,6	23,37%	37,32%	139,9	27,82%	32,48%	34,88%
Logiciels	39,4	10,87%	46,0	10,18%	16,75%	45,1	8,97%	-1,96%	6,99%
TOTAL	306,8	84,61%	409,8	90,70%	33,57%	452,8	90,06%	10,49%	21,49%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, les achats de DISTRISOFT MAROC S.A ont évolué de plus de 33% pour atteindre M MAD 409,8, soit 90,7% du chiffre d'affaires de la Société. Le segment des PC, serveurs et celui des périphériques et accessoires ont progressé respectivement de 33,5% et 37,3% entre l'exercice 2006 et 2007 pour atteindre un montant des achats de M MAD 258,2 et M MAD 105,6.

En 2008, les achats de la Société ont augmenté de 10,5% pour atteindre M MAD 452,8, soit 90,1% du chiffre d'affaires de l'année, à un niveau comparable à celui de 2007. Cette progression est cependant

37 Achats hors droits de douane et frais d'approche.

principalement tirée par la forte augmentation des achats de périphériques et accessoires, qui ont augmenté de 32,5% par rapport à 2007.

L'évolution des achats est corrélée à la croissance de l'activité de Distrisoft Maroc S.A (+11,3% de croissance pour le chiffre d'affaires vs. 10,9% pour les achats).

La part du *Hardware* demeure ainsi prédominante dans la structure des achats avec 59% contre 31% pour les accessoires et 10% pour les logiciels et continue de progresser compte tenu de l'intégration dans le catalogue de DISTRISOFT MAROC S.A de la carte de vidéoprojecteurs Infocus.

V.2.3 - Ventilation géographique des achats

La quasi-totalité des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. s'effectue sur le marché étranger, soit près de 94,22% des approvisionnements de la société. Le reste des achats est assuré auprès des fournisseurs locaux.

La ventilation géographique des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2008 se présente comme suit :

K MAD	2006	en %	2007	en %	Var % (06-07)	2008	en %	Var % (06-07)
Marché local	12 782	4,15%	19 938	4,87%	55,98%	26 177	5,78%	31,29%
Marché étranger	295 369	95,85%	389 864	95,13%	31,99%	426 677	94,22%	9,49%
Total	308 151	100,00%	409 802	100,00%	32,99%	452 854	100,00%	10,51%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Les approvisionnements de DISTRISOFT MAROC S.A., en provenance de l'étranger, concernent principalement les produits suivants :

- ▶ Les PC, les portables et les serveurs auprès de HP, DELL et FUJITSU SIEMENS COMPUTER ;
- ▶ Les imprimantes de la marque HP et Brother ;
- ▶ Le matériel réseau auprès de CISCO, SMC et BELKIN ;
- ▶ Les disques durs auprès de MAXTOR ;
- ▶ Les accessoires informatiques fabriqués par HP et BELKIN ;
- ▶ Les vidéoprojecteurs acquis auprès d'Infocus.

L'approvisionnement sur le marché national concerne principalement le matériel informatique³⁸ des sociétés MGE et 3M.

Par ailleurs, l'évolution des approvisionnements de DISTRISOFT MAROC S.A. par devise se présente comme suit :

Evolution des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. par devise entre 2006 et 2008

Code devise	2006	2007	2008
USD	24,90%	19,13%	17,1%
EUR	70,90%	75,99%	77,0%
MAD	4,10%	4,88%	5,9%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La répartition des achats par devise sur la période 2006-2008 montre la prépondérance de l'euro face au dollar et au dirham.

Le poids de l'euro dans les achats de DISTRISOFT MAROC S.A. s'explique pour deux raisons principales :

³⁸ Rétroprojecteurs numériques, onduleurs pour les réseaux d'entreprises, etc.

- ▶ La majorité des fournisseurs étant localisés en Europe, l'euro s'est, de fait, imposé comme étant la devise à privilégier pour l'approvisionnement à l'international ; et
- ▶ La volatilité euro/dirham, étant plus faible que la volatilité dollar/dirham, permet à la société de mieux maîtriser son risque de change;
- ▶ En 2006, les achats en dollar représentent 24,9% des achats globaux, soit une progression de 4,1 points par rapport à l'exercice précédent compte tenu de l'intégration de la carte DELL (les achats DELL étant réglés en dollar). ;
- ▶ En 2007, la prépondérance de l'euro s'est accentuée par rapport au dollar dans la mesure où la Société a davantage collaboré avec des fournisseurs qui souhaitent être réglés en devise européenne (76% des achats vs. 70,9% en 2006) ;
- ▶ La part des achats en dirhams a légèrement progressé entre 2006 et 2007, évoluant de 4,10% des achats en 2006 à 4,88% en 2007.
- ▶ En 2008, la part des achats effectués en dirhams a encore progressé, en conséquence de l'augmentation importante des achats de DISTRISOFT MAROC S.A sur le marché local.

Les importations de DISTRISOFT MAROC S.A. réalisées en devises étrangères sont assujetties à une taxe douanière de 2,5% pour le matériel et les logiciels informatiques, sachant que la société s'acquitte également d'un Prélèvement Fiscal d'Importation PFI de 0,25%.

V.2.4 - Ventilation des achats par fournisseur

La ventilation des approvisionnements par fournisseur se présente comme suit :

Concentration des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. entre les principaux fournisseurs entre 2006 et 2008

En %	2006	2007	2008	Moyenne
1 ^{er} fournisseur	42,60%	53,77%	55,51%	50,63%
3 premiers fournisseurs	64,40%	77,66%	77,01%	73,02%
5 premiers fournisseurs	84,50%	88,88%	87,52%	86,97%
10 premiers fournisseurs	97,50%	95,97%	96,38%	96,62%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, la part des principaux fournisseurs de DISTRISOFT MAROC S.A. a progressé par rapport à l'année précédente. Ainsi, le premier fournisseur de la Société a vu sa part dans les achats progresser de plus de 11 points et atteint au 31 décembre 2007 53,77% des achats compte tenu de la croissance de l'activité de la Société. En effet, DISTRISOFT MAROC S.A. a privilégié la collaboration avec son premier fournisseur afin de suivre le rythme de l'activité. Dans la même tendance, la part des trois premiers fournisseurs et des 5 premiers fournisseurs atteint respectivement 77,66% et 88,88% des achats (vs. respectivement 64,4% et 84,5% des achats en 2006).

En 2008, la répartition des achats par fournisseur n'a pas connu d'évolution importante. En effet, le premier fournisseur de la Société représente près de 55,51% des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. contre 53,77% auparavant. Les 10 premiers fournisseurs représentent 96,38% des achats en 2008, contre 95,97% en 2007.

Les trois principaux fournisseurs de la société sont HEWLETT PACKARD, MICROSOFT et INGRAM MICRO.

Enfin, les délais de règlement accordés par les fournisseurs étrangers varient entre 30 et 90 jours. Concernant les fournisseurs locaux, DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie d'un délai de règlement de 60 jours.

V.2.5 - Présentation des principaux fournisseurs étrangers

De manière générale, les contrats établis avec les fournisseurs étrangers portent sur une période d'une année avec tacite reconduction. Ils précisent les produits éligibles à la distribution ainsi que les remises arrières³⁹ reversées à DISTRISOFT MAROC S.A. en cas d'atteinte des objectifs, de promotion, de dépréciation de stock et de respect des conditions de paiement.

Classés par ordre alphabétique, les principaux fournisseurs étrangers de DISTRISOFT MAROC S.A. sont BROTHERS, DELL, FUJITSU SIEMENS COMPUTER, HP, INFOCUS, INGRAM MICRO, MAXTOR, MICROSOFT et SYMANTEC :

► BROTHER

BROTHER est l'un des plus importants constructeurs d'imprimantes, s'appuyant sur 13 sites de production dans le monde. Il dispose également de deux centres de R&D, l'un à Nagoya, Japon (siège historique du Groupe), l'autre dans le New-Jersey, USA. Le groupe emploie environ 22 000 personnes dans le monde et réalise les deux tiers de son chiffre d'affaires avec ses solutions d'imagerie. Au 31 mars 2008, le chiffre d'affaires consolidé de BROTHER s'établit à MM 5,56 USD.

La répartition géographique des ventes internationales se décline comme suit :

- Amérique : 34%;
- Europe 29%;
- Japon : 22%;
- Asie:15%.

► DELL

Conçoit et fabrique une gamme complète de systèmes informatiques (ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, stations de travail, serveurs, commutateurs réseau, systèmes de stockage, périphériques de poche, écrans, imprimantes, logiciels et périphériques services). La société est implantée dans plus de 190 pays et emploie 69 700 salariés. Au quatrième trimestre 2008, DELL a 13,2% de parts de marché des ventes mondiales de PC (en unités). Son chiffre d'affaires pour l'année 2008 s'élève à 61,1 milliards de dollars pour un résultat net de 2,5 milliards de dollars.

► FUJITSU SIEMENS COMPUTER

Créée le 1^{er} octobre 1999, elle est le résultat de la fusion de Fujitsu Computers (Europe) Ltd. et de l'entité Computer Systems de la division *Information and Communications Products* de Siemens. FUJITSU SIEMENS COMPUTER propose l'une des gammes de produits et solutions la plus complète au monde : PC de poche, portables, stations graphiques, serveurs et solutions de stockage. La société clôture l'exercice 2007 avec un chiffre d'affaires de 6,9 milliards d'euros et un résultat net 61,9 millions d'euros.

► HP

Fondée en 1939, HP propose des solutions technologiques destinées au grand public, aux collectivités et aux entreprises. Son offre couvre l'infrastructure des systèmes informatiques, les systèmes personnels et les produits d'accès, les prestations de services, l'imagerie numérique et les systèmes d'impression. A travers la fusion avec COMPAQ COMPUTER CORPORATION en 2002, HP est devenu un opérateur incontestable dans différents domaines, notamment en matière de logiciels réseau et de gestion de systèmes, d'ordinateurs portables, d'ordinateurs de poche et d'imprimantes à jet d'encre. A la fin de l'exercice 2008, le chiffre d'affaires atteint près de 118,4 milliards de dollars pour un résultat net de 8,4 milliards de dollars. HP emploie environ 321 000 personnes dans plus de 170 pays sur 6 continents.

39 Les remises arrières correspondent à un pourcentage du montant des achats de la période qui est reversé par le fournisseur sous certaines conditions, citées plus haut.

► INFOCUS

Infocus est un fabricant américain de vidéoprojecteurs proposant des vidéoprojecteurs portables, des vidéoprojecteurs pour les salles de réunion, des installations, et des homes Cinema.

► INGRAM MICRO INC.

Crée en 1979 en tant que grossiste mondial de matériels, logiciels et services à valeur ajoutée informatiques à destination des revendeurs. La société se fournit auprès des principaux constructeurs et éditeurs informatiques mondiaux, et est présente dans 150 pays. En 2008, INGRAM MICRO INC a généré un chiffre d'affaires de 34,4 milliards de dollars et un résultat net de -394 millions de dollars.

► MICROSOFT

Fondée en 1975, MICROSOFT est le leader mondial⁴⁰ des logiciels pour micro-ordinateurs. La société développe, commercialise et supporte une large gamme de logiciels et accessoires à usages professionnel et domestique. Aujourd'hui, les produits développés par MICROSOFT sont vendus dans plus de 90 pays. MICROSOFT est une multinationale qui emploie plus de 60.000 personnes et génère en 2008, un chiffre d'affaires de 60,4 milliards de dollars pour un résultat net de 17,7 milliards de dollars.

► MAXTOR

MAXTOR, fabricant de disques durs à l'échelle mondiale, a été racheté en mai 2006 par son concurrent américain SEAGATE TECHNOLOGY pour un montant de 1,9 milliards de dollars. En additionnant les parts de marché des deux groupes (30,5% pour SEAGATE TECHNOLOGY et 13,5% pour MAXTOR) au deuxième trimestre 2005, SEAGATE TECHNOLOGY devrait ainsi produire près de 50% des disques durs au monde. Fondée en 1979, la société SEAGATE TECHNOLOGY emploie 55.000 salariés et réalise, en 2008, un chiffre d'affaires de 12,7 milliards de dollars pour un résultat net de 1,3 milliards de dollars.

► SYMANTEC

SYMANTEC est un des principaux éditeurs mondiaux de solutions permettant aux particuliers et aux entreprises de garantir la sécurité, la disponibilité et l'intégrité de leurs informations. Fondée en 1982 et basée à Cupertino (Californie), SYMANTEC est présente dans plus de 40 pays et compte plus de 14.000 employés. En juillet 2005, SYMANTEC fusionne avec VERITAS, principal fournisseur de logiciels de gestion du stockage : protection des données, restauration après sinistre, virtualisation des ressources et disponibilité des applications. En 2008, la société réalise un chiffre d'affaires de 6,1 milliards de dollars pour un résultat net négatif de 6,7 milliards de dollars.

40 Source : Optima Publishing

V.3 - Politique marketing et commerciale

V.3.1 - Politique marketing

De par sa vocation de distributeur grossiste, la politique marketing mise en œuvre par DISTRISOFT MAROC S.A. consiste principalement en l'animation et l'accompagnement de son réseau de revendeurs à travers l'élaboration et la diffusion d'un ensemble d'outils marketing visant à promouvoir les produits et les services de la société : le Promotionnel DISTRISOFT, les emails et fax shots et enfin l'organisation de séminaires et d'événements ciblés (lancement de nouveaux produits, formation commerciale ou technique des revendeurs).

En effet, la société se positionne comme un partenaire à part entière de ses clients. En amont, elle participe à la formation technique et commerciale des revendeurs et en aval, elle accompagne ces derniers pour la configuration et l'installation des matériels et des logiciels chez le consommateur final.

La société élabore trimestriellement, en collaboration avec les constructeurs, un plan marketing par carte. En 2008, le budget marketing de DISTRISOFT MAROC S.A. s'est élevé à M MAD 1,13 contre près de M MAD 0,99 en 2007 et M MAD 0,90 à fin 2006. Cette même année, la Société a initié diverses opérations visant à promouvoir ses produits et services, à savoir :

- ▶ Des séminaires spécialisés ;
- ▶ Formations sur les nouveaux produits ;
- ▶ Publications destinées aux revendeurs.

DISTRISOFT MAROC S.A. s'est vue décerner, en 2005, le prix du meilleur « Marketing & Développement », Afrique par le constructeur HP.

V.3.2 - Politique commerciale

La politique commerciale de DISTRISOFT MAROC S.A. trouve son fondement dans la satisfaction et la fidélisation du client. Elle repose sur une approche matricielle entre les commerciaux et les chefs de produits. L'objectif étant de se démarquer de la concurrence par une offre « exclusive » composée de plusieurs produits de marques différentes, à un prix unique.

Chaque commercial de DISTRISOFT MAROC S.A. gère un portefeuille prédéfini de clients/revendeurs pour tous les produits, ce qui permet un suivi personnalisé. Les commerciaux ont pour mission de proposer une offre complète de tous les produits distribués par DISTRISOFT MAROC S.A.

De plus, en collaboration avec les chefs de produits, ces derniers établissent l'argumentaire de vente technique pour chaque produit et informent régulièrement les clients des opérations promotionnelles en cours. Dans ce contexte, trois télévendeuses sont exclusivement en charge d'appels sortants pour promouvoir ces opérations ciblées.

La mise en place d'un système de CRM en 2008 a notamment permis à la Société de pouvoir mettre à jour de manière efficace et efficiente la base de donnée clientèle ainsi que de fiabiliser cette dernière. Cette base de données mise à jour permettra au management de Distrosoft Maroc S.A. une meilleure connaissance des clients.

V.3.3 - Politique de prix

Le prix de vente est calculé à partir du prix d'achat majoré des frais d'approche en tenant compte du cours de change. DISTRISOFT MAROC S.A. construit ainsi une liste de prix dits « publics » qui intègrent aussi bien la marge potentielle du grossiste que du revendeur.

En fonction du niveau de concurrence, de la disponibilité des produits sur le marché, du niveau de la commande, de l'historique avec le client ou encore de l'obsolescence du produit, la société octroie des réductions sur les prix publics.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie généralement d'une « protection » sur les prix de vente auprès des constructeurs, particulièrement :

- ▶ En cas de faible rotation sur les marchandises en stock, le constructeur peut accorder à la société des avoirs pour encourager les ventes ;
- ▶ En cas de baisse des prix, les constructeurs peuvent octroyer à la société un avoir sur le matériel en stock.

V.4 - Politique qualité

Dès l'arrivée du nouveau management en 2000, la qualité au sein de DISTRISOFT MAROC S.A. est devenue un élément central pour assurer la satisfaction des clients et pérenniser le développement de la société.

Suite à la démarche de certification initiée par le nouveau management, DISTRISOFT MAROC S.A. est certifié depuis 2001 ISO 9001 Edition 2000.

Cette démarche vise trois objectifs :

- ▶ Organisationnel : renforcer la cohérence et l'efficacité des méthodes tout en valorisant les efforts des collaborateurs ;
- ▶ Commercial : conforter encore davantage les clients dans le souci de toujours mieux les servir et apporter aussi bien aux prospects qu'aux fournisseurs des éléments tangibles, vérifiés et mesurables de la maîtrise de la qualité ;
- ▶ Economique : diminuer les coûts de non qualité et intégrer toutes les actions de progrès permettant de parfaire la culture de résultats.

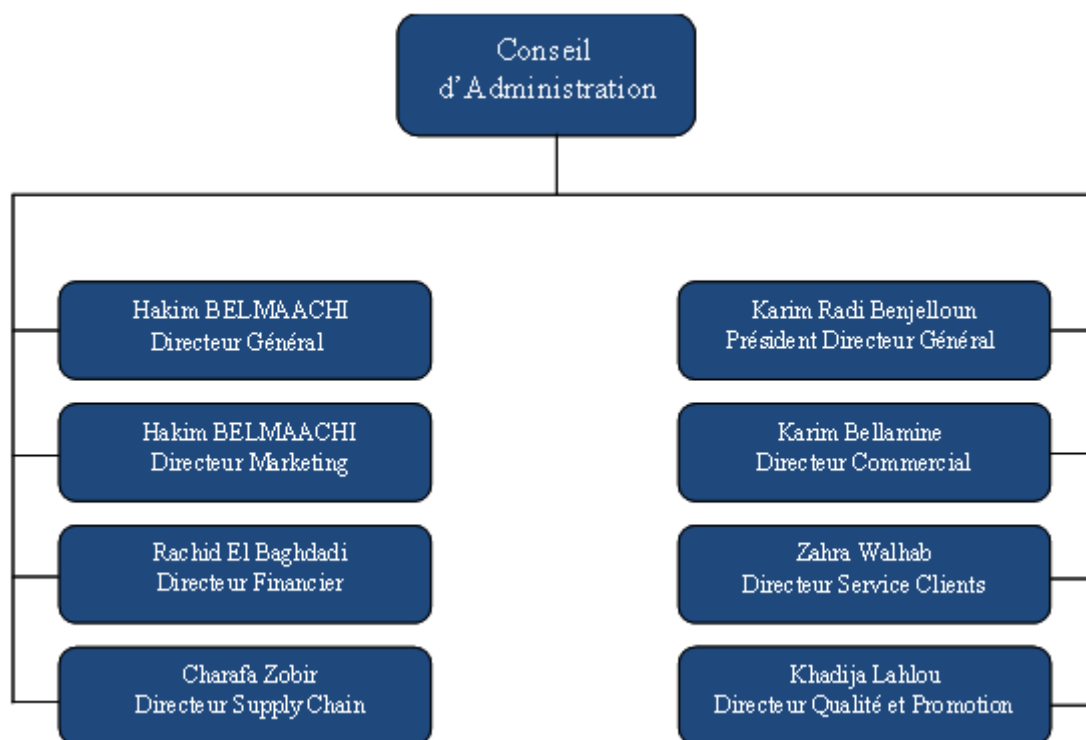
En 2007 et en avril 2009, la certification ISO 9001-2000 de la Société a été renouvelée.

SECTION VI - OUTILS ET MOYENS

VI.1 - Moyens humains

VI.1.1 - Organigramme fonctionnel

L'organigramme fonctionnel de Distrisoft Maroc S.A. à fin 2008 se décline comme suit :



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'organigramme fonctionnel de Distrisoft Maroc S.A a évolué au cours de l'exercice 2008 avec la suppression de la fonction « Directeur Avant Vente ». L'ancien directeur Avant Vente, M. Karim Bellamine occupe désormais le poste de Directeur Commercial (poste précédemment occupé par le PDG, M. Karim Radi Benjelloun).

Par ailleurs, deux nouvelles directions ont été créées en 2008 : la direction Service Clients, dirigée par Mme Zahra Walhab et la direction Supply Chain, dirigée par Mme Charafa Zobir.

Enfin, Mme Khadija Lahlou, anciennement directeur Qualité et Logistique est devenue en 2008 Directeur Qualité et Promotion.

L'organisation de DISTRISOFT MAROC S.A. découle du système de management de la qualité mis en place par la société conformément aux exigences de la norme ISO 9001 :

- Le Comité de Direction⁴¹, qui tient des réunions hebdomadaires, assure la coordination globale entre les différentes directions et la planification de l'ensemble des activités de DISTRISOFT MAROC S.A. ;

41 Cf. organes de direction.

- ▶ La Direction Commerciale est composée de 13 personnes. Chaque Ingénieur d’Affaires est en charge d’un portefeuille clients identifié. Il travaille en binôme avec une conseillère commerciale qui gère la commande de sa réception à sa livraison ;
- ▶ La Direction Marketing, constituée de 14 personnes, dont 9 chefs de produits, a pour mission d’identifier le positionnement adéquat des produits commercialisés et d’animer le réseau de revendeurs à travers l’élaboration et la diffusion d’un ensemble d’outils marketing visant à promouvoir les produits et les services de la société ;
- ▶ La Direction financière comprend 9 personnes et prend en charge la gestion comptable et financière de la société, le contrôle financier ainsi que le suivi administratif des opérations de DISTRISOFT MAROC S.A. ;
- ▶ La Direction Qualité et Promotion est constituée de 5 employés en charge du suivi de la mise en place et le suivi de la politique qualité de DISTRISOFT MAROC S.A. Par ailleurs, cette Direction est également en charge des opérations de promotions lancées par la Société.
- ▶ La Direction Supply Chain est assurée par Mme Charafa Zobir et est constituée de 25 collaborateurs. Cette Direction est en charge de la gestion des stocks de marchandises, de la livraison aux clients ainsi que du respect de la planification de l’ensemble de la *supply chain*.
- ▶ La Direction Service Clients est constituée de 7 employés et est chapeautée par Mme Zahra Wahlab, dont la Direction assure la gestion des approvisionnements et la gestion des planifications des commandes clients. Par ailleurs, cette Direction a été également créée dans le but d’assurer une relation stable avec l’ensemble de la clientèle de DISTRISOFT MAROC S.A.

VI.1.2 - Effectifs

Initialement composé de 8 personnes en 1992, l’effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. a évolué depuis la création de la société pour accompagner le développement de son activité. Sur la période 2006-2008, l’effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. a cru de 44% passant de 55 personnes à 79 personnes.

Par Catégorie	2006	%	2007	%	2008	%
Responsables	10	18,20%	10	13,89%	12	15,19%
Cadres	18	32,70%	20	27,78%	22	27,85%
Employés	27	49,10%	42	58,33%	45	56,96%
Total	55	100,00%	72	100,00%	79	100,00%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Pour sa part, le taux d’encadrement⁴² des effectifs s’est établi à 41,7% en 2007 en régression par rapport à l’année 2006 (50,9% en 2006 soit le même taux d’encadrement qu’en 2005). Cette baisse du taux d’encadrement s’explique notamment par le recrutement de 15 employés par DISTRISOFT MAROC S.A. En 2008, ce taux passe à 43,0%.

L’effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. est relativement jeune avec 68,3% du personnel se situant dans la tranche d’âge de 25 à 35 ans à fin 2008. Ce ratio atteint 89,2% du personnel si l’on considère la tranche d’âge allant de 25 à 45 ans. Par ailleurs, l’ancienneté moyenne de l’effectif de la Société est de près de 3,2 années compte tenu des récentes embauches réalisées par la Société lors des exercices 2007 et 2008.

42 (Responsables+cadres)/effectif total

Sur les trois dernières années, la répartition de l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. par sexe sur se présente comme suit :

	2006	en %	2007	en %	2008	en %
Femmes	25	45%	27	37%	32	41%
Hommes	30	55%	45	63%	47	59%
Total	55	100%	72	100%	79	100%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La société dispose d'un effectif composé en majorité d'hommes comme l'illustre le tableau ci-dessus. Ceux-ci représentent en moyenne près de 59% de l'effectif global sur la période 2006-2008. La part des effectifs masculins dans l'effectif global a progressé entre 2007 et 2008 puisqu'elle est passée de 63% à 59%.

VI.1.3 - Politique sociale

La politique sociale adoptée par le management de DISTRISOFT MAROC S.A. repose sur les deux axes suivants :

- ▶ Matrice organisationnelle avec séparation des fonctions commerciale et marketing. Le rôle du commercial étant de se focaliser sur la gestion du portefeuille clients. La fonction marketing est, quant à elle, centrée sur la gestion de la relation fournisseur, des produits et de la détermination de la politique marketing adaptée à chaque produit ;
- ▶ Mise en place et généralisation d'un processus d'évaluation semestriel des ressources humaines, basé sur le modèle SMART : objectifs Spécifiques, Mesurables, Atteignables, orientés Résultats en un Temps donné.

a - Rémunérations et avantages sociaux

Les salariés de DISTRISOFT MAROC S.A. sont payés sur une base mensuelle. Ils jouissent, en outre, d'une prime semestrielle, indexée sur la réalisation des objectifs.

De plus, l'ensemble des salariés bénéficie des avantages sociaux suivants :

- ▶ Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- ▶ Assurance Maladie auprès de la compagnie d'assurance AXA ;
- ▶ Assurance Mondiale Assistance ;
- ▶ Plan d'épargne retraite FUTURIS par capitalisation auprès de AXA Assurances.

b - Formation

Le personnel de DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie de programmes réguliers de formation prodiguée aussi bien en interne qu'en externe. Ces formations sont planifiées par la Direction Générale pour répondre aux besoins en formation exprimés par les collaborateurs et/ou identifiés par leur supérieur hiérarchique.

La formation en interne profite généralement aux chefs de produits ainsi qu'au reste de l'équipe commerciale.

En externe, les chefs de produits jouissent en outre de formations auprès des constructeurs partenaires de la société à l'occasion de la mise sur le marché d'un nouveau produit.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. prend en charge certaines formations effectuées auprès d'organismes privés pour le compte du personnel administratif et financier.

VI.2 - Moyens matériels et techniques

VI.2.1 - Système d'information

Le système d'information de DISTRISOFT MAROC S.A. est totalement intégré. Il est composé d'un réseau local géré par des serveurs sous MICROSOFT WINDOWS SERVER 2003. Il comprend un certain nombre d'applicatifs notamment :

- ▶ Un logiciel Entreprise Ressource Planning -ERP- pour la gestion de l'activité commerciale, logistique, comptable et financière : ERP NAVISION ;
- ▶ Une base de données clients ;
- ▶ Un ensemble d'outils de *reporting* et d'interrogations des données de production.

La mise en place dès 2001 d'un ERP de gestion, outil fondamental pour intégrer l'ensemble des fonctions opérationnelles de l'entreprise, a permis à tous les niveaux de l'organisation de disposer en temps réel de toute l'information nécessaire à la prise de décision.

Cette application a également permis la mise en place des outils d'optimisation et de contrôle suivants :

- ▶ Un suivi quotidien rigoureux de l'activité commerciale déclinée par revendeur, par marque et par produit ;
- ▶ Une gestion optimale des stocks : Suivi rigoureux des niveaux de stocks, obsolescence, gestion automatisée des codes barres pour le suivi des produits et leur numéro de série. Cette finesse dans le suivi des stocks est importante pour la Direction Commerciale et permet de déterminer des cotations de manière précise au regard des marges par affaire. Par ailleurs, toute atteinte du niveau de stock minimum sur un produit déclenche des commandes automatiques qui suivent un *process* de *workflow* et de validation intégrant l'ERP et le système de messagerie ;
- ▶ Un contrôle efficient du crédit clients : A tout moment et pour chaque revendeur, le système permet de connaître l'état de l'encours, de paramétrer les seuils de crédit et de bloquer toute commande supplémentaire par la force commerciale. Des procédures claires basées sur la fiabilité de l'information ont permis de revenir à des taux d'impayés jugés corrects par le management de DISTRISOFT MAROC S.A., le plus souvent régularisés, et de diminuer le nombre de dossiers en contentieux ;
- ▶ Un contrôle financier strict : le nouveau système de gestion permet le suivi rigoureux de la trésorerie, du risque de change et des marges analytiques ainsi que la réalisation d'arrêtés comptables à une fréquence trimestrielle.

En 2006, le management de DISTRISOFT MAROC S.A. a procédé à la migration vers la nouvelle version de NAVISION permettant l'amélioration du suivi des coûts et des marges et du contrôle des crédits clients.

La consultation et l'accès (droits de lecture et d'écriture) à chaque module de l'ERP (achats, stocks, crédits clients, etc.) sont gérés selon une base de données de profils d'utilisateurs et de codes d'accès ne pouvant être modifiés que dans le cadre d'une procédure visée par la Direction Générale.

En 2008, DISTRISOFT MAROC S.A. a accompagné le développement de son activité par la mise en œuvre d'un *Warehouse Management System* et par la mise en place d'un outil de gestion de la relation client.

VI.2.2 - Sites

L'année 2008 a vu la Société déménager son siège social et migrer vers une nouvelle plateforme logistique respectant les dernières normes internationales :

- ▶ Le premier abrite le siège social de la société au 3 Boulevard Ibn Sina - Casablanca. Il s'agit d'une villa sur 3 niveaux faisant l'objet d'un contrat de bail à usage de bureaux à compter de novembre 2007 ;
- ▶ Le second comprend une nouvelle plateforme logistique, située dans la zone « Atlantic Logistic » à Ain Sebâa Casablanca, avec une capacité de stockage d'environ 11 000 m³ et faisant l'objet d'un contrat de bail à usage de magasin à compter du mois d'avril 2008.

VI.2.3 - Politique d'investissement

En terme d'investissement, pour mieux accompagner son développement, DISTRISOFT MAROC S.A. a adopté une politique d'investissement, généralement, orientée vers la mise à niveau des outils et moyens de gestion.

Le rythme d'investissement de DISTRISOFT MAROC S.A. se présente comme suit :

K MAD	2006	2007	2008	Mode de financement
Immobilisation en non valeur	34	25	105	Trésorerie
Immobilisations incorporelles	106	-	606	Trésorerie
Matériel informatique	156	193	593	Trésorerie
Mobilier bureau	14	46	595	Trésorerie
Aménagement	73	8	3 781	Trésorerie
Matériel de transport	14	576	227	Trésorerie
TOTAL	397	848	5 907	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

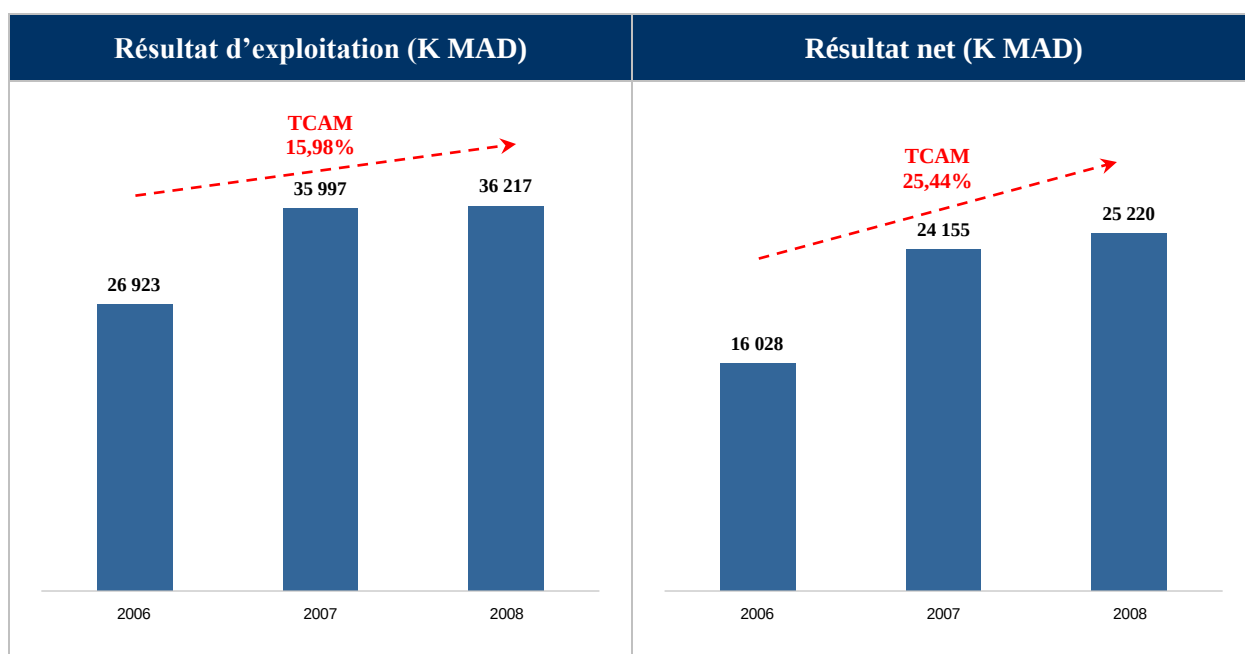
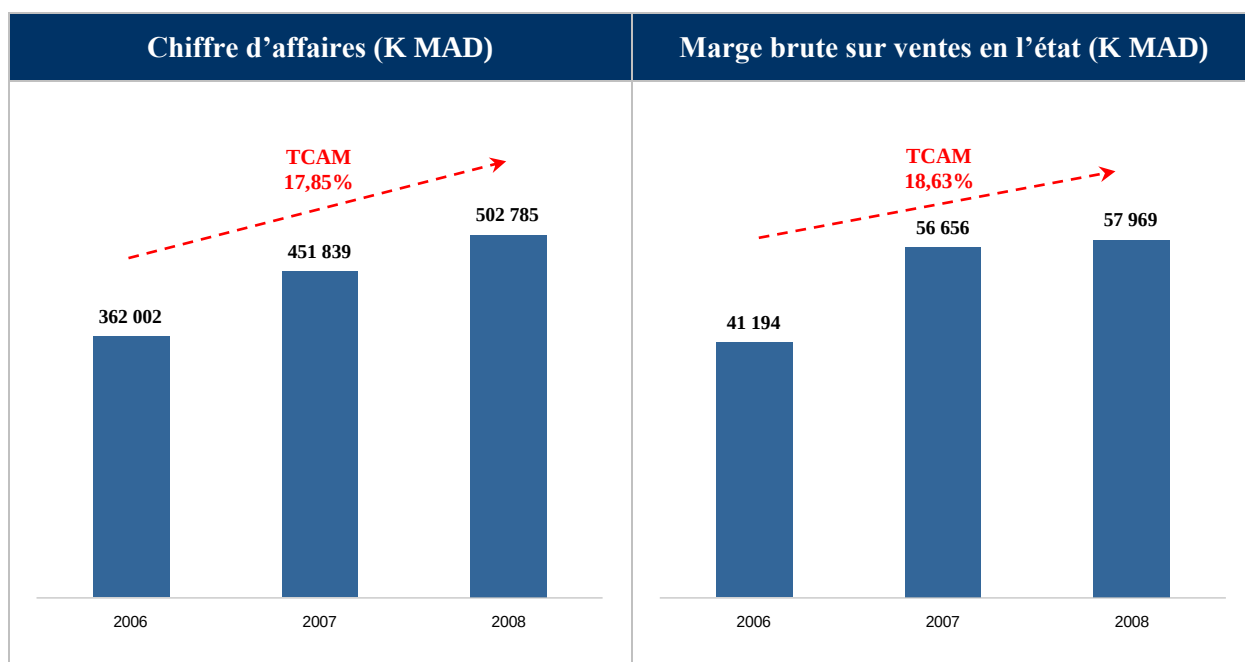
Sur la période 2006-2007, l'essentiel des investissements de DISTRISOFT MAROC S.A. est affecté au renouvellement du matériel informatique et à l'acquisition de matériel de transport.

En 2008, l'essentiel des investissements est affecté à l'aménagement du nouveau siège social de la Société et de la nouvelle plateforme logistique qui ont absorbé près de 64% du total des investissements de l'année. Les autres investissements ont permis d'accompagner le développement de DISTRISOFT MAROC S.A. via le renouvellement du mobilier de bureau et du matériel informatique, ainsi que l'acquisition de matériel de transport.

Les frais d'immobilisations incorporelles sont relatifs aux frais de développement de Navision (système ERP intégré) et du E-commerce (outil informatique destiné aux clients de DistriSoft Maroc S.A.).

SECTION VII - SITUATION FINANCIÈRE DE DISTRISOFT MAROC S.A.

VII.1 - Principaux indicateurs financiers



VII.2 - Analyse des principaux postes du bilan

ACTIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	2008	% total bilan	TCAM
Immobilisation en non-valeurs	70	0,04%	41	0,02%	98	0,03%	18,32%
Immobilisations incorporelles	185	0,11%	133	0,05%	617	0,19%	82,61%
Immobilisations corporelles	1 355	0,81%	2 592	0,95%	5628	1,75%	103,80%
Immobilisations financières	246	0,15%	768	0,28%	697	0,22%	68,27%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 856	1,11%	3 534	1,30%	7 039	2,19%	94,75%
. Stocks	30 774	18,48%	59 273	21,83%	63 921	19,90%	44,12%
. Clients et comptes rattachés	106 986	64,24%	167 587	61,72%	197 574	61,52%	35,89%
. Etat	16 820	10,10%	21 826	8,04%	27 245	8,48%	27,27%
. Autres débiteurs	1 299	0,78%	4 072	1,50%	14 565	4,54%	234,85%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	155 879	93,60%	252 756	93,09%	303 305	94,44%	39,49%
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	8 809	5,29%	15 224	5,61%	10 819	3,37%	10,82%
TOTAL GÉNÉRAL	166 544	100,00%	271 516	100,00%	321 163	100,00%	38,87%
PASSIF (K MAD)	2006	% total bilan	2007	% total bilan	2008	% total bilan	TCAM
. Capital social	33 361	20,03%	33 361	12,29%	50 042	15,58%	22,47%
. Prime d'émission, réserves et report à nouveau	27 649	16,60%	34 670	12,77%	27 399	8,53%	-0,45%
. Résultat de l'exercice	16 028	9,62%	24 155	8,90%	25 220	7,85%	25,44%
Capitaux propres	77 038	46,26%	92 186	33,95%	102 661	31,97%	15,44%
Capitaux propres assimilés	0	0,00%	1 500	0,55%	0	0,00%	n.s
Dettes de financement à M<	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	n.s
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	77 038	46,26%	93 686	34,50%	102 661	31,97%	15,44%
. Fournisseurs	39 320	23,61%	78 137	28,78%	58 120	18,10%	21,58%
. Comptes d'associés	0	0,00%	0	0,00%	27,99	0,01%	n.s
. Etat	23 287	13,98%	34 806	12,82%	36 811	11,46%	25,73%
. Autres créanciers	1 483	0,89%	2 424	0,89%	3 871	1,21%	61,56%
TOTAL PASSIF CIRCULANT	64 090	38,48%	115 367	42,49%	98 830	30,77%	24,18%
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	25 415	15,26%	62 463	23,01%	119 672	37,26%	117,00%
TOTAL GÉNÉRAL	166 544	100,00%	271 516	100,00%	321 163	100,00%	38,87%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'examen du bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. confirme la particularité du métier de distributeur. Il convient ainsi, de souligner les points suivants :

- ▶ Une prépondérance des postes du bas du bilan. En effet, en 2008, l'actif circulant représente 94,4% du total bilan et le passif circulant combiné à la trésorerie passif en monopolisent près de 68,0% ;
- ▶ A l'opposé, un poids très réduit des immobilisations nettes qui constituent 2,2% du total actif et un niveau de fonds propres de près d'un tiers du total bilan au titre de l'exercice 2008 (32,0% du total bilan) ;
- ▶ La société n'a pas recours à l'endettement à moyen et long terme depuis 2003.

En outre, l'examen du bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. fait ressortir les points suivants :

VII.2.1 - Analyse de l'actif

a - Actif immobilisé

En 2007, l'actif immobilisé augmente de 90% pour une valeur de M MAD 3,5 suite à l'augmentation des immobilisations corporelles de 91,27% par rapport à l'exercice 2006, compte tenu des investissements de l'exercice. En effet cette évolution tient essentiellement aux aménagements des nouveaux sites de DISTRISOFT MAROC S.A. (transfert effectué lors du premier semestre 2008 du siège social et la nouvelle plate forme logistique) et aux cautions sur les contrats de bail. Par ailleurs, la hausse des immobilisations financières entre l'exercice 2006 et l'exercice 2007 (+ M 0,5 MAD) s'explique principalement par les garanties et les cautions données pour le nouveau siège social et la plateforme logistique.

L'essentiel des investissements relatifs à (i) la mise en place du système d'information et (ii) l'aménagement des dépôts ont été réalisés avant 2004.

En 2008, le total de l'actif immobilisé augmente fortement, passant du simple au double par rapport à 2007 et se stabilisant à M MAD 7,0. Cette augmentation provient des aménagements effectués d'une part pour le nouveau siège du groupe et d'autre part pour la nouvelle plateforme logistique. En effet, près de M MAD 4,1 de mobilier, matériel de bureau et aménagements ont été acquis en 2008 par la Société.

L'augmentation des frais préliminaires de 140% entre 2007 et 2008 est liée aux frais relatifs à l'augmentation de capital réalisée en janvier 2008 (incorporation de la prime d'émission et d'une partie des réserves).

L'augmentation des immobilisations incorporelles de 365% est liée à la mise en place de E-commerce (outil destiné aux clients de Distrisoft Maroc S.A).

b - Actif circulant

L'actif circulant représente plus de 94,4% du total bilan en 2008. Son évolution laisse apparaître une appréciation de 20,0% à M MAD 303,3 par rapport à 2007.

L'évolution de l'actif circulant de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2008, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

i) Stocks :

Le stock de marchandises est composé pour l'essentiel, de matériel informatique, de logiciels et de licences nominatives.

Le stock en cours est composé de marchandises facturées avant le 31 décembre, mais réceptionnées par DISTRISOFT MAROC S.A. en janvier de l'année qui suit.

Pour les articles physiques et les licences, la valorisation des stocks est effectuée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré (CMUP), basée sur le coût d'achat majoré des droits de douanes, des frais de transit et des frais de transport.

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM06-08
Stock brut	32 189	63 033	95,82%	66 238	5,08%	43,45%
Stock de marchandises	26 613	56 916	113,87%	64 636	13,56%	55,84%
Stock en cours de route	5 576	6 117	9,70%	1 602	-73,81%	-46,40%
Provisions pour dépréciation	1 415	3 760	165,72%	2 318	-38,35%	27,99%
Total net	30 774	59 273	92,61%	63 920	7,84%	44,12%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2007, la valeur totale du stock net a progressé de 92,6% évoluant de M MAD 30,7 en 2006 à M MAD 59,3 à la fin de l'exercice 2007. Cette forte progression s'explique principalement par l'augmentation du stock de marchandises qui a plus que doublé entre les exercices 2006 et 2007 compte tenu de la croissance de l'activité et de l'intégration de nouvelles cartes. En effet cette évolution du stock brut s'explique par l'effet conjugué de (i) la constitution de stock importants en 2007 et (ii) les livraisons de matériels réalisées au début de l'année 2007 pour compenser les retards de livraisons à la fin de l'exercice 2006 (retards liés aux problèmes logistiques et de livraisons).

En 2008, l'augmentation des stocks est plus contenue, parallèlement à celle de l'activité, avec une croissance de 7,84%.

ii) Clients et comptes rattachés

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Clients et comptes rattachés	113 454	175 115	54 ,35%	205 523	17,36%	34,59%
Cumul des provisions pour dépréciation des clients et comptes rattachés	6 468	7 528	16,37%	7 949	5,59%	10,86%
Total net	106 986	167 587	56,64%	197 574	17,89%	35,89%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le poste clients et comptes rattachés exprimé en brut totalise, en 2007, un montant de M MAD 175,11, soit une progression de 54,35 % par rapport à 2006 compte tenu de la progression de l'activité de DISTRISOFT MAROC S.A.

Pour leur part, les provisions⁴³ pour dépréciation augmentent de 16,37 % à M MAD 7,5, contre près de M MAD 6,5 en 2006.

A fin décembre 2007, le total créances douteuses hors taxes de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève à près de M MAD 11,8 pour un chiffre d'affaires de M MAD 451,8.

En 2008, le poste clients et comptes rattachés augmente de 17,36% à M MAD 205,5 principalement en conséquence du développement de l'activité. Le cumul des provisions pour dépréciation des clients et comptes rattachés augmente quant à lui de 5,59% à M MAD 7,9.

43 La politique de provisionnement de DISTRISOFT MAROC S.A. consiste en la couverture totale de la créance dès lors que cette dernière est jugée douteuse. Il convient de signaler que pour les grands comptes de la société, cette dernière fait appel à la société d'assurance des crédit clients - EULER HERMES ACMAR qui couvre la créance à une certaine proportion, le reliquat non couvert est provisionné par DISTRISOFT MAROC S.A.

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Chiffre d'affaires	362 001	451 839	24,82%	502 785	11,28%	17,85%
Montant des créances douteuses (1)	8 091	11 770	45,47%	9 479	-19,46%	8,24%
Proportion du chiffre d'affaires	2,23%	2,60%	-	1,9%	-26,92%	-7,70%
Montant des provisions (2)	6 468	7 528	16,39%	7 949	5,59%	10,86%
Taux de couverture (2/1)	80,00%	63,96%	-	83,85%	-	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le taux de couverture s'établit sur toute la période 2006-2008 à près de 75,94% en moyenne du fait que DISTRISOFT MAROC S.A. a souscrit, en 2004, une police d'assurance risque client auprès d'Euler Hermes ACMAR. Par conséquent, la société provisionne la créance à hauteur du montant non couvert par celle-ci.

En 2008, le taux de couverture a atteint 83,85%.

iii) Etat

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
TVA récupérable sur immobilisations	35	159	354,29%	319	100,63%	201,90%
TVA récupérable sur les charges	7 815	10 113	29,40%	19 663	94,43%	58,62%
TVA récupérable sur achats à l'étranger	1 210	1 597	31,98%	1 302	-18,47%	3,73%
TVA sur opérations bancaires	22	43	95,45%	89	106,98%	101,13%
Crédit de TVA	7 737	9 914	28,14%	5 872	-40,77%	-12,88%
K MAD	16 819	21 826	29,77%	27 245	24,83%	27,28%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Au 31 décembre 2007, le poste Etat est en progression de près de 30% et s'établit à M MAD 21,8 à la fin de l'exercice. Cette évolution est notamment due à la croissance (i) du poste TVA récupérable sur les charges qui augmente de M MAD 2,3 (+29,4%) entre les deux exercices et (ii) du poste crédit de TVA (+28,14% soit + M MAD 2,2).

En 2008, la progression du poste Etat est de près de 25% notamment à cause de l'augmentation de la TVA récupérable sur les charges (+94,4%) et ce malgré la baisse de 40,8% du crédit de TVA.

VII.2.2 - Analyse du passif

a - Financement permanent

En 2007, les capitaux permanents progressent de 21,6% par rapport à 2006, pour s'établir à près de M MAD 93,7 compte tenu de l'amélioration de la capacité bénéficiaire de DISTRISOFT MAROC S.A. (résultat net 2007 : M MAD 24,2).

Les capitaux propres assimilés de M 1,5 MAD à la fin de l'exercice 2007 (montant nul au 31 décembre 2006) correspondent aux provisions pour investissement.

En 2008, l'amélioration du résultat net 2008 à M MAD 25,2 entraîne une progression de 9,58% des capitaux permanents à M MAD 102,7. A noter également l'augmentation du capital social de 16 680,6 KMAD par incorporation de la prime d'émission de M MAD 16,6 et une partie des autres réserves.

b - Passif circulant hors trésorerie

La part du passif circulant dans le total bilan s'établit en moyenne à 37,25% sur les trois derniers exercices. Cette masse du bilan totalise des montants de M MAD 115,4 en 2007 et de M MAD 98,8, soit une évolution de -14,33% entre les deux exercices.

L'évolution du passif circulant de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2008, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

i) Fournisseurs

Sur la période 2006-2008, le poste fournisseurs se présente comme suit :

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Fournisseurs locaux	5 048	12 778	153,13%	16 245	27,13%	79,39%
Fournisseurs étrangers	32 005	63 470	98,31%	38 231	-39,77%	9,29%
Fournisseurs effets à payer	803	534	-33,50%	939	75,84%	8,14%
Fournisseurs factures non parvenues	1 461	1 354	-7,32%	2 705	99,78%	36,07%
Total Fournisseurs	39 319	78 136	98,72%	58 120	-25,62%	21,58%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le poste Fournisseurs a connu une forte progression (+98,72%) entre les exercices 2006 et 2007 sous l'effet conjugué de (i) l'évolution des fournisseurs locaux (+153,1% à M MAD 12,8) et (ii) la croissance des fournisseurs étrangers (+98,3% à M MAD 63,5). Le poste Fournisseurs atteint au 31 décembre 2007 plus de M MAD 78,1 en liaisons avec la progression du poste Stock, compte tenu de l'accroissement de l'activité et la constitution de stock par la Société.

En 2008, le poste Fournisseurs est ramené à M MAD 58,1, soit une progression de -25,6% par rapport à l'exercice 2007. Cette progression s'explique principalement par la baisse des fournisseurs étrangers qui atteignent M MAD 38,2, soit une évolution de -39,8%.

En 2008, le poste fournisseurs étrangers a diminué de près de 40% pour atteindre M MAD 38, soit un niveau « normatif » par rapport à l'exercice 2006 (M MAD 32). En effet, le niveau exceptionnel de l'année 2007 est à mettre en parallèle avec l'opération réalisée la même année avec le ministère de la Justice.

ii) Autres créanciers

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Clients créditeurs	0	0	N/A	0	N/A	N/A
Personnel	31	27	-12,90%	30	11,11%	-1,63%
Organismes sociaux	179	216	20,67%	234	8,33%	14,34%
Etat	23 287	34 806	49,47%	36 811	5,76%	25,73%
Compte d'associés	-	-	N/A	28	N/A	N/A
Autres créances	0	0	N/A	833	N/A	N/A
Comptes de régularisation passif	92	296	221,74%	508	71,62%	134,98%
Autres provisions pour risques et charges	1 086	1 478	36,10%	1 619	9,54%	22,10%
Ecarts de conversion - passif	95	407	328,42%	647	58,97%	160,97%
Total autres créanciers	24 770	37 230	50,30%	40 710	9,35%	28,20%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Sur la période 2006-2008, comme en témoigne la ventilation ci-dessus, le poste Etat contribue à près de 92,6% en moyenne dans la composition des autres créanciers.

Les autres créances pour un montant de 833 KDhs en 2008 correspondent au décalage intervenant dans le cadre du programme de rachat DISTRISOFT. En effet, les actions rachetées aux alentours du 31 décembre sont souvent livrées quelques jours plus tard, impliquant l'enregistrement d'une créance équivalente aux actions payées non livrées.

Par ailleurs, le compte d'associés atteint KMAD 28 à la fin de l'exercice 2008.

KDh	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Taxes urbaines, d'édilité	1	2	100%	1	-50,00%	0,00%
Patente	620	825	33,06%	1 372	66,30%	48,76%
IR	138	158	14,49%	175	10,76%	12,61%
Impôt sur les résultats	2 172	2 918	34,34%	-347	-111,89%	-
TVA facturée	19 392	29 763	53,49%	34 983	17,54%	34,31%
TVA due ⁴⁴	642	760	18,38%	418	-45,00%	-19,31%
Etat, retenue à la source	321	380	18,38%	209	-45,00%	-19,31%
Total Etat créditeur	23 287	34 806	49,48%	36 811	5,76%	25,73%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En 2007, le poste Etat augmente de 49,5% et atteint M MAD 34,8 à la fin de l'exercice principalement à cause du poste TVA facturée qui progresse de près de M MAD 10,4 et atteint désormais M MAD 29,7 au 31 décembre 2007.

En 2008, le poste Etat enregistre une hausse de 5,76% à M MAD 36,8.

c - Trésorerie passif

La ventilation et l'évolution du poste trésorerie passif sur la période 2006-2008, se présente comme suit :

KDh	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Crédit de trésorerie	22 359	60 000	168,35%	68 284	13,81%	74,76%
Facilité de caisse	3 056	2 463	-19,40%	51 388	1986,41%	310,07%
Total Trésorerie passif	25 415	62 463	145,77%	119 672	91,59%	117,00%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le poste crédit de trésorerie constate les montants des refinancements, auprès des fournisseurs étrangers, courus et non encore échus à la date de clôture, auprès de ATTIJARIWAFABANK, de la BMCI et de la BMCE BANK.

En 2006, la trésorerie passif s'élève à M MAD 25,4. L'entreprise a principalement recours au crédit de trésorerie pour financer ses besoins court terme. Au 31 décembre 2006, le crédit de trésorerie représente près de 88% de la trésorerie passif. Durant la même année, DISTRISOFT MAROC S.A. a levé un montant total de billets de trésorerie de M MAD 78,0.

Au 31 décembre 2007, le montant de la trésorerie passif atteint M MAD 62,4 et est principalement constitué de crédit de trésorerie (M MAD 60,0 au 31 décembre 2007 dont M MAD 40 de placement de Billets de Trésorerie pour servir les besoins du premier semestre 2008).

Enfin, au 31 décembre 2008, le montant de la trésorerie passif atteint M MAD 119,7 et est constitué à 57,1% de crédit de trésorerie pour un montant de M MAD 68,3 dont M MAD 60 de placement de Billets de Trésorerie. La trésorerie Passif représente 37,3% du total passif en 2008.

Le montant de la facilité au 31 décembre 2008 atteint M MAD 51 compte tenu de l'augmentation du plafond du programme de Billets de Trésorerie de la Société afin de faire face à l'évolution d'activité.

Il convient de noter que le plafond des lignes à court terme, dont bénéficie DISTRISOFT MAROC S.A., et qui sont contractées auprès de ATTIJARIWAFABANK, BMCI, BMCE BANK et la SOCIETE GENERALE se présentent comme suit :

⁴⁴ Ce poste enregistre la TVA facturée sur les ventes réalisées au Maroc par les sociétés étrangères domiciliées auprès de DISTRISOFT Maroc.

- ▶ Découvert : M MAD 62,5 ;
- ▶ Refinancements en devises : M MAD 36
- ▶ Et, SBLC⁴⁵ : M MAD 10.

⁴⁵ La Stand By Letter of credit ou lettre de crédit *stand-by* est un engagement irrévocable d'une banque de payer son bénéficiaire (exportateur) en cas de défaillance du donneur d'ordre (importateur).

VII.3 - Analyse des soldes intermédiaires de gestion

Le tableau suivant reprend les données du compte de produits et charges pour les exercices clos au 31 décembre 2006, 2007 et 2008.

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Ventes de marchandises en l'état	360 494	450 964	25,10%	501 870	11,29%	17,99%
Achats revendus de marchandises	319 300	394 307	23,49%	443 901	12,58%	17,91%
Marge brute sur ventes en l'état	41 194	56 657	37,54%	57 969	2,31%	18,63%
Production de l'exercice	1 508	874	-42,04%	914	4,57%	-22,10%
Ventes de biens et services produits	1 508	874	-42,04%	914	4,57%	-22,10%
Consommation de l'exercice	5 997	5 832	-2,75%	7 707	32,14%	13,36%
Achats consommés de matières et fournitures	1 410	601	-57,38%	1 196	99,00%	-7,89%
Autres charges externes	4 587	5 231	14,04%	6 510	24,46%	19,14%
Valeur ajoutée	36 705	51 699	40,85%	51 177	-1,01%	18,08%
Impôts et taxes	456	435	-4,61%	736	69,19%	27,08%
Charges de personnel	9 868	10 880	10,26%	14 149	30,05%	19,75%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	26 380	40 384	53,09%	36 291	-10,14%	17,29%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	3 212	2 000	-37,73%	5 897	194,87%	35,50%
Dotation d'exploitation	2 668	6 388	139,43%	5 971	-6,52%	49,61%
Résultat d'exploitation	26 923	35 996	33,70%	36 217	0,61%	15,98%
Résultat financier	-1 046	-1 506	43,98%	-1 925	27,79%	35,64%
Résultat courant	25 878	34 490	33,28%	34 292	-0,57%	15,12%
Résultat non courant	-1825	-1 398	-23,40%	-481	-65,60%	-48,67%
Impôts sur les sociétés	8 024	8 937	11,38%	8 592	-3,87%	3,48%
Résultat net de l'exercice	16 028	24 155	50,71%	25 220	4,41%	25,44%
Capacité d'autofinancement	16177	26 231	62,15%	25 139	-4,16%	24,66%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

a - Marge brute sur ventes en l'état

K MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Ventes de marchandises en l'état (1)	360 494	450 964	25,10%	501 870	11,29%
Ventes de biens et services produits (2)	1 508	875	-41,98%	914	4,46%
Chiffre d'affaires (1) + (2)	362 002	451 839	24,82%	502 785	11,28%
Achats revendus de marchandises (3)	319 300	394 308	23,49%	443 901	12,58%
Marge brute sur ventes en l'état (1) – (3)	41 194	56 656	37,53%	57 969	2,31%
Taux de marge brute sur ventes en l'état⁴⁶	11,4%	12,56%	+1,2 pts	11,55%	-1,0 pts

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Exerçant une activité de négoce, la quasi-totalité du chiffre d'affaires généré par DISTRISOFT MAROC S.A. émane des ventes de marchandises en l'état.

En 2006, les revenus de DISTRISOFT MAROC S.A. poursuivent leur évolution et atteignent à fin décembre M MAD 362,0. Cette hausse de 31,3% découle notamment du renforcement du segment des PC et serveurs de 43,8%.

Dans cette même lignée, et profitant d'une évolution maîtrisée des achats revendus de marchandises (+32,8% à M MAD 319,3) et d'un *mix-produit* favorisant les cartes à fortes marges, la marge brute sur ventes en l'état ressort améliorée de 21,6% à M MAD 41,2.

Au terme de l'exercice 2007, La société réalise un chiffre d'affaires de M MAD 451,8, en hausse de 24,82% par rapport à 2006, compte tenu de l'intégration des nouvelles cartes DELL et FUJITSU Siemens et de la signature du contrat de distribution des produits nippons BROTHERS. Les achats revendus de marchandises progressent selon un rythme légèrement inférieur à celui du chiffre d'affaires entre 2006 et 2007 (+23,49% pour les achats vs. +24,82% pour le chiffre d'affaires). Par conséquent, le taux de marge brute s'améliore de 1,2 point, pour s'établir à 12,6%.

Enfin, en 2008, la société a réalisé un chiffre d'affaires de M MAD 502,8 ; en hausse de 11,28%, notamment grâce à la nouvelle carte d'Infocus. Le taux de marge brut quant à lui baisse d'un point pour revenir à un niveau comparable à celui de 2006, à 11,55%.

b - Production de l'exercice

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Production de l'exercice	1 508	874	-42,04%	914	4,57%	-22,15%
Ventes de biens et services produits	1 508	874	-42,04%	914	4,57%	-22,15%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Constituée uniquement des ventes de biens et services produits, la production comprend principalement, des prestations de facturation fournie à titre ponctuel pour le compte de Microsoft Ireland.

Le poste s'améliore de 7,7% à fin 2006 puis recule de 42,04% en 2007 pour s'établir à M MAD 0,9 à la fin de l'exercice. En 2008, le poste atteint K MAD 914, soit une progression de 4,57% par rapport à l'année précédente.

La contribution des ventes de biens et services produits au chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2006-2008, reste très limitée.

⁴⁶ Marge brute sur ventes en l'état / Ventes de marchandises en l'état

c - Consommation de l'exercice

La consommation de l'exercice se détaille comme suit :

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Achats consommés de matières et fournitures	1 410	601	-57,38%	1 196	99,00%	-7,90%
Achats non stockés de matières et fournitures	396	447	12,88%	663	48,32%	29,39%
Achats de travaux et études	1 014	154	-84,81%	533	246,10%	-27,50%
Autres charges externes	4 587	5 231	14,04%	6 510	24,45%	19,13%
Locations et charges locatives	816	1 002	22,79%	1 617	61,38%	40,77%
Redevances de crédit bail	186	230	23,66%	376	63,48%	42,18%
Entretien et réparations	241	199	-17,43%	295	48,24%	10,64%
Primes d'assurances	637	565	-11,30%	579	2,48%	-4,66%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires et du personnel extérieur à l'entreprise	280	250	-10,71%	282	12,8%	0,36%
Déplacements, missions et réceptions	533	664	24,58%	581	-12,50%	4,41%
Transport et Reste du poste autres charges externes	1 894	2 322	22,60%	2 780	19,72%	21,15%
Consommation de l'exercice	5 998	5 831	-2,78%	7 706	32,16%	13,35%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2006-2008, la consommation de DISTRISOFT MAROC S.A. est principalement constituée des autres charges externes, lesquelles représentent en 2008 près de 84,5% de la consommation totale.

Au terme de l'année 2006, le niveau des consommations est resté sensiblement identique par rapport à l'exercice précédent soit M MAD 6,0. Les autres charges externes, qui s'élèvent à M MAD 4,5 en 2006, sont essentiellement composées des postes (i) locations et charges locatives, (ii) publicité, publication et RP, et (ii) frais postaux et télécoms pour un montant global de M MAD 2,3.

En 2007, la hausse des charges locatives (+M MAD 0,2) est liée à la location durant deux mois du nouveau siège social et de l'ancien siège (correspondant à la période d'aménagement du nouveau siège social). Par ailleurs, la baisse des primes d'assurances entre les deux exercices s'explique par les efforts entrepris par la Société pour diminuer ses primes.

Malgré la hausse de l'activité, DISTRISOFT MAROC S.A. a réussi à réduire le niveau de consommation de l'exercice 2007 de près de 2,8%. Les consommations de l'exercice s'établissent ainsi à M MAD 5,8 (vs. M MAD 6,0 en 2006) et sont principalement constituées du reste du poste autres charges externes (Publicité, RP, etc.).

En 2008, les achats consommés de matières et fournitures augmentent de 99% et s'établissent à K MAD 1 196 tandis que les autres charges externes enregistrent une évolution plus contenue de 24,45% pour atteindre M MAD 6,5, notamment en conséquence de l'augmentation des charges de transport et des autres charges externes, et de la hausse des charges locatives.

d - Valeur ajoutée

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Chiffre d'affaires	362 002	451 840	24,82%	502 785	11,28%	17,85%
Marge brute sur ventes en l'état	41 194	56 656	37,53%	57 969	2,32%	18,63%
Production de l'exercice	1 508	875	-41,98%	914	4,46%	-22,15%
Consommation de l'exercice	5 998	5 832	-2,77%	7 707	32,15%	13,35%
Valeur ajoutée	36 705	51 699	40,85%	51 177	-1,01%	18,08%
Taux de valeur ajoutée (VA/CA)	10,14%	11,44%	-	10,18%	-	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2006-2008, la valeur ajoutée de DISTRISOFT MAROC S.A. marque une évolution de près de 18,08% par an en moyenne pour s'élever à M MAD 51,2 en fin de période.

Les comptes de DISTRISOFT MAROC S.A. laissent apparaître en 2006 une valeur ajoutée appréciée de 25,75%, profitant de :

- L'amélioration de 21,58% à M MAD 41,2 de la marge brute sur ventes en l'état ;
- La progression de 7,71% à M MAD 1,5 de la production de l'exercice.
- La baisse de la consommation de l'exercice de 1,54% à près de M MAD 6,0.

Lors de l'exercice 2007, la valeur ajoutée de DISTRISOFT MAROC S.A s'est appréciée de 40,85% (vs. une progression de 24,82% pour le chiffre d'affaires) pour atteindre M MAD 51,7 à la fin de l'année.

La progression plus rapide de la valeur ajoutée par rapport à celle de l'activité, fait gagner au taux de valeur ajoutée (VA/CA) plus de 1 points. Ce dernier atteint le taux de 11,44 % à la fin de l'année 2007.

En 2008, l'augmentation du chiffre d'affaires de la Société (+11,28%) n'a pas été accompagnée par une augmentation de la valeur ajoutée (-1,01%). De ce fait, le taux de valeur ajoutée revient à des niveaux comparables à ceux de 2006 à 10,18%.

e - Excédent brut d'exploitation

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Valeur ajoutée	36 705	51 699	40,85%	51 177	-1,01%	18,08%
Impôts et taxes	456	435	-4,61%	736	69,20%	27,04%
Charges de personnel	9 868	10 880	10,26%	14 150	30,05%	19,75%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	26 380	40 384	53,09%	36 291	-10,13%	17,29%
Marge brute d'exploitation (EBE/CA)	7,29%	8,94%	-	7,22%	-	-
Ratio de productivité (VA/Charges de personnel)	3,72	4,75	-	3,62	-	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Entre 2006 et 2008, l'Excédent Brut d'Exploitation -EBE- de DISTRISOFT MAROC S.A. inscrit une hausse annuelle moyenne de 17,29% pour se fixer, *in fine*, à M MAD 36,3.

A fin 2006, DISTRISOFT MAROC S.A. dégage un EBE de près de M MAD 26,4, en progression de 30,85%. Son évolution émane principalement de la hausse de 25,8% de la valeur ajoutée à M MAD 36,7, diminuée toutefois du poids des charges de personnel qui progressent de 14,5% à M MAD 9,9. Rappelons à ce stade, qu'en 2006, la société a de nouveau étoffé son effectif via le recrutement de 8 personnes pour faire face à l'évolution de son activité, portant ainsi le ratio de productivité à 3,72. De ce fait, la marge brute d'exploitation ressort en quasi stagnation à 7,29%.

L'Excédent Brut d'Exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. atteint à la fin de l'exercice 2007 près de M MAD 40,4, soit une progression de 53,09% par rapport à l'exercice précédent (grâce à la progression de l'activité et à la maîtrise des charges d'exploitation). Les charges de personnel progressent de M MAD 1 (soit 10,26% de croissance) entre 2006 et 2007. Au final, la marge brute d'exploitation augmente de plus de 1,65 points soit près de 8,94%.

En 2008, DISTRISOFT MAROC S.A enregistre un Excédent Brut d'Exploitation en baisse de 10,13% à M MAD 36,3, malgré une valeur ajoutée stable entre 2007 et 2008. Cette progression s'explique par l'augmentation de 30,05% des charges de personnel, suite à la mise en place d'un département de transit au niveau de la logistique, de la mise en place d'un département de Télévente, et à la mise en place de deux nouvelles directions.

La marge brute d'exploitation atteint ainsi 7,22% à la fin 2008, soit un recul de 1,72 points par rapport à l'exercice précédent (8,94%)

f - Résultat d'exploitation

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Excédent Brut d'Exploitation EBE	26 380	40 384	53,09%	36 291	-10,13%	17,29%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	3 212	2 000	-37,73%	5 897	194,87%	35,50%
Dotations d'exploitation	2 668	6 388	139,43%	5 971	-6,52%	49,61%
Résultat d'exploitation	26 924	35 996	33,69%	36 217	0,61%	15,98%
Marge opérationnelle (Résultat d'exploitation/CA)	7,44%	7,97%	-	7,20%		

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. enregistre une évolution annuelle moyenne de 15,98% entre 2006 et 2008, passant de M MAD 26,9 à M MAD 36,2 en fin de période.

- Au terme de l'exercice 2006, le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. s'apprécie de 52,8%, atteignant près de M MAD 27. Cette évolution provient exclusivement de la hausse de 30,9% de l'excédent brut d'exploitation, des reprises d'exploitation (13,7%) et la baisse des dotations aux amortissements (50,3%)

Rapporté au chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation fait ressortir une marge opérationnelle de 7,44%, en amélioration de 1 point comparativement à 2005.

En matière de provisionnement, la société procède comme suit :

- Pour les primes du deuxième semestre et les congés payés, par application du principe de spécialisation des exercices, DISTRISOFT MAROC S.A. provisionne leurs montants au cours de l'exercice et annule l'écriture par la passation d'une reprise pour le même montant l'exercice suivant ;
- Pour les clients douteux, la société provisionne la totalité de la créance dès lors qu'elle est déclarée en contentieux et ce à hauteur du montant non couvert par l'assurance EULER HERMES ACMAR ;
- Enfin, la société provisionne les stocks en fonction d'une comparaison entre le coût d'entrée (CMUP) et la valeur économique de la marchandise. L'exercice suivant, DISTRISOFT MAROC S.A. annule la provision comptabilisée par la constatation d'une reprise du même montant et provisionne à nouveau son stock en fonction de sa valeur économique.

Le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. atteint au 31 décembre 2007 près de M MAD 36 enregistrant ainsi une progression de plus de 33,7% par rapport à l'année 2006. Cette évolution s'explique notamment par la hausse de l'excédent brut d'exploitation de 53,1%: Il est cependant à noter que la rentabilité d'exploitation de DISTRISOFT MAROC a été négativement impactée par la hausse des dotations d'exploitation (+139% entre 2006 et 2007 soit + M MAD 3,7) compte tenu d'une provision importante sur le risque clients et sur les stocks compte tenu de la progression de l'activité et la rotation des articles commercialisés par DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2008, le résultat d'exploitation de la Société est quasiment stable par rapport à 2007 à M MAD 36,2 du fait de l'augmentation des reprises d'exploitation compensée par la baisse de l'Excédent Brut d'Exploitation. De ce fait, la marge d'exploitation atteint 7,20%.

g - Résultat financier

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
Produits financiers	1 812	1 214	-33,00%	3 283	170,43%	34,60%
Gains de change	1 136	839	-26,14%	2 928	248,99%	60,54%
Intérêts et autres produits financiers	435	278	-36,09%	273	-1,80%	-20,78%
Reprises financières	241	97	-59,75%	82	-15,46%	-41,67%
Charges financières	2 859	2 720	-4,86%	5 207	91,43%	34,95%
Charges d'intérêts	1 889	2 017	6,78%	3 313	64,25 %	32,43%
Pertes de change	873	622	-28,75%	1 675	169,29%	38,52%
Dotations financières	97	81	-16,49%	219	170,37%	50,26%
Résultat financier	-1 046	-1 506	43,98%	-1 925	27,82%	35,66%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'accroissement des charges d'intérêts de 6,78% et des pertes de changes (28,75%) entre 2006 et 2007 liées au financement du besoin en fonds de roulement par des crédits à court terme ont contribué à la baisse du résultat financier qui s'est déprécié de M MAD 0,5.

En 2007, les produits financiers de DISTRISOFT MAROC S.A. ont régressé de 33% et s'établissent à M MAD 1,2 à la fin de l'exercice. Cette évolution s'explique par l'effet conjugué de (i) la diminution des gains de change (-M MAD 0,3) et (ii) des intérêts et autres produits financiers (- M MAD 0,3, essentiellement due à la non facturation de certains intérêts liés aux retards de paiement des clients).

En 2008, le résultat financier s'établit à M MAD -1,9. L'augmentation des produits financiers provient principalement des gains de change due à la tendance favorable des cours du dollar. Par ailleurs, les dotations financières concernent les écarts de conversion des fournisseurs étrangers au 31/12/2008. Ce poste a augmenté de 170% entre 2007 et 2008.

Les charges d'intérêts évoluent de plus de 64% entre 2007 et 2008 pour atteindre près de M MAD 3,3 à la fin de l'exercice 2008. Cette évolution s'explique par la hausse des besoins de financement liés notamment au programme de rachat d'actions DISTRISOFT qui a mobilisé près de 12 M MAD.

h - Résultat net

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var	TCAM
Résultat courant	25 878	34 490	33,28%	34 292	-0,57%	15,11%
Résultat non courant	-1 825	-1 398	-23,40%	-481	-65,60%	-48,66%
Impôts sur les sociétés	8 024	8 937	11,38%	8 592	-3,87%	3,48%
Résultat net de l'exercice	16 028	24 155	50,71%	25 220	4,41%	25,44%
Marge nette (Résultat net/CA)	4,43%	5,35%		5,02%		

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le déficit du résultat non courant en 2006, qui atteint M MAD 1,8, est essentiellement du aux charges exceptionnelles liées aux frais de l'opération d'introduction en bourse (M MAD 2,5 environ).

Le déficit du résultat non courant en 2007 est du a une dotation non courante aux amortissements et provisions pour un montant (il s'agit de provisions pour investissement) de M MAD 1,5.

En 2008, le résultat non courant provient au niveau des produits de la reprise concernant une provision d'investissement, tandis que les charges sont dus au programme de rachat de DISTRISOFT MAROC S.A.

La dotation non courante d'un montant de M MAD 1,7 correspond à la provision relative aux titres achetés dans le cadre du programme de rachat de Distrisoft Maroc S.A de ses propres actions à un prix supérieur au cours à la clôture des comptes.

Le résultat net atteint à fin 2007 plus de M MAD 24, soit une croissance de 50,71% par rapport à 2006 (M MAD 16,0 à fin 2006) grâce la progression du chiffre d'affaires et à la maîtrise des charges d'exploitation.

Sous l'impulsion de la croissance du résultat courant, la capacité bénéficiaire de DISTRISOFT MAROC S.A. affiche un TCAM de 25,44%, sur la période étudiée 2006-2008 pour se monter à M MAD 25,2 en 2008, contre M MAD 16,0 deux ans auparavant. La marge nette s'établit par conséquent à 5,02% en 2008 et reste relativement stable par rapport à l'exercice précédent (5,35% à fin 2007).

i - Autofinancement

K MAD	2006	2007	Var%	2008	Var%	TCAM
1- Capacité d'autofinancement	16 177	26 231	62,15%	25 139	-4,16%	24,66%
2- Distribution de bénéfices (dividendes)	5 500	9 007	63,76%	14 745	63,70%	63,73%
Autofinancement (1-2)	10 677	17 224	61,32%	10 395	-39,65%	-1,33%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Au terme de l'exercice 2006, la performance du résultat net (+59,8% à M MAD 16) se trouve retranscrite au niveau de la capacité d'autofinancement, laquelle atteint M MAD 16,2, soit une appréciation de 56,38%.

Compte tenu d'une distribution de dividendes contenue à M MAD 5,5, l'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève à M MAD 10,7, en hausse de 65,66% comparativement à son niveau de 2005.

Le niveau de résultat net dégagé en 2007 permet à la capacité d'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A de progresser de plus de 62,15% entre 2006 et 2007 pour atteindre M MAD 26,2 à la fin de l'année. Suite à une distribution de dividende de M MAD 9, l'autofinancement de l'entreprise atteint M MAD 17,2, soit une croissance de plus de 167% depuis 2005.

Enfin, en 2008, la capacité d'autofinancement reste globalement stable à M MAD 25,1 contre M MAD 26,2 un an auparavant. La distribution de dividendes pour un montant de M MAD 14,7 entraine une baisse de 39,65% de l'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A. à M MAD 10,4.

VII.4 - Analyse du tableau de financement

K MAD	2006		2007		2008	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<u>I- Ressources stables</u>						

. Autofinancement		10 677		17 224		10 395
. Cessions et réductions d'immobilisations		1				98
. Augmentation des capitaux propres et assimilés		19 999				
. Augmentation des dettes financières						
Total des ressources stables (1)		30 678		17 224		10 493

. II- Emplois stables

. Acquisition des immobilisations	398		2 254		4 919	
. Remboursement des capitaux propres						
. Remboursement des dettes financières						
. Emplois en non valeurs					105	
Total emplois stables (2)	398		2 254		5 024	

Variation du besoin de financement global (3)	15 984		45 602		67 083	
--	---------------	--	---------------	--	---------------	--

Variation de la trésorerie (4) = (1) - (2) + ou - (3)	14 295			30 632		61 614
Trésorerie Finale = Trésorerie (n-1) + (4)	16 607		47 239		108 853	

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'exercice 2006, capitalisant sur une appréciation de 65,66% de l'autofinancement, les ressources stables de la société s'élèvent à M MAD 30,7 grâce à l'augmentation des capitaux propres de M MAD 20,0 (opération d'augmentation de capital lors de l'introduction en bourse). Après financement d'immobilisations pour M MAD 0,4, et tenant compte d'une variation du besoin en fonds de roulement de M MAD 16, la variation de la trésorerie de DISTRISOFT MAROC S.A. s'établit à M MAD 14,3, fixant la trésorerie de la société à M MAD -16,6.

En 2007, les ressources stables de l'exercice atteignent plus M MAD 17,2 Par conséquent, en tenant compte d'une variation de BFR de M MAD 45,6, la trésorerie nette de DISTRISOFT MAROC S.A. atteint au 31 décembre 2007 M MAD -47,24, en dépréciation de M MAD 30,6 par rapport à l'exercice précédent (M MAD - 16,6).

Du fait d'une distribution de dividendes plus importante en 2008, le total des ressources stables baissent par rapport à 2007 à M MAD 10,5. Avec un total des emplois stables à M MAD 5,0 et une variation de BFR de M MAD 67,1, la variation de trésorerie de la Société s'établit à M MAD 108,9.

VII.5 - Analyse des principaux ratios financiers

VII.5.1 - Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2006	2007	% Var	2008	% Var
Capitaux propres et Assimilés	77 038	93 686	21,61%	102 661	9,58%
Dettes à moyen et long terme	0	0	N/A	0	-
Financement à long terme (capitaux permanents)	77 038	93 686	21,61%	102 661	9,58%
Actif immobilisé (Engagement à LT)	1 856	3 534	90,41%	7 039	99,19%
Fonds de roulement	75 183	90 152	19,91%	95 622	6,07%
Actif circulant	155 879	252 758	62,15%	303 305	20,00%
Passif circulant	64 090	115 367	80,01%	98 830	-14,33%
Besoin en fonds de roulement (Engagement à CT)	91 789	137 391	49,68%	204 475	48,83%
Trésorerie nette (Financement à CT)	-16 606	-47 239	184,47%	-108 853	130,43%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

a - Fonds de roulement

Le fonds de roulement en 2007, s'établit à M MAD 90,2 et enregistre ainsi une augmentation de 19,91% par rapport à 2006. Cette croissance s'explique par le renforcement de 21,6% des financements permanents qui s'élèvent à M MAD 93,7.

La hausse de l'actif immobilisé de M MAD 1,7 s'explique principalement les aménagements des nouveaux sites de DISTRISOFT MAROC S.A. (transfert effectué lors du premier semestre 2008 du siège social et la nouvelle plate forme logistique) et aux cautions sur les contrats de bail.

En 2008, le fonds de roulement s'apprécie de 6,07% à M MAD 95,6.

	2 006	2 007	2 008
Fonds propres et assimilés / Capitaux permanents	100,0%	100,0%	100,0%
Dettes financières / Capitaux permanents	0,0%	0,0%	0,0%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Par ailleurs, la contribution des fonds propres et assimilés dans la formation des capitaux permanents est de 100% en 2006, 2007, et 2008.

b - Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement s'établit, en 2007, à M MAD 137,4, soit une progression de 49,68% par rapport à 2006. Cette hausse est essentiellement liée à la poussée plus importante des postes de l'actif circulant par rapport à ceux du passif circulant.

En 2008, le besoin en fonds de roulement augmente de 48,83% à M MAD 204,5 suite à l'accroissement de l'activité de la Société et à la baisse du passif circulant de 14,33%.

c - Trésorerie nette

Le renforcement du fonds de roulement en 2006 suite à l'opération d'introduction en bourse a permis une amélioration de la trésorerie nette de DISTRISOFT MAROC S.A de près de M MAD 14,3 qui s'établissait ainsi à M MAD -16,6 à la fin de l'exercice 2006.

En 2007, la variation de la trésorerie est de M MAD -30,6, pour une trésorerie finale qui s'établit à M MAD -47,3 suite à une augmentation plus importante du besoin en fonds de roulement par rapport aux fonds de roulement.

En 2008, la trésorerie atteint M MAD -108,9, ce qui correspond à une variation de M MAD -61,6 suite à la progression importante du besoin en fonds de roulement.

VII.5.2 - Ratios de liquidité

	2006	2007	2008	Moyenne
Stocks en jours de CA ⁴⁷	32	50	47	43
Clients en jours de CA ⁴⁸	86	111	118	105
Fournisseurs en jours d'achats ⁴⁹	44	70	45	53

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En moyenne plus de 90% des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. sont réalisés auprès de fournisseurs étrangers. Le calcul des délais fournisseurs prend ainsi comme base de calcul les achats hors taxes.

a - Délai de rotation des stocks

En 2007, le délai de rotation de stock progresse de 18 jours et atteint désormais 50 jours compte tenu de la forte progression des stocks bruts (+96% entre 2005 et 2006). Les stocks bruts atteignent à la fin de l'exercice 2007, M MAD 63,0 (vs. M MAD 32,2 à fin 2006).

En 2008, ce délai baisse pour revenir à un niveau moins important, avec un délai de stocks de 47 jours de chiffre d'affaires, ramenant la moyenne sur la période 2006 – 2008 à 43 jours de chiffre d'affaires.

b - Délai clients

Biaisé par la saisonnalité de l'activité, l'octroi de délai de paiement spécifique à chaque commande et les retards de paiement, le délai clients de la société affiche une évolution linéaire passant de 86 jours en 2006, à 111 jours en 2007 et à 118 jours en 2008. Le délai client augmente en 2008 car la saisonnalité des ventes à la fin de l'année est plus importante (stock client et délai client plus importants).

c - Délai fournisseurs

Le délai fournisseur, qui atteint 70 jours en 2007, redescend à 44 jours en 2008, soit un niveau comparable à celui de 2006 (niveau normatif).

47 (Stock en brut x 360)/Chiffre d'affaires HT.

48 (Créances clients x 360)/chiffre d'affaires TTC.

49 ((Fournisseurs et comptes rattachés – Fournisseurs, avances et acomptes) x 360)/ (Achats revendus HT + Achats consommés de mat. & four. + Autres charges externes).

VII.5.3 - Analyse de la solvabilité

	2 006	2 007	2 008
Charges financières / Excédent Brut d'exploitation	10,8%	6,7%	14,3%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

L'analyse de la solvabilité de DISTRISOFT MAROC S.A montre une légère dégradation, avec un ratio charges financières sur Excédent Brut d'Exploitation de 14,34% en 2008, soit une progression de 7,6 points entre 2007 et 2008 (progression des charges financières de 91,43% vs. une progression de 0,61% pour le résultat d'exploitation).

VII.5.4 - Analyse de la rentabilité financière

KMAD	2006	2007	2008
Résultat net	16 028	24 155	25 220
Fonds propres	77 038	92 186	102 661
Return on equity (ROE) ⁵⁰	20,8%	26,2%	24,6%

En 2007, la rentabilité progresse de 5,4 points pour se stabiliser à 26,2% compte tenu du renforcement de la capacité bénéficiaire de DISTRISOFT MAROC S.A. En 2008, ce ratio atteint 24,6%, soit une baisse de 1,6 points par rapport à 2007 (26,2%).

⁵⁰ ROE=Résultat Net/Fonds propres

SECTION VIII - PERSPECTIVES ET STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

VIII.1 - Perspectives du secteur

Le secteur informatique constitue depuis la déclaration royale du 23 avril 2001 une locomotive de croissance économique nationale. En effet, le fort potentiel de développement des Technologies de l'Information et de la Communication au Maroc et les besoins technologiques croissants des entreprises nationales, de l'administration publique et des particuliers présagent de perspectives de croissance prometteuses pour le secteur à moyen terme.

Ce constat se confirme par la conclusion, en septembre 2006, d'un contrat programme dit « contrat-progrès » entre le Gouvernement et les professionnels du secteur ayant pour finalité de renforcer l'industrie des NTIC au Maroc sur la période 2006-2012 via (i) la réduction de la fracture numérique, le développement des infrastructures, des équipements et du contenu, (ii) le positionnement du Maroc dans une dimension TIC à l'échelle internationale en misant sur l'impulsion de la recherche & développement et l'innovation, (iii) le développement d'un véritable savoir-faire national exportable et la consolidation de l'ingénierie nationale.

La concrétisation de ces objectifs se traduira par la réalisation d'un chiffre d'affaires hors télécoms de Md MAD 20,9⁵¹ en 2012 contre Md MAD 6,4²³ estimé à fin 2005 soit un taux de croissance annuel moyen de 18,4%.

Pour ce faire, le contrat progrès prévoit un plan d'action reposant sur trois axes de développement :

- ▶ **Particuliers :** Du fait du développement des télécommunications, en forte croissance avec l'arrivée de nouvelles technologies (WiFi, WiMax, etc.), et par conséquent la démocratisation de l'accès à Internet renforcée par des baisses tarifaires continues, des offres packagées, et la fourniture de solutions clés en main à des tarifs attractifs, ce segment est destiné à connaître une forte croissance sur les années à venir ;
- ▶ **Entreprises :** Compte tenu du niveau d'équipement actuel (40%⁵² en 2005), les entreprises représentent un marché potentiel important. Par ailleurs, la baisse tarifaire de l'ADSL permettra aux PME d'accéder à l'infrastructure de télécommunication générant ainsi, un surplus de demande en équipement informatique. La demande potentielle émanant des entreprises est également confortée par la récente validation par le gouvernement du Programme National pour la Promotion des TIC – PROTIC, qui devrait se traduire par environ 50.000⁵³ entreprises supplémentaires connectées sur le Net et ce sur la base d'un investissement en équipement TIC d'une valeur moyenne de MAD 160.000⁵⁴ par entreprise dédié à l'équipement en matériel informatique et en logiciels et applications ;
- ▶ **Administration :** Dans le cadre du programme gouvernemental de modernisation de l'administration « e-gouvernement », élaboré initialement par le Comité Stratégique des Technologies de l'Information puis mené par le Comité national E-Gov, 30 projets⁵⁵ e-gov sont identifiés et sont soit réalisés, soit en cours de réalisation (e-douanes, Damancom, CNSS, e-justice, e-foncier, etc.). Le budget informatique de l'Etat, actuellement de M MAD 500⁵⁶ par an, augmentera de 15% par année afin d'accompagner la modernisation des administrations et permettre la réalisation du programme E-Gov.

51 Source : APEBI.

52 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

53 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

54 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

55 Liste des projets consultables sur www.egov.ma .

56 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

VIII.2 - Stratégie de Développement de DISTRISOFT Maroc S.A.

Dans ce contexte, DISTRISOFT Maroc S.A. axe sa stratégie de développement autour de trois objectifs majeurs :

- ▶ **Elargissement de l'offre produit:** Pour renforcer son positionnement sur le marché, DISTRISOFT MAROC S.A. envisage de conclure de nouveaux partenariats avec d'autres leaders internationaux du secteur afin d'étoffer son catalogue de produits et d'offrir à son réseau de revendeurs une expertise technique solide à travers un support avant et après-vente avec des programmes de formation, d'information et de conseil. Cette diversification est réalisée dans l'optique d'offrir à ses clients le 'One Stop Shop', en l'occurrence permettre à un revendeur de pouvoir s'approvisionner en un endroit unique pour l'ensemble des éléments d'une solution informatique ;
- ▶ **Diversification des marchés :** Avec la convergence numérique, DISTRISOFT MAROC S.A. ambitionne de s'ouvrir à de nouveaux marchés tel que l'audiovisuel, les télécommunications, etc. La société prévoit également le déploiement d'une solution e-commerce pour augmenter sa couverture du marché et offrir à ses clients existants une meilleure qualité de service ;
- ▶ **Amélioration du service client :** DISTRISOFT MAROC S.A. projette de continuer à investir dans le développement d'une logistique de qualité (notamment à travers l'aménagement d'un nouveau centre logistique prévu en 2007), d'une assistance personnalisée et des équipes commerciale et marketing dédiées afin de répondre au mieux aux besoins actuels et futurs de ses clients.

Par ailleurs, le programme d'investissement en dehors du BFR, pour l'exercice 2009 se présente comme suit :

K MAD	2008	2009E
Immobilisations en non valeur	-	
Immobilisations incorporelles	606	100
Immobilisations corporelles	4 313	400
Immobilisations financières	-	
Augmentation des créances immobilisées	-	
Total	4 919	500

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Les investissements 2009 concernent principalement les immobilisations corporelles pour un montant de KMAD 400 (aménagements divers). Au global, les investissements devraient sensiblement diminuer pour atteindre M MAD 0,5 en 2009 (l'essentiel des investissements ayant été réalisé en 2007-2008).

VIII.3 - Business plan sur la période 2008 – 2009^P

Avertissement

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de DISTRISOFT MAROC S.A.

VIII.3.1 - Périmètre du business plan

Le business plan présenté ci-après intègre le périmètre existant de DISTRISOFT MAROC S.A. à savoir la distribution de matériels et logiciels informatiques. Cependant, ce périmètre n'intègre pas les opportunités liées à la signature de nouveaux contrats de distribution avec des opérateurs opérant dans des segments compatibles avec l'informatique.

VIII.3.2 - Comptes de résultats prévisionnels

Le tableau suivant présente l'évolution attendue sur la période 2008-2009^E, des comptes de produits et charges de DISTRISOFT MAROC S.A.

Comptes de produits et charges			
MAD	2008	2009E	VAR
Ventes de marchandises en l'état	501 869 924	530 000 000	5,6%
Ventes de biens et services	914 999		-100,0%
Chiffre d'affaires	502 784 923	530 000 000	5,4%
Achats revendus de marchandises	443 901 420	471 700 000	6,3%
Achats consommés de matières et fournitures	1 196 271		-100,0%
Marge brute	57 687 232	58 300 000	1,1%
Taux de marge brute	11,5%	11,0%	-0,5%
Autres produits d'exploitation	5 897 428	3 979 034	-32,5%
Reprises d'exploitation	5 897 428	3 979 034	-32,5%
Autres produits			
Autres charges d'exploitation	27 367 970	30 787 495	12,5%
Autres charges d'exploitation/Chiffre d'affaires	19,3%	12,5%	-6,8%
Charges externes	6 510 417	6 874 970	5,6%
Impôts et taxes	736 465	770 324	4,6%
Charges de personnel	14 149 638	15 281 609	8,0%
Dotations d'exploitation	5 971 450	7 860 592	31,6%
Total Charges d'exploitation	472 465 661	502 487 495	6,4%
Résultat d'exploitation	36 216 690	31 491 539	-13,0%
Marge d'exploitation	7,2%	5,9%	-1,3%
Résultat financier	-1 924 500	4 835 737	N.S
Résultat courant	34 292 190	36 327 276	5,9%
Résultat non courant	-480 897	0	-100,0%
Impôt sur les résultats	8 591 518	9 535 910	11,0%
Taux effectif	25,4%	26,3%	+0,9%
Résultat net	25 219 775	26 791 366	6,2%
Marge nette	5,0%	5,1%	+0,1%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

a - Chiffre d'affaires

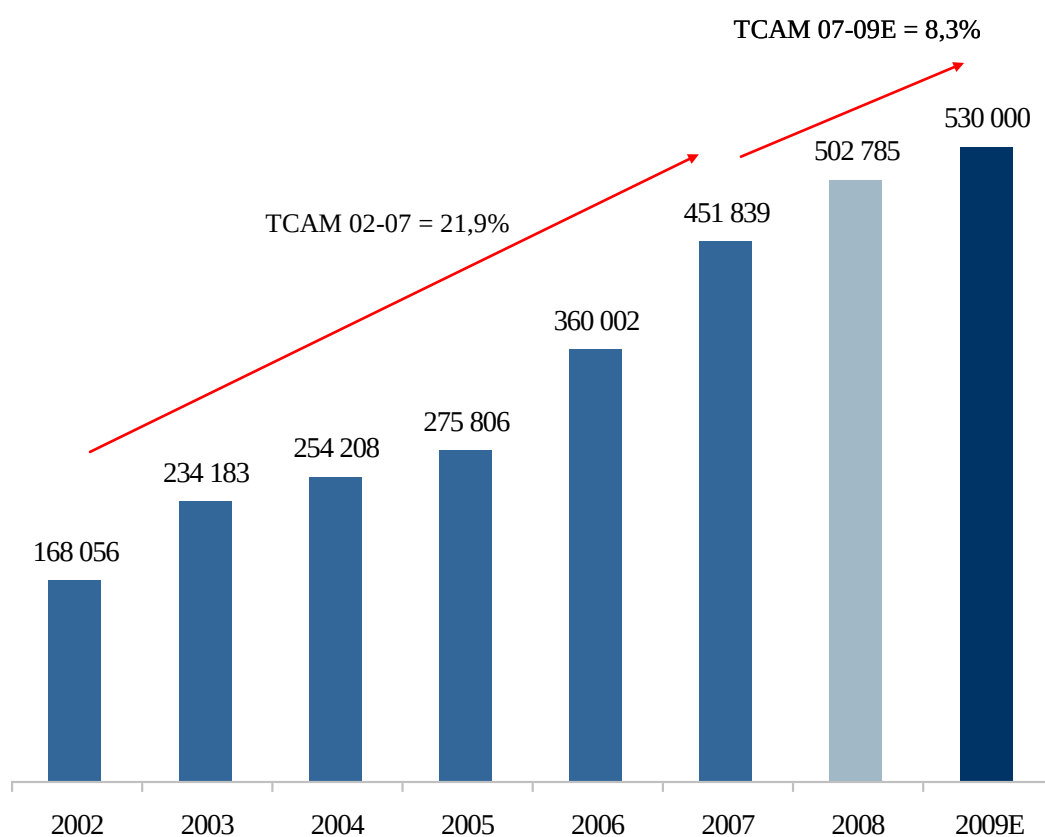
La croissance du chiffre d'affaires sur la période 2008-2009^E, s'appuie sur trois hypothèses principales :

- La signature de nouvelles cartes;
- La mise en œuvre de la stratégie gouvernementale E-Gov qui projette de mettre à niveau l'équipement informatique au sein des administrations marocaines ;
- La mise en place d'un site E-commerce ;

- Le développement du marché des particuliers suite à la démocratisation de l'usage d'Internet et des nouvelles technologies.

Il en résulte une croissance annuelle moyenne du chiffre d'affaires de 8,3%, sur la période 2007-2009^E contre 21,9% sur la période 2002-2007.

Evolution du chiffre d'affaires sur la période (2002-2009^E)
(K MAD)

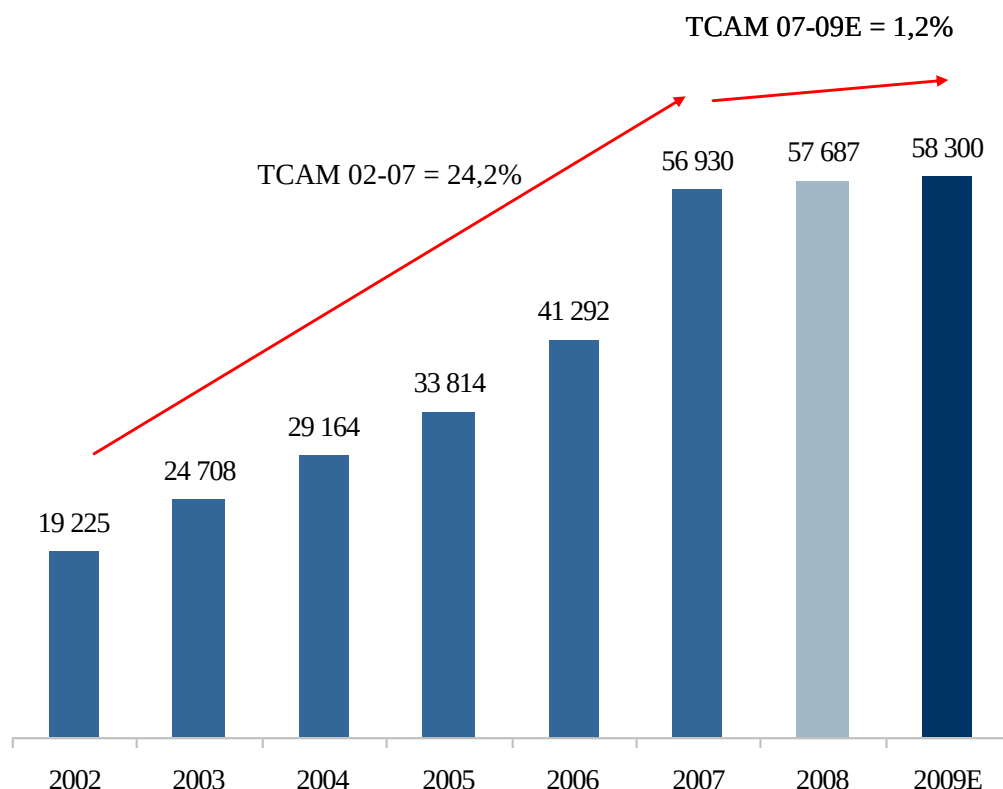


Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

b - Marge brute sur ventes en l'état

Dans la perspective d'accroître le volume des ventes, la société opte pour une réduction de la marge sur la vente de ses produits. Le taux de marge passe ainsi de 12,6% en 2007 (contre 11,7% en 2006) pour atteindre 11,5% en 2008 puis enfin 11,0% en 2009^E. La marge affiche un TCAM de 24,2% sur la période (2002-2007) contre une croissance annuelle moyenne réalisée de 1,2% sur la période (2007-2009^E).

Evolution de la marge brute sur la période (2002-2008^E)
(K MAD)



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

c - Autres charges d'exploitation

La structure des autres charges d'exploitation demeure inchangée, et se présente comme suit sur la période 2008-2009^E :

Autres charges d'exploitation (MAD)	2008	2009 ^E	VAR
Charges externes	6 510 417	6 874 970	5,6%
Impôts et taxes	736 465	770 324	4,6%
Charges de personnel	14 149 638	15 281 609	8,0%
Dotations d'exploitation	5 971 450	7 860 592	31,6%
Total Autres Charges d'exploitation	27 367 970,	30 787 495	7,8%
Résultat d'exploitation	36 216 690	31 491 539	-13,0%
Marge d'exploitation	7,2%	5,9%	-1,3%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Les achats revendus de marchandises passent de M MAD 443,9 en 2008 à M MAD 471,7 en 2009^E, soit une croissance de 6,3% entre les deux exercices.

Les charges externes progressent de 5,6% sur la période 2008-2009^E, passant de près de M MAD 6,5 à M MAD 6,9. Cette hausse est en ligne avec celle du chiffre d'affaires.

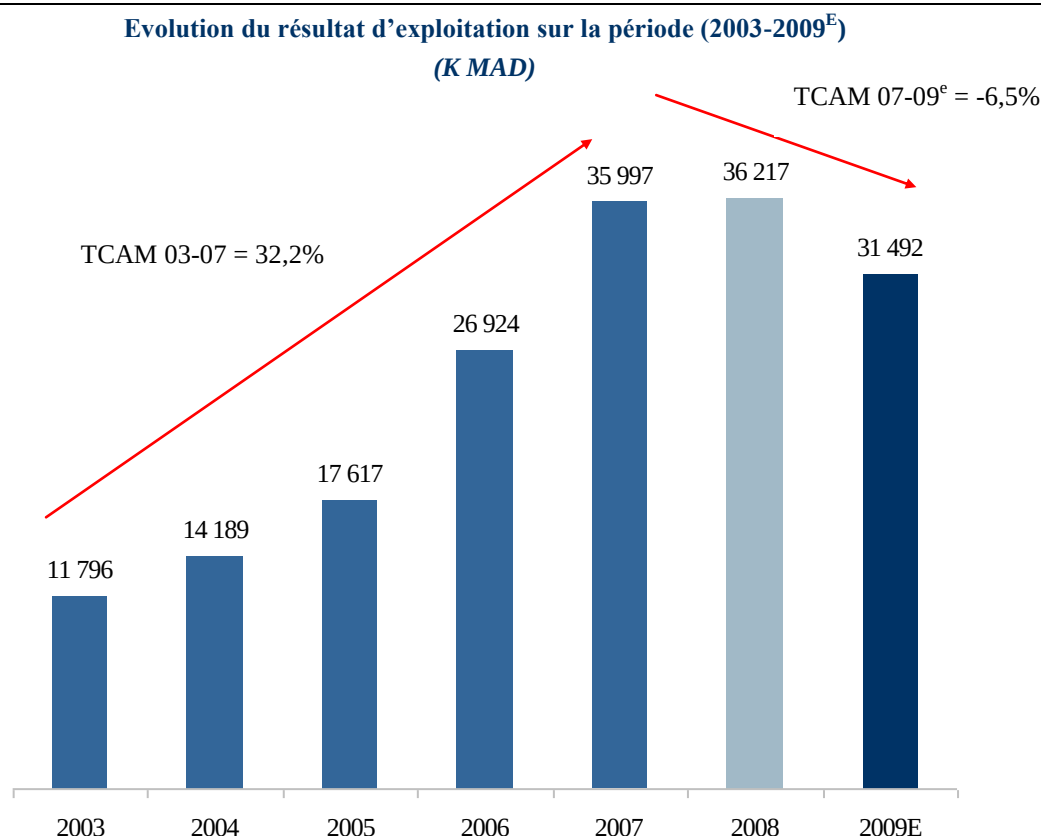
Le poste charges de personnel évolue en fonction du programme de recrutement défini par la société (programme de recrutement prévu par le management de la Société en 2009). Il en résulte une masse salariale qui progresse de 8,0% sur la période 2008-2009^E, passant de M MAD 14,1 en 2008 à près de M MAD 15,3 en 2009^E. Il convient de noter que ce poste intègre également les charges liées aux primes et congés initialement comptabilisées en provisions sur l'exercice qui lui sont rattachées et annulées par une reprise d'exploitation pendant l'exercice suivant.

Les dotations d'exploitation augmentent de M MAD 6,0 en 2008 à M MAD 7,9 en 2009^E, soit une croissance de 31,6% sur la période étudiée.

Au total, les charges d'exploitation se hissent de M MAD 28,7 en 2008 à près de M MAD 30,8 en 2009^E, soit une croissance de 7,8%.

d - Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation progresse de 32,2% en moyenne sur la période 2003-2007, passant de M MAD 11,8 à fin 2003 à M MAD 36,0 en 2007, principalement tiré par la progression de la marge brute. La marge d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. baisse cependant à partir de 2007 du fait d'une stagnation de la marge brute et d'une augmentation des charges d'exploitation.



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

e - Résultat financier

Les prévisions du résultat financier se fondent sur trois hypothèses :

- ▶ Maîtrise des charges financières (négociation de meilleures conditions auprès des bailleurs de fonds et diversification des sources de financement) ;
- ▶ Efforts de recouvrement à l'égard de ses clients qui consiste en un suivi rigoureux de chaque client ;
- ▶ Obtention des escomptes financiers de la part des fournisseurs de DISTRISOFT MAROC S.A ;

Il en résulte un résultat financier qui passe de près de M MAD -1,9 à fin 2008 à M MAD 4,8 en 2009^E.

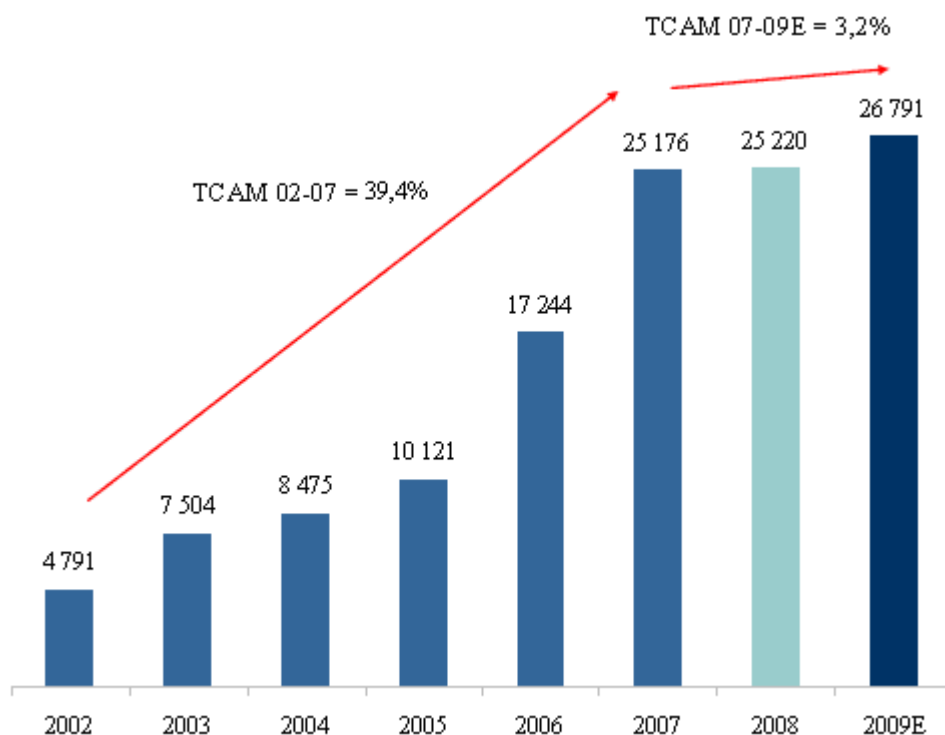
f - Résultat non courant

Sur la période prévisionnelle 2009^E, le business plan ne prévoit aucun résultat non courant.

g - Résultat net récurrent

Le résultat net récurrent découle du résultat avant impôts après déduction de l'impôt sur les sociétés et neutralisation de l'effet des éléments non courants. Celui-ci passe de M MAD 25,2 à fin 2008 à M MAD 26,8 en 2009^E. Il convient de signaler qu'un taux réduit d'IS est retenu suite à un abattement de l'ordre de 25,0% sur l'impôt des sociétés dans le cas de l'introduction en Bourse de DISTRISOFT MAROC S.A.

Evolution du résultat net récurrent sur la période (2002-2008^E)
(K MAD)



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

VIII.3.3 - Tableau des emplois – ressources (TER)

Tableau de financement		
MAD	2008	2009E
Résultat net	25 219 775	26 791 366
+ Dotations d'exploitation	1 091 278	1 256 538
- Reprises	1 500 000	
Capacité d'autofinancement	25 139 485	28 047 905
Ressources stables de l'exercice		
Capacité d'autofinancement	25 139 485	28 047 905
Augmentation des capitaux propres		
<i>Augmentation en nominal</i>		
<i>Prime d'émission ou de fusion</i>		
Augmentation des dettes de financement		
Cessions et réductions d'immobilisations	98 363	
Total ressources stables de l'exercice	25 237 848	28 047 905
Emplois stables de l'exercice		
Acquisitions et augmentation d'immobilisations	4 918 604	500 000
<i>Immobilisations en non valeur</i>		
<i>Immobilisations incorporelles</i>	606 000	100 000
<i>Immobilisations corporelles</i>	4 312 604	400 000
<i>Immobilisations financières</i>		
Distribution de dividendes	14 744 640	15 888 459
Remboursement de la dette		0
Total emplois stables de l'exercice	19 663 244	16 388 459
Variation du Fonds de Roulement	5 574 605	11 659 446
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	67 083 107	-18 133 490
Variation de Trésorerie	-61 508 502	29 792 936
Solde de Trésorerie	-108 852 725	-79 059 789

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le tableau de financement prévisionnel de DISTRISOFT MAROC S.A. laisse apparaître un investissement total de M MAD 5,4 entre 2008 et 2009^E.

Par ailleurs, la société envisage le maintien de sa politique de distribution de dividendes. Le taux de distribution retenu dans le business plan est de 63,0%.

VIII.3.4 - Bilan simplifié

Bilan			
MAD	2008	2009E	VAR
Actif immobilisé	7 039 230	6 282 692	-10,7%
. Immobilisations en non valeur	97 649	69 836	-28,5%
. Immobilisations incorporelles	616 889	543 207	-11,9%
. Immobilisations corporelles	5 628 135	5 089 185	-9,6%
. Immobilisations financières	696 557	580 464	-16,7%
Actif circulant hors trésorerie	303 304 525,45	284 420 000	-6,2%
. Stocks	63 920 577	66 250 000	3,6%
. Clients et comptes rattachés	197 574 049	176 666 667	-10,6%
. Etat	27 245 107	26 500 000	-2,7%
. Autres débiteurs	2 525 052	2 650 000	4,9%
. Titres et valeur de placement	11 820 790	12 000 000	1,5%
. Ecart de conversion -Actif	218 952	353 333	61,4%
Trésorerie actif	10 819 168	0	-100,0%
Total actif	321 162 924	290 702 692	-9,5%
Fonds propres	102 661 106	113 564 014	10,6%
. Capital social	50 041 900	50 041 900	0,0%
. Prime d'émission	0	0	N.S
. Réserves légales	3 533 535	4 794 523	35,7%
. Autres Réserves	774 471	774 471	0,0%
. Report à nouveau	23 091 426	31 161 754	34,9%
Résultat net	25 219 775	26 791 366	6,2%
Dettes de financement			
Capitaux propres assimilés	0	0	N.S
Passif circulant hors trésorerie	98 829 924	98 078 889	-0,8%
. Fournisseurs	58 119 527	58 962 500	1,5%
. Etat	36 811 377	37 100 000	0,8%
. Autres créanciers	1 633 030	736 111	-54,9%
. Provisions pour risques et charges	1 619 075	985 833	-39,1%
. Ecart de conversion - Passif	646 915	294 444	-54,5%
Trésorerie passif	119 671 894	79 059 789	-33,9%
Total passif	321 162 924	290 702 692	-9,5%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. en 2009^E laisse apparaître une structure financière avec un levier financier⁵⁷ ne dépassant pas 41%.

57 Levier financier = Endettement net (sans prise en compte des engagements hors bilan) / total financement

De part l'activité de DISTRISOFT MAROC S.A., l'actif et passif circulants représentent l'essentiel du total bilan.

Sur la période sous revue, l'analyse du bilan de la Société fait ressortir les constats suivants :

- ▶ Les stocks représentent en moyenne 21,3% du total bilan, passant de M MAD 63,9 à fin 2008 à M MAD 66,3 en 2009^E ;
- ▶ Les clients représentent en moyenne 61,1% du total bilan sur la période 2008-2009^E ;
- ▶ Les postes fournisseurs et trésorerie passif représentent en moyenne respectivement 19,2% et 32,2% du total bilan sur la période.
- ▶ L'évolution des postes Fournisseurs et Etat au passif circulant suivent la progression du chiffre d'affaires. En ce qui concerne la baisse de 54,9% du poste « Autres créanciers », cela provient d'une situation exceptionnelle élevée en 2008, avec un retour aux niveaux historiques en 2009.

Il est à préciser que la fin de l'exercice 2008 a connu une saisonnalité des ventes plus importante (décembre), entraînant ainsi une progression du poste client, des stocks et des besoins de trésorerie. En 2009, le management de Distrisoft Maroc S.A escompte un retour à une activité normative, d'où une relative diminution des postes cités précédemment.

VIII.4 - Facteurs de risque

VIII.4.1 - Risque de change

Réalisant la quasi-totalité de ses achats en devises, DISTRISOFT MAROC S.A. a adopté une politique de couverture contre le risque de change. Pour réduire davantage ce risque, la société s'est dotée d'outils d'aide à la décision et assure un suivi quotidien des positions de change sur lesquelles elle se trouve engagée. De même, la société est en négociation permanente avec les banques de la place pour obtenir le meilleur service au taux le plus intéressant.

VIII.4.2 - Risque Fournisseurs

DISTRISOFT MAROC S.A. est un représentant non exclusif de plusieurs constructeurs et éditeurs mondiaux. Aussi, les trois premiers fournisseurs présentent un risque de concentration dans la mesure où ces derniers monopolisent en moyenne 83,9% des approvisionnements de la société. Etant conscients de ce risque, le management de DISTRISOFT MAROC S.A. a engagé une politique de diversification visant à réduire ce risque. Ainsi, de part le renforcement de sa position sur le marché marocain et sa structure financière saine, DISTRISOFT MAROC S.A. est devenu un distributeur de choix pour les principaux constructeurs mondiaux.

a - HP

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à HP est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de ce constructeur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Révisé et signé en septembre 2003 suite à la fusion de Compaq et HP, le contrat est valable indéfiniment et peut être résilié moyennant un préavis de 1 à 2 mois dans le cas d'une violation grave par DISTRISOFT MAROC S.A. d'une des obligations par rapport aux termes dudit contrat (insolvabilité ou faillite, export dans un pays non autorisé ou sous embargo US, défaut de paiement, etc.). Il peut également être résilié (moyennant un préavis de 6 mois) en cas de non performance commerciale caractérisée sur l'ensemble des catégories de produits (environ 30 catégories différentes).

b - MICROSOFT

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à MICROSOFT est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de cet opérateur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Signé en 1991, il est valable pour une durée de un an (sur la base de l'année fiscale MICROSOFT) renouvelable par tacite reconduction et peut être résilié moyennant un préavis de 1 mois sans aucune justification ou immédiatement dans le cas d'une violation grave par DISTRISOFT MAROC S.A. d'une des obligations par rapport aux termes des contrats (insolvabilité ou faillite, export dans un pays non autorisé ou sous embargo US, défaut de paiement, etc.)

c - DELL

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à DELL INTERNATIONAL, conclu en date du 15 septembre 2005, est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de DELL dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Cet accord a une validité d'un an à compter de sa date de signature et est renouvelable par tacite reconduction. Sa résiliation pourrait prendre effet moyennant un préavis écrit de 3 mois dans le cas d'une violation par l'une ou l'autre des parties des obligations contenues dans les termes dudit contrat ; notamment dans le cas où le distributeur n'atteint pas les objectifs trimestriels de vente pour lesquels il s'est engagé avec son fournisseur.

En outre, DISTRISOFT MAROC S.A. est tenu de respecter (i) une clause de confidentialité lui interdisant de divulguer toute information jugée confidentielle, dont la publication serait susceptible de perturber l'activité de DELL (ii) des obligations en termes de *reporting* et d'inventaires de stocks.

d - FUJITSU-SIEMENS

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à FUJITSU-SIEMENS COMPUTERS -FSC-, conclu en date du 10 janvier 2006, est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de FSC dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Il est valable indéfiniment et peut être résilié moyennant un préavis de 90 jours dans le cas d'une violation grave par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définie dans les termes du contrat, ou encore dans le cas d'un changement significatif du management ou de la structure de l'actionnariat de DISTRISOFT MAROC S.A., affectant défavorablement les intérêts de FSC.

Parmi les obligations du distributeur, celui-ci est tenu d'établir un plan d'approvisionnement mensuel et adopter les procédures de commande et de livraison prédéfinies dans le contrat.

En outre, le distributeur est tenu pour responsable en cas de perte ou de détérioration des marchandises livrées, selon les prescriptions des Incoterms 2000.

Par ailleurs, les parties conviendront régulièrement d'un volume d'approvisionnement minimal ainsi que des fréquences de livraison.

S'agissant de sa politique de distribution, DISTRISOFT MAROC S.A. doit se conformer à des exigences notamment en termes de formation du personnel, d'assistance technique et de service après-vente.

e - SYMANTEC LIMITED

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à SYMANTEC LIMITED a été conclu en 2004 et mis à jour en 2005. La résiliation de ce contrat peut être motivée ou non et prendrait effet immédiatement moyennant un préavis écrit de 30 jours. Le distributeur doit assurer un *reporting* régulier de ses ventes et de son inventaire de stocks.

f - MGE UPS SYSTEMS

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à MGE UPS SYSTEMS a pour but de développer les ventes des produits MGE dans l'intérêt mutuel des deux parties. Cet accord, conclu en 2002, est renouvelable par tacite reconduction. Chacune des parties prenantes peut le résilier de son propre gré ou dans le cas de non respect des termes de cet accord, moyennant un préavis écrit de 3 mois.

Il faut toutefois préciser que la jurisprudence existante rend difficile et onéreuse pour les constructeurs la rupture unilatérale d'un contrat de distribution.

VIII.4.3 - Risque Produits

DISTRISOFT MAROC S.A. évolue dans un secteur où l'obsolescence est souvent rapide. Toutefois, la société dispose auprès de ses fournisseurs d'un ensemble de « *protections* » sur les stocks, lui permettant de provisionner de façon raisonnable. Ces protections consistent en la participation contractuelle des fournisseurs soit au déstockage, soit à la prise en charge d'une partie du différentiel entre le prix d'achat et le prix imposé par la concurrence.

VIII.4.4 - Risque Clients

Les clients de DISTRISOFT MAROC S.A. à encours important sont couverts par une assurance crédit auprès d'EULER HERMES ACMAR. Pour les autres, les contrôles de crédit et les conditions de paiement et de garanties demandées⁵⁸ limitent les risques d'impayés.

VIII.4.5 - Risque liée à la conjoncture mondiale⁵⁹

L'année 2008 a été caractérisée par l'amplification des effets de la crise financière et leur transmission à l'économie réelle à l'échelle mondiale, conduisant ainsi à une crise sans précédent depuis la Grande dépression de 1929. La croissance de l'économie mondiale a enregistré un net ralentissement, atteignant 3,2% au lieu de 5,1% l'année précédente. Ce repli a été plus marqué dans les pays avancés, dont plusieurs sont entrés en récession. Ainsi, la zone euro et le Japon ont marqué une croissance négative dès le deuxième trimestre et ont été rejoints par les Etats-Unis à partir du troisième trimestre. Dans les pays émergents, le rythme d'activité a nettement décéléré après plusieurs années d'expansion soutenue.

Consécutivement à l'effondrement d'institutions financières à dimension systémique, les marchés financiers internationaux ont pâti, surtout à partir de septembre, d'une perte de confiance généralisée et d'une accentuation de l'aversion au risque. Les conséquences ont été considérables, en particulier avec la paralysie des marchés interbancaires et de crédit, l'augmentation des primes de risque et la chute des cours boursiers. Le blocage du marché du crédit s'est traduit notamment par une forte réduction de l'offre de ressources mobilisables par les entreprises et les ménages, amplifiant ainsi le recul de l'activité économique.

Dans ce contexte de crise mondiale exacerbée, l'économie marocaine résiste relativement bien à cette crise sans précédent. La croissance économique s'est élevée à 5,6% en 2008 au lieu de 2,7% un an auparavant, consécutivement à la hausse de 16,6% de la valeur ajoutée du secteur primaire et, dans une moindre mesure, à la progression des activités non agricoles, dont le rythme est, toutefois, revenu de 6% à 4,1%. Globalement, le PIB, estimé à prix courants à 688 milliards de dirhams, a progressé de 11,8% au lieu de 6,7% en 2007. La valeur ajoutée agricole, chiffrée à plus de 82 milliards de dirhams, a enregistré une hausse de 20,7%, tandis que celle des activités non agricoles, évaluée à 528 milliards de dirhams, s'est accrue de 12,4%.

Dans cette perspective et compte tenu du fait que l'intégralité du chiffre d'affaires de la Société est réalisée au Maroc, Distrisoft Maroc S.A ne devrait pas être fortement affecté par les conséquences du ralentissement économique mondial. De plus, le relatif ralentissement observé au Maroc a légèrement impacté la Société dans son activité (chiffre d'affaires en progression en 2008 par rapport à 2007 perspectives de croissance de l'activité en 2009).

⁵⁸ Engagement d'aval.

⁵⁹ Rapport annuel Bank Al Maghrib 2008

VIII.5 - Faits exceptionnels et litiges

A la date d'établissement de la présente mise à jour du dossier d'information, DISTRISOFT MAROC S.A. ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

SECTION IX - ANNEXES

IX.1 - Principes et méthodes comptables utilisés par DISTRISOFT MAROC S.A

Les comptes sociaux de DISTRISOFT MAROC S.A. sont établis conformément au Plan Comptable Général Marocain.

IX.1.1 - Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif.

IX.1.2 - Stocks

Les stocks font l'objet d'un inventaire physique à l'arrêté de chaque situation ou bilan. Les inventaires sont certifiés par le (les) commissaire (s) aux comptes.

La valorisation du stock de marchandises est effectuée au coût d'achat majoré des frais d'approche constitués des droits de douanes, des frais de transit et de transport, en utilisant la méthode du coût moyen unitaire pondéré, pour les articles physiques (hardware) et pour les licences (software).

Le stock en cours de route est valorisé au coût d'acquisition en monnaie étrangère converti au cours de clôture.

IX.1.3 - Fournisseurs

Les comptes fournisseurs étrangers libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés historiquement au cours de facturation.

Chaque solde en fin d'année est converti au cours de clôture.

IX.2 - Etats de synthèse comptables

IX.2.1 - Bilans

a- Exercice clos au 31/12/2008

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	139 059,84	41 411,11	97 648,73	40 620,50
Frais préliminaires	139 059,84	41 411,11	97 648,73	40 620,50
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	768 407,21	151 518,06	616 889,15	132 599,98
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0	0	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	768 407,21	151 518,06	616 889,15	132 599,98
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	7 987 748,22	2 359 613,06	5 628 135,16	2 591 996,60
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	1 054,55
Matériel de transport	1 015 742,54	430 066,26	585 676,28	570 608,64
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	6 972 005,68	1 929 546,80	5 042 458,88	1 136 247,85
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	884 085,56
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	696 557,25	0	696 557,25	768 420,64
Prêts immobilisés	142 553,84	0	142 553,84	122 391,37
Autres créances financières	554 003,41	0	554 003,41	646 029,27
Titres de participation	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0	0	0	0
Diminution des créances immobilisées	0		0	0
Augmentation des dettes de finance	0		0	0
TOTAL I (a+b+c+d+e)	9 591 772,52	2 552 542,23	7 039 230,29	3 533 637,72
STOCKS (f)	66 238 028,26	2 317 451,48	63 920 576,78	59 273 373,23
Marchandises	66 238 028,26	2 317 451,48	63 920 576,78	59 273 373,23
Matières et fournitures consommables	0	0	0	0
Produits en cours	0	0	0	0
Produits interm. et produits resid.	0	0	0	0
Produits finis	0	0	0	0
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	235 293 606,68	7 949 399,87	227 344 206,81	191 267 379,55
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	2 246 479,67	0	2 246 479,67	1 580 185,73
Clients et comptes rattaches	205 523 448,49	7 949 399,87	197 574 048,62	167 587 072,56
Personnel	109 020,76	0	109 020,76	47 500,00
Etat	27 245 106,51	0	27 245 106,51	21 825 939,48
Comptes d'associés	0	0	0	0
Autres débiteurs	0,00	0	0,00	71 893,00
Compte de régularisation actif	169 551,25	0	169 551,25	154 788,78
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	135 461 94,93	1 725 405	118 207 89,93	213 621 1,31
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	218 951,93		218 951,93	81 534,91
TOTAL II (f+g+h+i)	315 296 781,80	11 992 256,35	303 304 525,45	252 758 499,00
TRESORERIE - ACTIF	10 819 168,43	0	10 819 168,43	15 224 179,66
Cheques et valeurs à encaisser	9 137 440,91	0	9 137 440,91	4 696 004,30
Banques, T.G & CP	1 680 154,68	0	1 680 154,68	10 518 952,26
Caisses, régies d'avances et accreditifs	1 572,84	0	1 572,84	9 223,10
TOTAL III	10 819 168,43	0	10 819 168,43	15 224 179,66
TOTAL GENERAL I+II+III	335 707 722,75	14 544 798,58	321 162 924,17	271 516 316,38

	PASSIF	Exercice actuel	Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	50 041 900,00	33 361 300,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont vers..	0	0
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00	16639113
I	Ecarts de réévaluation	0	0
N	Réserve légale	3 533 534,57	2 325 782,91
A	Autres réserves	774 470,54	815 957,54
N	Report à nouveau (2)	23 091 425,90	14 888 784,30
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)	0	0
E	Résultat net de l'exercice (2)	25 219 775,43	24 155 033,26
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	102 661 106,44	92 185 971,01
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	0	1 500 000,00
N	Subventions d'investissement	0	0
T	Provisions réglementées	0	1 500 000,00
P	DETTES DE FINANCEMENT (c)	0	0
E	Emprunts obligataires	0	0
R	Autres dettes de financement	0	0
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0	0
N	Provisions pour charges	0	0
E	Provisions pour risques	0	0
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0	0
T	Augmentation des créances immobilisées	0	0
	Diminution des dettes de financement	0	0
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	102 661 106,44	93 685 971,01
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	96 563 934,00	113 482 097,61
A	Fournisseurs et comptes rattachés	58 119 527,04	78 136 476,48
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	0	0
S	Personnel	29 951,95	27 132,00
I	Organismes sociaux	234 284,88	216 413,51
F	Etat	36 811 377,21	34 805 781,18
	Comptes d'associés	27 990,00	0
C	Autres créances	832 849,00	0
I	Comptes de régularisation - passif	507 953,92	296 294,44
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	1619074,93	1 477 835,91
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	646 915,00	407 070,88
U	TOTAL II (f+g+h)	98 829 923,93	115 367 004,40
T	TRESORERIE PASSIF	119 671 893,80	62 463 340,97
R	Crédits d'escompte	0	0
E	Crédits de trésorerie	68 283 507,77	60 000 000,00
S	Banques (soldes créditeurs)	51 388 386,03	2 463 340,97
O	TOTAL III	119 671 893,80	62 463 340,97
	TOTAL I+II+III	321 162 924,17	271 516 316,38

b- Exercice clos au 31/12/2007

ACTIF	EXERCICE	Amortissements et Provisions	Net	EXERCICE PRECEDENT
	Brut			Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	135 106,84	94 486,34	40 620,50	70 041,87
Frais préliminaires	135 106,84	94 486,34	40 620,50	70 041,87
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	345 948,57	213 348,59	132 599,98	184 528,22
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0	0	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	345 948,57	213 348,59	132 599,98	184 528,22
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	5 049 504,07	2 457 507,47	2 591 996,60	1 354 916,36
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage	12 805,00	11 750,45	1 054,55	1 506,50
Matériel de transport	894 021,98	323 413,34	570 608,64	113 972,70
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	3 258 591,53	2 122 343,68	1 136 247,85	1 239 437,16
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	884085,56	0	884085,56	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	768 420,64	0	768 420,64	246 179,27
Prêts immobilisés	122391,37	0	122391,37	0
Autres créances financières	646 029,27	0	646 029,27	246 179,27
Titres de participation	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0	0	0	0
Diminution des créances immobilisées	0		0	0
Augmentation des dettes de finance	0		0	0
TOTAL I (a+b+c+d+e)	6 298 980,12	2 765 342,40	3 533 637,72	1 855 665,72
STOCKS (f)	63 033 499,77	3 760 126,54	59 273 373,23	30 773 864,00
Marchandises	63 033 499,77	3 760 126,54	59 273 373,23	30 773 864,00
Matières et fournitures consommables	0	0	0	0
Produits en cours	0	0	0	0
Produits interm. et produits resid.	0	0	0	0
Produits finis	0	0	0	0
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	198 795 182,99	7 527 803,44	191 267 379,55	125 008 308,91
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	1 580 185,73	0	1 580 185,73	886 522,79
Clients et comptes rattachés	175 114 876,00	7 527 803,44	167 587 072,56	106 986 457,75
Personnel	47 500,00	0	47 500,00	124 108,45
Etat	21 825 939,48	0	21 825 939,48	16 819 537,52
Comptes d'associés	0	0	0	0
Autres débiteurs	71 893,00	0	71 893,00	23 064,00
Compte de régularisation actif	154 788,78	0	154 788,78	168 618,40
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	2136211,31	0	2136211,31	0
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	81 534,91		81 534,91	96 873,23
TOTAL II (f+g+h+i)	264 046 428,98	11 287 929,98	252 758 499,00	155 879 046,14
TRESORERIE - ACTIF	15 224 179,66	0	15 224 179,66	8 809 026,08
Chèques et valeurs à encaisser	4 696 004,30	0	4 696 004,30	8 553 622,18
Banques, T.G & CP	10 518 952,26	0	10 518 952,26	253518,99
Caisses, régies d'avances et accréditifs	9 223,10	0	9 223,10	1 884,91
TOTAL III	15 224 179,66	0	15 224 179,66	8 809 026,08
TOTAL GENERAL I+II+III	285 569 588,76	14 053 272,38	271 516 316,38	166 543 737,94

	PASSIF	Exercice actuel	Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	33 361 300,00	33 361 300,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont vers..	0	0
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport	16 639 113,00	16 639 113
I	Ecart de réévaluation	0	0
N	Réserve légale	2 325 782,91	1 524 360,74
A	Autres réserves	815 957,54	415 957,54
N	Report à nouveau (2)	14 888 784,30	9 069 314,20
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)	0	0
E	Résultat net de l'exercice (2)	24 155 033,26	16 028 443,27
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	92 185 971,01	77 038 488,75
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	1500000	0
N	Subventions d'investissement	0	0
T	Provisions réglementées	1500000	0,00
P	DETTE DE FINANCEMENT (c)	0	0
E	Emprunts obligataires	0	0
R	Autres dettes de financement	0	0
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0	0
N	Provisions pour charges	0	0
E	Provisions pour risques	0	0
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0	0
T	Augmentation des créances immobilisées	0	0
	Diminution des dettes de financement	0	0
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	93 685 971,01	77 038 488,75
P	DETTE DU PASSIF CIRCULANT (f)	113 482 097,61	62 908 896,57
A	Fournisseurs et comptes rattachés	78 136 476,48	39 319 744,06
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	0	0
S	Personnel	27 132,00	30 715,50
I	Organismes sociaux	216 413,51	179 061,34
F	Etat	34 805 781,18	23 287 242,43
	Comptes d'associés	0	0
C	Autres créances	0	0
I	Comptes de régularisation - passif	296 294,44	92 133,24
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	1477835,91	1 086 218,23
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	407 070,88	94 936,37
U	TOTAL II (f+g+h)	115 367 004,40	64 090 051,17
T	TRESORERIE PASSIF	62 463 340,97	25 415 198,02
R	Crédits d'escompte	0	0
E	Crédits de trésorerie	60 000 000,00	22 359 307,49
S	Banques (soldes créditeurs)	2 463 340,97	3 055 890,53
O	TOTAL III	62 463 340,97	25 415 198,02
	TOTAL I+II+III	271 516 316,38	166 543 737,94

c- Exercice clos au 31/12/2006

ACTIF	EXERCICE	Amortissements et Provisions	Net	EXERCICE PRECEDENT
	Brut			Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	147 106,84	77 064,97	70 041,87	65 465,40
Frais préliminaires	147 106,84	77 064,97	70 041,87	65 465,40
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	357 307,90	172 779,68	184 528,22	160 846,60
Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	357 307,90	172 779,68	184 528,22	160 846,60
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	3 342 026,02	1 987 109,66	1 354 916,36	1 534 857,67
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage	12 805,00	11 298,50	1 506,50	2 152,14
Matériel de transport	317 943,44	203 970,74	113 972,70	177 487,22
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	3 011 277,58	1 771 840,42	1 239 437,16	1 355 218,31
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	246 179,27	0,00	246 179,27	246 179,27
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	246 179,27	0,00	246 179,27	246 179,27
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées	0,00		0,00	0,00
Augmentation des dettes de finance	0,00		0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	4 092 620,03	2 236 954,31	1 855 665,72	2 007 348,94
STOCKS (f)	32 189 418,33	1 415 554,33	30 773 864,00	35 690 785,01
Marchandises	32 189 418,33	1 415 554,33	30 773 864,00	35 690 785,01
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits interm. et produits resid.	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	131 476 534,69	6 468 225,78	125 008 308,91	109 350 798,99
Fournis, débiteurs, avances et acomptes	886 522,79	0,00	886 522,79	1 006 574,31
Clients et comptes rattachés	113 454 683,53	6 468 225,78	106 986 457,75	91 766 581,10
Personnel	124 108,45	0,00	124 108,45	99 350,48
Etat	16 819 537,52	0,00	16 819 537,52	16 312 576,29
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	23 064,00	0,00	23 064,00	26 370,00
Compte de régularisation actif	168 618,40	0,00	168 618,40	139 346,81
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	96 873,23		96 873,23	241 127,68
TOTAL II (f+g+h+i)	163 762 826,25	7 883 780,11	155 879 046,14	145 282 711,68
TRESORERIE - ACTIF	8 809 026,08	0,00	8 809 026,08	4 694 411,76
Chèques et valeurs à encaisser	8 553 622,18	0,00	8 553 622,18	4 692 284,11
Banques, T.G & CP	253 518,99	0,00	253 518,99	0,00
Caisses, régies d'avances et accréditifs	1 884,91	0,00	1 884,91	2 127,65
TOTAL III	8 809 026,08	0,00	8 809 026,08	4 694 411,76
TOTAL GENERAL I+II+III	176 664 472,36	10 120 734,42	166 543 737,94	151 984 472,38

	PASSIF	Exercice actuel	Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	33 361 300,00	30 000 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont vers..	0,00	0,00
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport	16 639 113,00	678,00
I	Ecart de réévaluation	0,00	0,00
N	Réserve légale	1 524 360,74	1 022 882,64
A	Autres réserves	415 957,54	65 957,54
N	Report à nouveau (2)	9 069 314,20	5 391 230,27
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00
E	Résultat net de l'exercice (2)	16 028 443,27	10 029 562,03
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	77 038 488,75	46 510 310,48
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	0,00	400 000,00
N	Subventions d'investissement	0,00	0,00
T	Provisions réglementées	0,00	400 000,00
P	DETTES DE FINANCEMENT (c)	0,00	0,00
E	Emprunts obligataires	0,00	0,00
R	Autres dettes de financement	0,00	0,00
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0,00	0,00
N	Provisions pour charges	0,00	0,00
E	Provisions pour risques	0,00	0,00
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0,00	0,00
T	Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00
	Diminution des dettes de financement	0,00	0,00
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	77 038 488,75	46 910 310,48
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	62 908 896,57	68 201 575,51
A	Fournisseurs et comptes rattachés	39 319 744,06	48 238 009,85
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00	0,00
S	Personnel	30 715,50	13 299,46
I	Organismes sociaux	179 061,34	178 717,83
F	Etat	23 287 242,43	19 688 726,75
	Comptes d'associés	0,00	0,00
C	Autres créances	0,00	0,00
I	Comptes de régularisation - passif	92 133,24	82 821,62
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	1086218,23	1 240 343,89
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	94 936,37	36 251,05
U	TOTAL II (f+g+h)	64 090 051,17	69 478 170,45
T	TRESORERIE PASSIF	25 415 198,02	35 595 991,45
R	Crédits d'escompte	0,00	0,00
E	Crédits de trésorerie	22 359 307,49	26 984 193,13
S	Banques (soldes créditeurs)	3 055 890,53	8 611 798,32
O	TOTAL III	25 415 198,02	35 595 991,45
	TOTAL I+II+III	166 543 737,94	151 984 472,38

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

Comptes de produits et charges relatifs aux exercices 2006, 2007 et 2008

CPC MAD	2 006	2 007	2 008
Produits d'exploitation			
Ventes de marchandises	360 494 303	450 964 344	501 869 924
Ventes de biens et services produits	1 507 514	874 837	914 999
Chiffre d'affaires	362 001 816	451 839 181	502 784 923
Variations de stocks de produits			0
Immo. Produites par l'Entreprise PEM			0
Subventions d'exploitation			0
Autres produits d'exploitation			0
Reprises d'exploitation, transferts de charges	3 211 552	2 000 750	5 897 428
Total des produits d'exploitation	338 289 678	453 839 931	508 682 351
Charges d'exploitation			
Achats revendus de marchandises	319 299 984	394 307 772	443 901 420
Achats consommés de mat. et de four.	1 409 918	600 944	1 196 271
Autres charges externes	4 587 282	5 231 033	6 510 417
Impôts et taxes	456 072	435 630	736 465
Charges de personnel	9 868 273	10 880 025	14 149 638
Dotations d'exploitation	2 668 149	6 388 020	5 971 450
Résultat d'exploitation	26 923 690	35 996 507	36 216 690
Produits financiers	1 812 418	1 214 114	3 282 498
Gains de change	1 135 829	839 231	2 928 094
Intérêts et autres produits financiers	435 461	278 010	272 868
Reprises financières, transfert de charges	241 127	96 873	81 535
Charges financières	2 858 589	2 720 593	5 206 998
Charges d'intérêts	1 888 627	2 016 526	3 313 291
Pertes de change	873 089	622 533	1 674 755
Autres charges financières		0	0
Dotations financières	96 873	81 535	218 952
Résultat financier	-1 046 172	-1 506 479	-1 924 500
Résultat courant	25 877 519	34 490 028	34 292 190
Produits non courants	667 392	106 129	1 604 236
Produits de cessions d'immobilisations	1 000	0	26 500
Subventions d'équilibre		0	0
Autres produits non courants	266 392	106 129	77 736
Reprises non courantes, transfert de charges	400 000		1 500 000
Charges non courantes	2 491 983	1 504 900	2 085 133
Valeur nettes d'amort. des immo. cédées	468	0	354 931,24
Autres charges non courantes	2 491 515	4 900	4 797
Subventions accordées			
Dotations non courantes aux A et P		1 500 000	1 725 405
Résultat non courant	-1 824 591	- 1 398 771	-480 897
Résultat avant impôt	24 052 928	33 091 257	33 811 293
Impôts sur le résultat	8 024 485	8 936 224	8 591 518
Résultat net	16 028 443	24 155 033	25 219 775

IX.2.2 - Etats des soldes de gestion ESG relatifs aux exercices 2006, 2007 et 2008

ESG en K MAD	2006	Var%	2007	Var%	2008
Vente de marchandises en l'état	360 494	25,10%	450 964	11,29%	501 870
Achats revendus de marchandises	319 300	23,49%	394 308	12,58%	443 901
Marge brute sur ventes en l'état	41 194	37,53%	56 656	2,32%	57 969
Vente de biens et services produits	1 508	-41,98%	875	4,57%	915
Variation de stocks de produits					
Immoys produites par l'E/se pour elle même					
Production de l'exercice	1 508	-41,98%	875	4,57%	915
Achats consommés de matières et fournitures	1 410	-57,38%	601	99,05%	1 196
Autres charges externes	4 587	14,04%	5 231	24,46%	6 510
Consommation de l'exercice	5 998	-2,77%	5 832	32,14%	7 707
Valeur ajoutée	36 705	40,85%	51 699	-1,01%	51 177
Subventions d'exploitation					
Impôts et taxes	456	-4,39%	436	68,91%	736
Charges de personnel	9 868	10,26%	10 880	30,05%	14 150
Excédent brut d'exploitation	26 380	53,09%	40 384	-10,14%	36 291
Autres produits d'exploitation					
Autres charges d'exploitation					
Reprises d'exploitation, transferts de charges	3 212	-37,70%	2 001	194,72%	5 897
Dotations d'exploitation	2 668	139,43%	6 388	-6,52%	5 971
Résultat d'exploitation	26 924	33,70%	35 997	0,61%	36 217
Résultat financier	-1046	43,98%	-1506	27,79%	-1 925
Résultat courant	25 878	33,28%	34 490	-0,57%	34 292
Résultat non courant	-1825	-23,34%	-1399	-65,63%	-481
Résultat avant impôt	24 053	37,58%	33 091	2,18%	33 811
Impôts sur les sociétés	8 024	11,37%	8 936	-3,85%	8 592
Résultat net	16 028	50,71%	24 155	4,41%	25 220

IX.2.3 - Tableaux de financement relatifs aux exercices 2006, 2007 et 2008

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN				Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006	
MASSES		Exercice a	Exercice précédent b	Variations a-b	
				Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent	77 038 488,75	46 910 310,48		30 128 178,27
2	Moins actif immobilisé	1 855 665,72	2 007 348,94		151 683,22
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	75 182 823,03	44 902 961,54		30 279 861,49
4	Actif circulant	155 879 046,14	145 282 711,68	10 596 334,46	
5	Moins passif circulant	64 090 051,17	69 478 170,45	5 388 119,28	
6	= Besoin de Financement global (4-5) (B)	91 788 994,97	75 804 541,23	15 984 453,74	
7	TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-16 606 171,94	-30 901 579,69	14 295 407,75	

II EMPLOIS ET RESSOURCES					
		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOI	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
* AUTOFINANCEMENT (A)			10 677 373,77		6 445 183,98
+ Capacité d'autofinancement			16 177 373,77		10 345 183,98
- Distributions de bénéfices			5 500 000,00		3 900 000,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			1 000,00		29 000,00
+ Cessions d'immobilisations incorpor.			0,00		0,00
+ Cessions d'immobilisation corporelles			1 000,00		29 000,00
+ Cessions d'immobilisation financières			0,00		0,00
+ récupérations sur créances immobilisées			0,00		0,00
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		0	19 999 735,00	0,00	0,00
+ Augmentation du capital , apports			0,00		0,00
+ Subventions d'investissement			0,00		0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)			0,00		0,00
(nettes de primes de remboursement)					
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		0	30 678 108,77	0,00	6 474 183,98
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		398 247,28		279 532,09	
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.		139 867,24		32 062,50	
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles		258 380,04		242 969,59	
+ Acquisitions d'immobilisation financières		0,00		4 500,00	
+ Augmentation des créances immob.					
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)		0,00		0,00	
* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)					
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		0,00		0,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		398 247,28		279 532,09	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		15 984 453,74	0,00	11 042 474,95	0,00
IV VARIATION DE LA TRESORERIE		14 295 407,75	0,00	0,00	4 847 823,06
TOTAL GENERAL		30 678 108,77	30 678 108,77	11 322 007,04	11 322 007,04

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN (MAD)			Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007	
MASSES	Exercice a	Exercice précédent b	Variations a-b	
			Emplois c	Ressources d
1 Financement Permanent	93 685 971,01	77 038 488,75		16 647 482,26
2 Moins actif immobilisé	3 533 637,72	1 855 665,72	1 677 972,00	
3 = Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	90 152 333,29	75 182 823,03		14 969 510,26
4 Actif circulant	252 758 499,00	155 879 046,14	96 879 452,86	
5 Moins passif circulant	115 367 004,40	64 090 051,17		512 769 53,23
6 = Besoin de Financement global (4-5) (B)	137 391 494,60	91 788 994,97	45 602 499,63	
7 TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-47 239 161,31	-16 606 171,94		30 632 989,37
II EMPLOIS ET RESSOURCES (MAD)				
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOI	RESSOURCES
* AUTOFINANCEMENT (A)		17 223 646,35		10 677 373,77
+ Capacité d'autofinancement		26 231 197,35		16 177 373,77
- Distributions de bénéfices		9 007 551,00		5 500 000,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		0,00		1 000,00
+ Cessions d'immobilisations incorporelles		0		0
+ Cessions d'immobilisations corporelles		0,00		1 000,00
+ Cessions d'immobilisations financières		0		0
+ récupérations sur créances immobilisées		0		0
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)	0	0	0	19999735
+ Augmentation du capital , apports		0		0
+ Subventions d'investissement		0		0
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		0		0,00
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	0	17 223 646,35	0	30 678 108,77
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	2 254 136,09		398 247,28	
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.	24 416,67		139 867,24	
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles	1 707 478,05		258 380,04	
+ Acquisitions d'immobilisation financières			0,00	
+ Augmentation des créances immob.	522 241,37			
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)	0		0	
* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	0		0	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	2 254 136,09		398 247,28	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	45 602 499,63	0	15 984 453,74	0
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	0	30 632 989,37	14 295 407,75	0
TOTAL GENERAL	47 856 635,72	47 856 635,72	30 678 108,77	30 678 108,77

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN (MAD)				Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008	
MASSES		Exercice a	Exercice précédent b	Variations a-b	
				Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent	102 661 106,44	93 685 971,01		8 975 135,43
2	Moins actif immobilisé	7 039 230,29	3 533 637,72	3 505 592,57	
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	95 621 876,15	90 152 333,29		5 469 542,86
4	Actif circulant	303 304 525,45	252 758 499,00	50 546 026,45	
5	Moins passif circulant	98 829 923,93	115 367 004,40	16537080,47	
6	= Besoin de Financement global (4-5) (B)	204 474 601,52	137 391 494,60	67 083 106,92	
7	TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-108 852 725,37	-47 239 161,31		61 613 564,06
II EMPLOIS ET RESSOURCES (MAD)					
		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOI	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
* AUTOFINANCEMENT (A)			10 394 845,16		17 223 646,35
+ Capacité d'autofinancement			25 139 485,16		26 231 197,35
- Distributions de bénéfices			14 744 640,00		9 007 551,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			98 363,40		0
+ Cessions d'immobilisations incorporelles			0		0
+ Cessions d'immobilisations corporelles			26 500,00		0
+ Cessions d'immobilisations financières			0		0
+ récupérations sur créances immobilisées			71 863,40		0
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)			0		0
+ Augmentation du capital, apports			0		0
+ Subventions d'investissement			0		0
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)			0		0
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)			10 493 208,56		17 223 646,35
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		4 918 603,70		2 254 136,09	
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.		606 058,64		24 416,67	
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles		4 312 545,06		1 707 478,05	
+ Acquisitions d'immobilisation financières					
+ Augmentation des créances immob.				522241,37	
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)		0		0	
* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)					
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		105062		0	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		5 023 665,70		2 254 136,09	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		67 083 106,92	0	45 602 499,63	0
IV VARIATION DE LA TRESORERIE		0	61 613 564,06	0	30 632 989,37
TOTAL GENERAL		72 106 772,62	72 106 772,62	47 856 635,72	47 856 635,72

IX.2.4 - Principales méthodes d'évaluation spécifiques à DISTRISOFT MAROC S.A. (31/12/2008)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

I. ACTIF IMMOBILISE

A. EVALUATION A L'ENTREE

1. Immobilisation en non-valeurs	Coût Historique→ somme des charges
2. Immobilisation incorporelles	Coût d'acquisition
3. Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition
4. Immobilisations financières	Coût Historique

B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissements	Linéaire Conformement Aux Usages Degressif Loi de Finance 1994
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Néant
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif	Néant

II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A. EVALUATION A L'ENTREE

1. Stocks	Coût d'acquisition
2. Créances	Coût Historique→Montant Nominal
3. Titres et valeurs de placement	Néant

B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Sur la base de la perte probable future
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	Cours de change de Clôture

III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation	Néant
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Néant
3. Dettes de financement permanent	Néant
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Néant
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	Néant

IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant	Coût Historique→Montant Nominal
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Cours de Clôture
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	Cours de change de Clôture

V. TRESORERIE

1. Trésorerie - Actif	Coût Historique→Montant Nominal
2. Trésorerie - Passif	Coût Historique→Montant Nominal
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Néant

IX.2.5 - Etat des dérogations (31/12/2008)

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

IX.2.6 - Etat de changement des méthodes (31/12/2008)

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	
I. Changements affectant les méthodes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT	
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT	

IX.2.7 - Tableau des immobilisations autres que financières en MAD (31/12/2008)

N A T U R E	MONTANT BRUT DEBUT EX.	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EX.
		ACQUISITION	PROD POUR ELLE MEME	VIREMENT	CESSIONS	RETRAIT	VIREMENT	
I-IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR * Frais préliminaires	135 106,84	105062				101109		139 059,84
SOUS TOTAL I	135 106,84	105062	0	0	0	101109	0	139 059,84
II-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES * Fonds Commercial * Autres Immobilisations Incorporelles	0 345 948,57	606 058,64				183 600,00		0 768 407,21
SOUS TOTAL II	345 948,57	606 058,64	0	0	0	183 600,00	0	768 407,21
III- IMMOBILISATIONS CORPORELLES * Terrains * Constructions * Installations Techniques,Matériel & Outillage * Matériel de Transport * Mobilier,Matériel de Bureau & Aménagement * Immobilisations Corporelles en cours	0 0 12 805,00 894 021,98 3 258 591,53 884085,56	0 226 860,00 4 085 685,06		884085,56	105139,44	12805 1256356,47	884085,56	0 0 0,00 1 015 742,54 6 972 005,68 0
SOUS TOTAL III	5 049 504,07	4 312 545,06	0	884 085,56	105 139,44	1269161,47	884 085,56	7 987 748,22
TOTAL GLOBAL	5 530 559,48	5 023 665,70	0	884 085,56	105 139,44	1 553 870,47	884 085,56	8 895 215,27

IX.2.8 - Tableau des amortissements en MAD (31/12/2008)

N A T U R E	Cumul Début Exercice	Dotation de L'Exercice	Amortissements sur Immobilisation Sortie -retrait	Cumul d'Amortis. Fin d'Exercice
I - IMMOBILISATION EN NON VALEURS				
* Frais préliminaires	94 486,34	48 033,77	101109	41 411,11
SOUS TOTAL I	94 486,34	48 033,77	101109	41 411,11
II - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
* Fonds Commercial				
* Autres Immobilisations Incorporelles	213 348,59	121 769,47	183 600,00	151 518,06
SOUS TOTAL II	213 348,59	121 769,47	183 600,00	151 518,06
III - IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
* Terrains				
* Constructions				
* Installations Techniques, Matériel & Outillages	11 750,45	316,36	12066,81	0,00
* Matériel de Transport	323 413,34	211 792,36	105139,44	430 066,26
* Mobilier, Matériel de Bureau & Aménagements Divers	2 122 343,68	709 366,54	902163,42	1 929 546,80
SOUS TOTAL III	2 457 507,47	921 475,26	1019369,67	2 359 613,06
TOTAL GENERAL	2 765 342,40	1 091 278,50	1 304 078,67	2 552 542,23

Etat des plus ou moins values sur cessions ou retrait d'immobilisations en MAD (31/12/2008)

Date de Cession ou de Retrait	Compte Principale	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette d'Amortissements	Produits de cession	Plus values	Moins Values
2008	21100	101109	101109	0			
2008	22800	183 600,00	183 600,00	0			
2008	23300	12 805,00	12 066,81	738,19402			
2008	23400	105139,44	105139,44	0	26500	26500	
2008	23500	42911,31	42911,31	0			
2008	23550	450109,81	450109,81	0			
2008	23560	763335,35	409142,2995	354193,0506			
	Totaux	1 659 009,91	1 304 078,67	354 931,24	26 500	26 500	0

© 2015 Pearson Education, Inc. or its affiliate(s). All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage or retrieval system, without prior written permission from Pearson Education, Inc. or its affiliate(s).

	Total	-	-
--	--------------	---	---

	N	E	A	N	T

	N	E	A	N	T

IX.2.12 - Tableau des provisions (31/12/2008)

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								0
Provisions Réglementées	1500000						1500000	0
Provisions durables pour risques et charges								0
SOUS TOTAL (A)	1500000	0	0	0	0	0	1500000	0
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	11 287 929,98 0 0 0	5 619 743,75			4 915 417,38			11 992 256,35 0 0 0
Autre Provision risques et charges	1 477 835,91	985 833,00	218 951,93		982 011,00	81 534,91		1 619 074,93
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	12 765 765,89	6 605 576,75	218 951,93	0	5 897 428,38	81 534,91	0	13 611 331,28
TOTAL (A+B)	14 265 765,89	6 605 576,75	218 951,93	0	5 897 428,38	81 534,91	1500000	13 611 331,28

IX.2.13 - Tableau des provisions (31/12/2007)

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
Provisions Réglementées	0,00			1 500 000,00			0,00	1 500 000,00
Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	7 883 780,11	4 829 844,70			1 425 694,83			11 287 929,98
Autre Provision risques et charges	1 086 218,23	982 011,00	81 534,91		575 055,00	96 873,23		1 477 835,91
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	8 969 998,34	5 811 855,70	81 534,91		2 000 749,83	96 873,23		12 765 765,89
TOTAL (A+B)	8 969 998,34	5 811 855,70	81 534,91	1 500 000,00	2 000 749,83	96 873,23	0,00	14 265 765,89

IX.2.14 - Tableau des provisions (31/12/2006)

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
Provisions Réglementées	400 000,00						400 000,00	
Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	400 000,00						400 000,00	
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	8 966 773,92	1 543 631,68			2 626 625,49			7 883 780,11
Autre Provision risques et charges	1 240 343,89	575 055,00	96 873,23		584 926,21	241 127,68		1 086 218,23
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	10 207 117,81	2 118 686,68	96 873,23		3 211 551,70	241 127,68		8 969 998,34
TOTAL (A+B)	10 607 117,81	2 118 686,68	96 873,23		3 211 551,70	241 127,68	400 000,00	8 969 998,34

IX.2.15 - Tableau des créances (31/12/2008)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008								
CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org- Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés	142 553,84	142 553,84						
* Autres créances financières	554 003,41	554 003,41						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	2 246 479,67		2 246 479,67					
* Clients et comptes rattachés	205 523 448,49	8 162 782,00	197 360 666,49	9 368 520,50			3 592 720,03	14 686 463,87
* Personnel	109 020,76		109 020,76					
* Etat	27 245 106,51	93 932,33	27 151 174,18			27 245 106,51		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	0,00		0,00					
* Comptes de régularisation-actif	169 551,25		169 551,25					

IX.2.16 - Tableau des créances (31/12/2007)

		Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007						
CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE		AUTRES ANALYSES				
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org- Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés	122 391,37	122 391,37						
* Autres créances financières	646 029,27	176 179,27	469 850,00					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 580 185,73		1 580 185,73					
* Clients et comptes rattachés	175 114 876,00	7 578 939,20	167 535 936,80	11 769 714,39			1 243 124,04	47 278 230,80
* Personnel	47 500,00		47 500,00					
* Etat	21 825 939,48	18 389,03	21 807 550,45			21 825 939,48		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres débiteurs	71 893,00		71 893,00					
* Comptes de régularisation-actif	154 788,78		154 788,78					

IX.2.17 - Tableau des créances (31/12/2006)

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006 AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org- Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	246 179,27	246 179,27						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	886 522,79		886 522,79					
* Clients et comptes rattachés	113 454 683,53	7 938 071,90	105 516 611,63	8 091 764,72	0,00		1 936 244,21	21 678 560,78
* Personnel	124 108,45		124 108,45					
* Etat	16 819 537,52	12 797,00	16 806 740,52			16 819 537,52		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres débiteurs	23 064,00		23 064,00					
* Comptes de régularisation-actif	168 618,40		168 618,40					

IX.2.18 - Tableau de dettes en MAD (31/12/2008)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et org.Pub	Montants vis-à-vis des entre- prises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes rattachés	58 119 527,04	1 539 885,99	56 579 641,05		38 231 394,70		15 788,40	938 973,82
* Clients créditeurs, avances et acomptes	0		0					
* Personnel	29 951,95		29 951,95					
* Organismes sociaux	234 284,88		234 284,88			234 284,88		
* Etat	36 811 377,21	1 216 671,52	35 594 705,69			36 811 377,21		
* Compte d'associés	27990		27990					
* Autres créanciers	832849		832849					
* Comptes de régularisation - Passif	507 953,92		507 953,92					

IX.2.19 - Tableau de dettes en MAD (31/12/2007)

Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et org.Pub	Montants vis-à-vis des entrep- rises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes rattachés	78 136 476,48	169 330,54	77 967 145,94		63 470 252,69		49 908,00	533 888,95
* Clients créditeurs, avances et acomptes	0		0					
* Personnel	27 132,00		27 132,00					
* Organismes sociaux	216 413,51		216 413,51			216 413,51		
* Etat	34 805 781,18	1 324 758,20	33 481 022,98			34 805 781,18		
* Compte d'associés	0		0					
* Autres créanciers	0		0					
* Comptes de régularisation - Passif	296 294,44		296 294,44					

IX.2.20 - Tableau des dettes (31/12/2006)

Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006								
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et org.Pub	Montants vis-à-vis des entrep- rises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes rattachés	39 319 744,06	145 351,57	39 174 392,49		32 005 305,78		171 923,28	803 934,44
* Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00		0,00					
* Personnel	30 715,50		30 715,50					
* Organismes sociaux	179 061,34		179 061,34			179 061,34		
* Etat	23 287 242,43	1 206 327,99	22 080 914,44			23 287 242,43		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres créanciers	0,00		0,00					
* Comptes de régularisation - Passif	92 133,24		92 133,24					

IX.2.21 - Tableau des sûretés réelles données ou reçues en MAD (31/12/2008)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008					
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture.
*Sûretés données		Néant			
*Sûretés reçues		Néant			

(1) - Gage : 1 Hypothèque : 2 Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

IX.2.22 - Engagements donnés ou reçus hors crédit bail en MAD (31/12/2008)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008		
ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	Néant	Néant
* engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires	Néant	Néant
* autres engagements donnés		
_ Caution personnelle		
_ Délégation d'assurance vie		
_ Couvertures à terme en devise	30 846 246,07	45 264 592,67
_ Lettre de credit SBLC	10 600 535,00	12 556 280,00
TOTAL (1)	41 446 781,07	57 820 872,67
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		
ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	103 955 974,88	66 157 723,28
* Autres engagements reçus		
TOTAL (1)	103 955 974,88	66 157 723,28

IX.2.23 - Tableau de crédit bail en MAD (31/12/2008)

Rubrique	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Montants des				Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
					Redevances					
					Cumul d'ex. précédent	Montant de l'exercice	Restant à payer			
							A moins d'un an	A plus d'un an		
PEUGEOT 407	15/07/2004	48	245 504,00	4	230 147,04	36 291,24	0	0	2 055,04	
PEUGEOT BOXER	05/12/2005	48	204 520,67	4	122 521,25	58 810,20	53 909,35	0	2 045,21	
AUDI A6	01/08/2007	48	670 000,00	4	74 744,35	195 694,32	195 694,32	309 849,34	5 592,42	
CAMION	01/11/2007	48	350 404,00	4	14222,48	85 334,88	85 334,88	156 447,28	2 926,37	

IX.2.24 - Etat de répartition du capital social en MAD (31/12/2008)

Nom, Prénom ou Raison Sociale des Principaux Associés 1	A d r e s s e	NOMBRE DE TITRES		Valeur Nominale de Chaque Action ou parts Sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice Précédent	Exercice Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
KARIM RADJ BENJELLOUN	11, allée abdellah belhaj casa- anfa	60 378	90 567	100	9 056 700	9 056 700	9 056 700
NAJIB HAKIM BELMAACHI	20, rue ksar labdir casa	60 379	90 568	100	9 056 800	9 056 800	9 056 800
SAID RKAIBI	108, bd ghandi casa	4 687	7 030	100	703 000	703 000	703 000
CAPITAL MOROCCO	47, Esplanade St Helier, Jersey	62 630	93 945	100	9 394 500	9 394 500	9 394 500
MILLENIUM VENTURES	74 Angle Bd Abdelmoumen - casa	7 416	19 967	100	1 996 700	1 996 700	1 996 700
FRANCOIS IZARD	20, Rue moliere casa	1	1	100	100	100	100
FLOTTANT EN BOURSE	Bourse de casablanca	138 122	198 341	100	19 834 100	19 834 100	19 834 100
TOTAUX		333 613	500 419		50 041 900	50 041 900	50 041 900

IX.2.25 - Etat d'affectation du résultat en MAD (31/12/2008)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008			
MONTANT		MONTANT	
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 05/06/2007)		* Réserve légale	1 207 751,66
* Report à nouveau	14 888 784,30	* Autres réserves	0,00
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	24 155 033,26	* Dividendes	14 744 640,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	23 091 425,90
	39 043 817,56		39 043 817,56

IX.2.26 - Etat d'affectation du résultat en MAD (31/12/2007)

Exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007			
	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 05/06/2007)		* Réserve légale	801 422,17
* Report à nouveau	9 069 314,20	* Autres réserves	400 000,00
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	16 028 443,27	* Dividendes	9 007 551,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	14 888 784,30
	25 097 757,47		25 097 757,47

IX.2.27 - Etat d'affectation du résultat en MAD (31/12/2006)

Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006			
	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 02/06/2006)		* Réserve légale	501 478,10
* Report à nouveau	5 391 230,27	* Autres réserves	350 000,00
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	10 029 562,03	* Dividendes	5 500 000,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	9 069 314,20
	15 420 792,30		15 420 792,30

IX.2.28 - Datations et événements postérieurs

I. DATATION

Date de clôture (1)	31/12/2008
Date d'établissement des états de synthèse (2)	18/03/2009
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états des synthèses	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indication des événements
	* Favorables
	Néant
	* Défavorables

IX.3 - Modèle de bulletin de souscription**BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX BILLETS DE TRESORERIE EMIS PAR
DISTRISOFT MAROC S.A****(A retourner par fax à BMCE Capital Placement au 05 22 43 00 21)****SOUSCRIPTEUR**

Raison sociale :

Ou Nom et Prénom :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse :

Dépositaire :

N° de compte :

Code identité¹ :

Numéro d'identité :

Qualité du souscripteur :

MODALITES DE SOUSCRIPTION

Maturité	De 10 jours à 12 mois
Montant	100 000 000
Nominal unitaire	100 000
Taux	Sera fixé juste avant l'ouverture de la période de souscription
Date de jouissance	A la date de règlement
Nombre de jours	Entre 10 jours et 364 jours
Intérêts	Post-compté
Remboursement	In fine
Régime fiscal	TPPRF
Aval	Néant

Suivant les modalités de souscription indiquées ci-dessus, nous nous engageons irrévocablement à souscrire aux Billets de Trésorerie émis par la société DISTRISOFT MAROC S.A. et ce, pour le montant se décomposant comme suit :

Maturité	Nombre de bons	Nominal global	Taux	Suite réservée à la soumission

Par la présente, nous autorisons notre dépositaire, ci-dessus désigné, à débiter notre compte de l'équivalent du montant des Billets Trésorerie qui nous seront attribués afin de créditer le compte de la DISTRISOFT MAROC S.A ouvert dans les livres de BMCE BANK le ...², conformément au protocole en vigueur avec le dépositaire central MAROCLEAR.

Signature et Cachet

¹ Registre de Commerce pour les personnes morales résidentes

N° et date d'agrément pour les OPCVM

Une référence faisant foi dans le pays d'origine pour les investisseurs institutionnels et les personnes morales étrangères.

N° de la CIN pour les personnes physiques marocaines

N° de passeport pour les personnes physiques non marocaines et résidentes

N° de la carte de résidence pour les personnes physiques non marocaines et résidentes

² La date de débit correspondra à la date de jouissance. Le coupon commencera à courir à compter de la date de jouissance.

Avertissement du CDVM

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Un dossier d'information, visé par la Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières – CDVM, est mis à la disposition des investisseurs, sans frais, au siège de DISTRISOFT MAROC S.A. et auprès de BMCE Capital Placement.